

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTREAL

LE LEADERSHIP COMMUNAUTAIRE DANS LES PROCESSUS

D'ÉDUCATION POPULAIRE :

LE CAS DU PROJET D'ÉCODÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

« SENTIER ÉCOLOGIQUE LAS PALMAS,

MUNICIPALITÉ DE ASCENSIÓN, BOLIVIE »

RAPPORT DE RECHERCHE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN ÉDUCATION

PAR

ÁNGEL NERY MONTALVO BARBA

AOÛT 2014

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTREAL

EL LIDERAZGO COMUNITARIO EN PROCESOS

DE EDUCACIÓN POPULAR:

ELCASO DEL PROYECTO DE ECODesarrollo COMUNITARIO

«SENDERO ECOLÓGICO LAS PALMAS,

MUNICIPIO DE ASCENSIÓN, BOLIVIA».

INFORME DE INVESTIGACIÓN

PRESENTADO

COMO EXIGENCIA PARA OBTENER EL TÍTULO

DE MAGÍSTER EN EDUCACIÓN

POR

ÁNGEL NERY MONTALVO BARBA

AGOSTO, 2014

A mi familia Mariné, Emiliano y Amelia
Mariné, no hubiese sido posible sin ti

A mis padres Iver y Chichina, por enseñarme el valor de la vida

AGRADECIMIENTOS

A mi compañero y amigo Juan Pablo Sanzetenea por sus enseñanzas en este recorrido de compromiso y lucha social. Por mostrarme que el único límite que existe para lograr las metas está en uno mismo.

Al equipo académico de Ecominga de la Université du Québec à Montréal - UQAM en especial a Lucie Sauvé e Isabel Orellana, por la confianza, orientación y ánimos para lograr esta investigación.

A mis amigos ecolíderes de Ascensión de Guarayos, por su compromiso y coraje.

TABLA DE CONTENIDOS

RÉSUMÉ	xiii
RESUMEN.....	xvi
INTRODUCCIÓN.....	1
CAPÍTULO I	
PROBLEMÁTICA.....	5
1.1 Un modelo de desarrollo centrado en lo económico.....	5
1.2 La emergencia de lo local como respuesta a la globalización	12
1.3 Los modelos de desarrollo y la participación local en Bolivia	16
1.4 El proceso de cambio y los pueblos indígenas, originarios campesinos.....	27
1.5 La participación comunal en Ascensión de Guarayos	31
1.6 Identificación del objeto de estudio	36
CAPÍTULO II	
MARCO CONCEPTUAL	39
2.1 La educación popular.....	39
2.2 La participación comunitaria.....	42
2.3 El liderazgo comunitario.....	45
2.4 Comunidad de aprendizaje	47
2.5 Ecodesarrollo comunitario.....	48
CAPÍTULO III	
METODOLOGIA	51
3.1 Las estrategias de levantamiento de datos	53
3.1.1 La revisión y análisis de documentos.....	54
3.1.2 Entrevistas semi formales.....	55
3.1.3 Observación participante	57
3.1.4 Encuentro de discusión de grupo.....	58
3.2 Rigor metodológico y tratamiento de los datos.....	58
3.3 Importancia y originalidad de la investigación	59
CAPÍTULO IV	
EL CASO.....	61
4.1 Contexto formativo y el marco de implementación de la práctica comunitaria	61
4.1.1 Criterios para la selección de los proyectos comunitarios	65
4.2 Descripción del contexto socioecológico de Ascensión de Guarayos.....	67
4.2.1 El pueblo indígena Guarayo.....	70
4.3 Una breve historia de vida	72
4.4 El proyecto comunitario Sendero Ecológico, el sueño colectivo	74
4.4.1 Construcción e implementación del proyecto comunitario Sendero Ecológico	78
4.4.2 El plan de implementación comunal.....	80

4.4.3 Los problemas y desafíos confrontados en el trabajo comunal.....	82
4.5 Los aprendizajes colectivos desarrollados en la práctica educativa.....	83
CAPITULO V	
RESULTADOS.....	85
5.1 Particularidades del proceso de liderazgo comunitario implementado en el marco de ese proyecto de ecodesarrollo	86
5.2 Aspectos específicos del liderazgo que favorecen la participación comunitaria	90
5.3 El aporte del liderazgo comunitario a una educación popular que favorece la apropiación o reapropiación de las realidades locales.....	94
5.4 Liderazgo comunitario, práctica educativa popular y su relación con el perfil de ecolíder.....	97
CAPITULO VI	
DISCUSIÓN	101
6.1 La educación popular: una propuesta para la emancipación	101
6.2 El liderazgo comunitario y el compromiso colectivo	104
6.3 La participación comunitaria y el empoderamiento comunitario	105
CONCLUSIÓN	109
ANEXO 1	
MAPA DE ASCENSIÓN DE GUARAYOS, SANTA CRUZ - BOLIVIA.....	113
ANEXO 2	
GUIAS DE ENTREVISTA SEMI DIRIGIDA	115
ANEXO 3	
PROTOCOLO DE OBSERVACIÓN	121
REFERENCIAS BIBLIOGRÁFICAS	123

LISTA DE CUADROS

Cuadro		Página
4.1	Enfoques pedagógicos adoptados por el programa de formación en ecodesarrollo comunitario y salud ambiental desarrollado por el proyecto Ecominga.....	64
4.2	Criterios para la selección de proyectos en ecodesarrollo comunitario en el marco de la formación de líderes del proyecto Ecominga Amazónica.....	66
4.3	División político-administrativa de Guarayos.....	67
4.4	Organizaciones territoriales de base urbana (barrios).....	69
4.5	Recursos turísticos de Ascensión de Guarayos.....	74
4.6	Plan de implementación del Sendero Ecológico.....	80
4.7	Acciones y aprendizajes colectivos.....	83
5.1	Estrategias pedagógicas desarrolladas por la líder en la práctica del proyecto en ecodesarrollo comunitario.....	91
5.2	Liderazgo comunitario, educación popular y participación comunitaria y su relación con el perfil del ecolíder.....	98

LISTA DE FIGURA

Figura		Página
4.1	Perfil del ecolíder comunitario.....	63

RÉSUMÉ

L'État plurinational de Bolivie met actuellement en place des processus participatifs qui cherchent à renforcer et à promouvoir les différentes cultures et cosmovisions des populations qui cohabitent dans les diverses écorégions de Bolivie, à partir d'une perspective interculturelle et multiculturelle. C'est ainsi qu'aujourd'hui, à travers le territoire plurinational, émergent des acteurs locaux qui étaient antérieurement ignorés et exclus des processus de développement national et local.

La Bolivie est actuellement en train de construire un processus de changement, d'intégration, de participation, d'inclusion et de renforcement de l'autonomie des populations autochtones, originaires et paysannes dans la vie politique, économique et socioculturelle. Ce processus se nourrit de leurs cosmovisions et de leur relation avec l'environnement, plus particulièrement dans la perspective du Bien-vivre.

Ces changements ne sont, cependant pas linéaires et ils restent encore des traces des anciennes structures de pouvoir, oligarchiques, discriminantes et marginales, entre autres. Les groupes de pouvoir résistent au changement et utilisent les moyens qu'offre l'ancien système afin de corrompre le processus.

C'est pour cela que le processus de renforcement de l'autonomie et d'émergence d'acteurs et de leadership dans la communauté est souvent conditionné et se voit affecté par des manœuvres et des manipulations de la part des institutions, des organisations gouvernementales et non gouvernementales et de la politique partisane, qui essaient de coopter les représentants communautaires afin de les mettre au service d'intérêts particuliers, entraînant ainsi la négligence ou l'abandon des demandes communales et de la construction du développement communautaire.

Ainsi, l'existence de différentes problématiques socioculturelles collectives qui ne sont toujours pas résolues, en relation avec l'accès au système éducatif, aux systèmes de santé, aux services de base, à l'infrastructure, à l'eau, entre autres, ont fait que les leaders communaux doivent s'engager, avec les bases qu'ils représentent, dans une recherche d'alternatives pour améliorer la qualité de vie.

C'est dans ce contexte que s'est construite la problématique de cette recherche, plus particulièrement dans le contexte d'Ascención de Guarayos, dans le département de Santa Cruz, en Bolivie. On y constate que la participation communautaire se développe avec une prédominance de l'approche techniciste, centrée sur la recherche de main d'œuvre pour la construction, le financement, le maintien et l'implantation de projets municipaux. Dans plusieurs cas, la participation communautaire est considérée comme un processus informatif (sur l'avancée des étapes d'implantation de ces projets). Malgré la reconfiguration du cadre normatif et législatif plurinational, il reste encore à créer de meilleures conditions pour que les communautés participent à la prise de décisions et puissent choisir leur destin, pour

qu'elles identifient elles-mêmes les possibilités et assument des responsabilités collectives, pour ainsi pouvoir générer un processus de renforcement de l'autonomie et d'appropriation du processus de changement.

La municipalité d'Ascención de Guarayos a été l'un des scénarios locaux où s'est développé le Programme de formation de leaders communautaires en écodéveloppement communautaire et santé environnementale implanté par la Universidad Autónoma « Gabriel René Moreno », dans le cadre du projet de coopération internationale interuniversitaire Ecominga Amazonica-Écodéveloppement communautaire et santé environnementale en Bolivie (2007-2013), mené par cette université conjointement avec la Universidad Amazónica de Pando, la Universidad Autónoma del Beni « José Ballivián » et l'Université du Québec à Montréal.

Le processus de formation de leaders en écodéveloppement communautaire et santé environnementale a été mené à bien avec la participation de leaders des communautés et d'organisations sociales. Pour cela, une pédagogie de projets a été favorisée ainsi qu'un apprentissage à travers le développement de projets d'interaction sociale, ayant comme visée la formation et l'appropriation collective des concepts d'écodéveloppement communautaire et santé environnementale, directement dans l'action sociale. Le processus d'apprentissage s'est forgé en travaillant collectivement avec et dans la communauté, mettant à contribution les diversités socioculturelles et individuelles des acteurs locaux de la région. De plus, il s'est construit à travers la gestion et la planification de la procédure utilisée pour y arriver et la recherche de ressources et de contreparties.

La présente recherche s'est déroulée dans ce contexte afin d'explorer les processus de leadership communautaire et de participation communautaire développés à travers le projet d'écodéveloppement communautaire « Sendero ecológico, Las Palmas » à Ascención de Guarayos, dans le cadre du programme de formation des leaders implanté par l'équipe d'Ecominga de la Universidad Autónoma « Gabriel René Moreno », dont l'auteur de cette recherche fait partie.

Ce travail a privilégié deux dimensions, soit l'éducative et la communautaire, se proposant ainsi d'analyser et de réfléchir sur leur interrelation et sur son apport pour générer des processus d'interaction sociale, de formation et de participation-action, et pour construire des processus d'éducation populaire propres et significatifs qui contribuent à forger un leadership communautaire et une participation communautaire active.

En se basant sur la méthodologie de l'étude de cas, cette recherche a adopté une perspective interprétative et critique afin d'explorer les processus de leadership communautaire développés à travers l'intervention en éducation populaire dans le cadre du projet de sentier écologique Las Palmas à Guarayos et son apport pour une éducation populaire qui favorise la participation communautaire dans une perspective d'écodéveloppement.

Cette étude s'est réalisée à l'aide de la révision et de l'analyse de documents, des entrevues individuelles semi-formelles, de l'observation participante et de la discussion de groupe. Elle s'est donnée comme objectif de caractériser les particularités du processus de leadership communautaire développé dans ce contexte et d'identifier les façons de favoriser une éducation populaire pertinente aux pratiques culturelles et de contribuer à une participation communautaire active, avec une perspective d'écodéveloppement communautaire. L'étude a examiné de façon plus particulière le processus de leadership communautaire et les possibilités que le projet de sentier écologique étudié a généré en tant que proposition éducative, politique et pédagogique de par son intégration de la mobilisation sociale, de l'incidence politique et des diverses formes de résistances et de revendication sociale de la communauté Guarayos.

Mots-clés: Leadership communautaire; éducation populaire; participation communautaire; écodéveloppement communautaire; Amazonie bolivienne

RESUMEN

En Bolivia se construyen actualmente procesos participativos que promueven la emergencia de actores locales antes invisibilizados en los escenarios sociopolíticos, económicos, culturales y ambientales. En este proceso participativo se forjan líderes y lideresas que contribuyen a construir el desarrollo de sus comunidades. Estos líderes se confrontan con sus bases en la búsqueda de alternativas que mejoren la calidad de vida, enfrentándose a reivindicaciones históricas comunales y diversas problemáticas socioecológicas.

Este proceso participativo y la incidencia de liderazgos en la comunidad muchas veces están condicionados por maniobras y manipulaciones de algunas instituciones públicas o privadas y por políticas partidarias que intentan cooptar a los representantes comunales en función de intereses particulares, dejando de lado las demandas comunales, anulando las formas participativas y direccionando verticalmente el desarrollo comunitario. En este contexto construimos la investigación que tuvo como escenario el municipio de Ascensión de Guarayos, Bolivia.

La investigación se realizó en el marco del proyecto Ecominga - Ecodesarrollo comunitario y salud ambiental en la Amazonía boliviana, el cual desarrolló un programa de formación de líderes comunitarios en tres universidades del sistema estatal boliviano: Universidad Autónoma « Gabriel René Moreno »-UAGRM, en Santa Cruz, Universidad Autónoma « José Ballivián » - UAJB, en Trinidad, Beni y Universidad Amazónica de Pando – UAP, en Cobija. Los líderes comunales que participaron en la formación, elaboraron e implementaron proyectos comunitarios en ecodesarrollo, proceso que estuvo centrado en la pedagogía de proyectos, en la interacción y acción social que se desarrolló trabajando colectivamente con sus comunidades.

La meta de este estudio es contribuir al campo de la gestión comunitaria específicamente en lo que se refiere a los procesos de desarrollo de liderazgo comunitario y de participación comunitaria con la perspectiva de contribución al ecodesarrollo comunitario en la Amazonía boliviana. La investigación se propone caracterizar los procesos de liderazgo comunitario y de participación comunitaria desarrollados a través de la intervención en educación popular implementada por el proyecto de ecodesarrollo comunitario « Sendero ecológico, Las Palmas » en Ascensión de Guarayos, Bolivia. Se analizará el aporte del liderazgo comunitario a una educación popular que favorece la participación comunitaria con una perspectiva de ecodesarrollo. Las reflexiones sobre estos procesos pretenden contribuir a desarrollar una propuesta de ecodesarrollo comunitario pertinente para la Amazonía boliviana.

Palabras claves: Liderazgo comunitario; educación popular; participación comunitaria; ecodesarrollo comunitario; Amazonía boliviana

INTRODUCCIÓN

Esta investigación se desarrolla en el marco del proyecto interuniversitario Ecominga Ecodesarrollo comunitario y salud ambiental en Bolivia, y particularmente dentro del programa de formación de líderes comunitarios concebido e implementado por este proyecto. Ecominga se desarrolló en tres universidades del sistema estatal boliviano: Universidad Autónoma « Gabriel René Moreno » - UAGRM, Santa Cruz, Universidad Autónoma « José Ballivián » - UAJB, Beni y la Universidad Amazónica de Pando - UAP. Los objetivos centrales del programa de formación implementado fueron: fortalecer las capacidades de las universidades de la Amazonia boliviana en cuanto a formación, investigación y extensión a las colectividades para favorecer el ecodesarrollo comunitario y la salud ambiental; y fortalecer las capacidades de las Organizaciones territoriales de base – OTB, de la Amazonia boliviana en cuanto al ecodesarrollo comunitario y a la salud ambiental, específicamente, apoyando las iniciativas comunitarias relativas al agua y a la alimentación.

El currículo del programa está constituido por diez módulos temáticos: ecodesarrollo comunitario, salud ambiental, gestión ambiental, equidad socioecológica, ecoliderazgo, educación popular, educación para la democracia y gobernanza local, interculturalidad y pueblos indígenas, educación ambiental y gestión de proyectos comunitarios.

La participación del autor de este estudio en el programa, fue como miembro del equipo académico de la Universidad Autónoma « Gabriel René Moreno » - UAGRM y estuvo centrada en la construcción y facilitación de los módulos de formación, en el asesoramiento para la implementación de proyectos comunitarios, en consolidar una red de colaboradores locales, y en generar intercambios de experiencias con organizaciones locales comunitarias, y otras. Esto significó una interacción social profunda con el contexto local.

Los líderes participantes de este programa provenían de comunidades, organizaciones sociales, civiles y gubernamentales de la región de Santa Cruz. La formación tuvo una dimensión presencial, en la universidad y una dimensión de práctica comunitaria orientada a dinamizar, promover y potenciar la participación popular en torno a la implementación de proyectos comunitarios de ecodesarrollo. En este marco se implementó el primer curso de formación de líderes comunitarios en la región amazónica de Ascensión de Guarayos y Urubichá del departamento de Santa Cruz, Bolivia.

En el marco de esta investigación se realizó un estudio de caso del proyecto comunitario « Sendero Ecológico », implementado por una líder comunitaria, en colaboración con la Organización Territorial de Base (OTB) San Pedro, cuando ésta era estudiante del programa de formación en ecodesarrollo y salud ambiental. La construcción e implementación, estuvo centrado en la pedagogía de proyectos, la interacción social y el trabajo colectivo con la comunidad. Se lograron los siguientes objetivos: promover el descubrimiento (y redescubrimiento) del patrimonio natural y cultural del barrio San Pedro; y promover la participación comunitaria para lograr la cogestión del proyecto comunitario.

A partir de esta práctica educativa el estudio se enfoca en los procesos de educación popular, en la caracterización del proceso de liderazgo comunitario, en la identificación de los factores que contribuyen a la participación comunitaria y en el aporte del liderazgo comunitario a una educación popular que favorece la participación comunitaria con una perspectiva de ecodesarrollo.

Esta tesis está dividida en seis capítulos: la problemática, el marco teórico, la metodología, la descripción del caso, los resultados, la discusión y la conclusión. El primer capítulo presenta en primera instancia la problemática global, específicamente, el modelo de desarrollo vigente basado en el crecimiento económico que deriva de una economía liberal. Luego, se expone el contexto

particular y los modelos de desarrollo y descentralización en Bolivia, así como los procesos participativos que promueven el surgimiento de actores locales antes invisibilizados en los escenarios sociopolíticos, económicos, culturales y ambientales. Finalmente se presentan los principales elementos del proceso de construcción del Estado Plurinacional de Bolivia y de participación comunal. El capítulo se concluye con la presentación de los objetivos de este estudio.

El segundo capítulo, se centra en el marco teórico. En éste se exponen los principales conceptos asociados a la problemática de investigación: educación popular, participación comunitaria, liderazgo comunitario, comunidad de aprendizaje, ecodesarrollo, y una relación somera entre la propuesta educativa popular del proyecto Ecominga y la Ley Educativa « Avelino Siñani » e « Elizardo Pérez » implementadas en el Estado Plurinacional de Bolivia.

El tercer capítulo, aborda las opciones metodológicas, el estudio de caso y las estrategias de levantamiento de datos.

El capítulo cuarto presenta una descripción del proyecto de ecodesarrollo comunitario estudiado y pone en evidencia su significación como práctica educativa en ecodesarrollo.

El capítulo quinto expone los principales resultados del estudio. El capítulo seis presenta elementos de y para la discusión. Y finalmente se presentan las conclusiones de este estudio.

CAPÍTULO I

PROBLEMÁTICA

1.1 Un modelo de desarrollo centrado en lo económico

Nuestras sociedades sostienen un modelo de desarrollo orientado prioritariamente en el crecimiento económico, creador de una lógica mecánica, economicista, destructora de la naturaleza, marginal y discriminatoria, entre otras (Beck, 1998). Según este autor, la globalización se ha configurado en una sola dimensión, la económica, y ésta es condicionada a los designios impuestos desde mercado mundial.

Es un modelo centrado en la apropiación material y explotación de la naturaleza y de la vida, que se traduce en la construcción y adopción de valores modernos centrados en la posesión y acumulación de bienes materiales.

La expresión máxima de este sistema de crecimiento consagrado como orden mundial, es la globalización, la cual tiene como principal agente globalizado al ámbito económico y financiero, y el proceso mercantilista y productivo. También Beck (*Ibid.*) se refiere a la globalización como a un complejísimo fenómeno multicausal y multidimensional que implica una perceptible pérdida de fronteras del quehacer cotidiano, que modifica la vida entera y fuerza a todos a adaptarse a esta lógica.

Este sistema tiene repercusiones entre otras cosas, en la cultura, en los pueblos indígenas y provoca la desestructuración de las identidades culturales. La globalización se impone como proceso homogeneizador y se manifiesta en muchas dimensiones que deben ser consideradas.

La globalización es, entonces, un fenómeno altamente complejo y contradictorio, con múltiples variables, lo que debe precavernos de miradas simplistas o de concepciones ideológicas o fundamentalistas, ya sea que se pronuncien obstinadamente a favor de la misma, fetichizándola como una nueva panacea, o la critiquen en bloque, demonizándola y culpándola de todos los males habidos y por haber (Subercaseaux, 2002, p. 10).

Esta forma de mirar la vida deriva de la teoría política y económica del liberalismo, que privilegia un contexto de individualismo, de una concepción instrumental de la tecnología, como un fin (*Ibid.*). Es una forma de materialismo que desconoce los límites de carga de la Madre Tierra y crea una dimensión de espacio y tiempo que influyen en el tejido social y distorsionan las formas de relacionarse con el mundo.

En su interpretación sobre la relación globalización, capital y poder, Quijano (2001, p. 19), menciona que:

En ese resto del mundo, la colonialidad del poder no sólo ha estado y está presente en el contexto global del patrón mundial de poder, sino que actúa de modo directo e inmediato dentro del respectivo espacio de dominación, obstaculizando los procesos que se dirigen a la democratización de las relaciones sociales y a su expresión nacional en la sociedad y en el Estado.

También Brunner (1998) se refiere a los procesos globalizantes como una exacerbada lógica de consumo de mercado y que manipula las redes de información y modela la construcción cultural. Sobre el manejo cultural de los medios que imponen una visión capitalista de la vida, Ferrer (1998) hace referencia a una lógica selectiva de la globalización al inmiscuirse en los intereses vitales de los Estados y la construcción cultural de los medios sobre la población.

Es así que vivimos cotidianamente un paradigma globalizante, totalizante, dictador de « estilos de vida » uniformizadores, homogeneizadores de la vida, centrado en el capital, construyendo un mundo con realidades e identidades en función de la tecnociencia.

Sobre las desigualdades del proceso globalizador Estefanía (2002, p. 69) indica:

Una pequeña parte del planeta ha entrado en la nueva economía (aquella que se basa en el dominio de Internet y en la sociedad del conocimiento), hay otra zona inmensa que apenas se ha acercado a la revolución industrial; que aún no tiene agua potable, teléfonos, infraestructuras industriales para desarrollarse.

Sobre este nuevo paradigma dominante de las esferas de vida y creador de una racionalidad económica (Boron, 1999) el discurso de la globalización ha construido un pensamiento único, lo que ha incidido negativamente en la capacidad para generar y crear alternativas económicas, sociales, políticas y culturales. Pero, la concepción instrumental del mundo asociada a ese discurso no es compatible ni coherente con las realidades culturales y ambientales de las poblaciones.

El modelo dominante de desarrollo postula una calidad de vida para todo el mundo, pero, la realidad nos muestra, que es sólo para una minoría. Este modelo obvia la relación que existe entre economía y ambiente, su carácter mercantilista y utilitario cosificando a la naturaleza, y construye ilusiones, identidades, sociedades y visiones del mundo, desechables.

Sobre la falsa ilusión de progreso y desarrollo global para todas las poblaciones del planeta, Cuello (1999, p. 29) señala: « *la línea divisoria entre el progreso y la marginalidad ya no está relegada a una diferenciación entre Norte y Sur, sino que hay hoy cortes transversales en el Centro y en la Periferia* ».

La globalización económica se despliega a través de las grandes transnacionales y su principal finalidad es la rentabilidad y maximización del proceso económico. Como describe Cademartori (2002, p. 128) « *la globalización está siendo potenciada por la burguesía transnacional y es aquí donde lo nacional, el estado nación pierde representatividad y legalidad* ».

Esto genera una desestructuración y grandes transformaciones en las instituciones modernas y tradicionales (trabajo, familia, pareja, género, iglesias, democracia, Estado, sociedad civil, partidos políticos, etc.). A decir de (Bauman, 2001b), se han generado grandes cambios y desatado un nuevo desorden mundial. Por otra parte, Cardozo (1997) considera que la globalización genera múltiples formas que tienden a la homogenización y también a la diferenciación cultural.

La globalización no sólo se hace sentir en las esferas económicas, productivas y financieras sino que además se sirve de los aparatos ideológicos del Estado, la escuela y educación, y así, genera de manera sistemática una homogenización cultural,

Sobre la globalización y su incidencia en los procesos educativos, Dos Santos (2006, p. 3) menciona que « *el desarrollo desigual de la educación genera procesos económicos desintegradores* ». Por ello, las élites que poseen el poder económico orientan los procesos políticos, económicos y educacionales a su conveniencia.

La concepción dominante del mundo y su visión mercantil se materializan generando procesos de desestructuración de lo local (Albuquerque, 2000, p. 159) :

El creciente proceso de transnacionalización, globalización y apertura externa de las economías ha ido mostrando más claramente aún la enorme heterogeneidad y la mayor exposición de los diferentes sistemas productivos locales ante las exigencias de la actual fase de transición tecnológica y cambio estructural.

La concepción económica de la vida privilegia lo foráneo, desconectado de lo cotidiano, de la territorialidad, de la comunidad, adoptando tendencias globalizantes y generando propuestas de desarrollo que no consideran las especificidades locales. Según Dos Santos (2006), en el marco de esta concepción económica y global del mundo, las élites locales se subordinan a los intereses internacionales, las cuales

miran a las regiones como periféricas y como zonas para expandir su poder económico y sus modelos de desarrollo desterritorializados.

Por otra parte, los procesos de crecimiento económico que acompañan la implementación del modelo, han acentuado la marginación y discriminación de los pueblos indígenas, señala Held (2000).

La globalización se ha constituido en una seria amenaza a la sobrevivencia de los pueblos indígenas. Su historia, su diversidad, su cotidianidad y sus expresiones culturales se ven amenazadas. Ante este contexto de mundo globalizado, los pueblos indígenas oponen una lucha social y cultural, haciendo frente a las injusticias socioecológicas, culturales, económicas y políticas.

Ha sido el caso de los pueblos indígenas originarios y campesinos¹ de Bolivia en donde el exterminio, la expulsión de sus territorios y muchas otras formas de discriminación fueron instaurados por generaciones.

En este sentido, Albó y Romero (2009, p. 1) consideran que:

El haber omitido, en la Constitución fundacional de Bolivia promulgada en 1826, toda referencia a estas naciones y pueblos que ya existían antes y sufrieron más que ningún otro los efectos de los tres siglos y medio de régimen colonial fue sin duda el "primer vicio" sobre el que se pretendió montar el flamante Estado Boliviano.

Este escenario se construyó en un marco sociopolítico en que se generó una lucha reivindicativa por el reconocimiento de los derechos, la cosmovisión, la cultura y la vida misma de los pueblos indígenas, soportando y resistiendo la marginalización, la subordinación y la pobreza.

¹ Reconocidos formalmente en la Constitución Política del Estado aprobada el 7 de febrero de 2009.

En la actualidad estos derechos se encuentran estipulados en diversos convenios, tratados, protocolos y otros acuerdos internacionales y nacionales² que contribuyen y apoyan el reconocimiento y ejercicio de los derechos de las organizaciones indígenas. Estos se orientan en la valorización y el reconocimiento de la especificidad, la identidad, los derechos territoriales y el fortalecimiento de los procesos organizativos, económicos y culturales, entre otros, de los pueblos indígenas.

En el caso boliviano, desde la colonización y con la creación de la República de Bolivia (1825) fueron creándose condiciones para la globalización económica³ a través de la adopción de políticas públicas que abrieron las puertas a la invasión del capital privado. Para Bonifaz y Lünstedt (2011, p. 62) :

Las élites locales se acomodaron a los ritmos de la economía global a través de distintos proyectos modernizadores cuya implementación ha interactuado, siempre en tensión, con las brechas sociales de larga data que se relacionan con los ejes de fragmentación y desigualdad que han caracterizado al Estado boliviano como un Estado con huecos.

² El Convenio 169 de la Organización Internacional del Trabajo (OIT) sobre Pueblos Indígenas y Tribales en Países Independientes fue aprobado el 7 de junio de 1989 por la Conferencia General de la OIT, en su septuagésima sexta reunión reunida en Ginebra. En su contenido reconoce las aspiraciones de los pueblos a asumir el control de sus propias instituciones y formas de vida, y de su desarrollo económico y a mantener y fortalecer sus identidades, lenguas y religiones, dentro del marco de los Estados en que viven. Otros instrumentos internacionales sobre los derechos de los pueblos indígenas son: la Declaración de las Naciones Unidas sobre los derechos de los Pueblos Indígenas (particularmente importante son los artículos 1, 2, 3, 5, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 18, 33, 34); la Convención Internacional sobre la Eliminación de todas las Formas de Discriminación Racial, artículos 1, 2, 4 y 7; la Carta Andina para la Promoción y protección de los Derechos Humanos de Pueblos Indígenas y Comunidades Afro descendientes (2002); la Declaración Universal de los Derechos Humanos de 1948, (Art. 18); la Convención Americana sobre los Derechos Humanos de 1969 (Art.12); el Pacto Internacional de Derechos Civiles y Políticos de 1966 (Art. 18. Ley 2878 de 2004). A nivel nacional, cabe notar la Ley de Promoción y Apoyo al Sector Riego para la Producción Agropecuaria y Forestal; la Ley Forestal, Ley 1700 de 1996 (Art. 32); la Ley de Servicios de Agua Potable y Alcantarillado Sanitario, 2029 de 1999 (Arts. 49 y 50); la Ley de Hidrocarburos, Ley 3058 (Arts. 14, 15 y 16); los Decretos Supremos 29033 del 16 de febrero de 2007, 29103 del 23 de abril de 2007, 29124 del 9 de mayo de 2007, etc.

³ La política y la economía nacional estuvo supeditada a los procesos globalizadores y a las políticas económicas de ajustes estructurales y por lo tanto, vulnerable a los cambios que podían producirse a ese nivel.

Las élites bolivianas y su proyecto modernizador (1952) privilegiaron el desarrollo urbano –ciudades- sobre lo rural -campo- esta dicotomía política, económica y cultural, potencio las posturas racistas de las elites gobernantes (blancoides) enfocadas primordialmente hacia las poblaciones indígenas, en este escenario la marginación y discriminación fue una constante en la construcción de los procesos sociales, políticos y culturales. Para Linera (2010, p. 7):

la ciudadanía que instauró la República liberal fue una ciudadanía de castas, de apellido y de chequera, lo que dio lugar a la primera falla tectónica del Estado: la de la desigualdad social y política por apellido e identidad cultural. A esto es lo que comúnmente conocemos como el colonialismo y el racismo, que caracterizaron al Estado boliviano desde 1825 hasta 2005.

Según Bonifaz y Lünstedt (2011), estas tensiones y desencuentros siempre ocasionaron conflictividad a nivel social, político y cultural, mismas que hasta hoy conforman la sociedad boliviana.

Subercaseaux (2002, p. 3) pone en evidencia la trastocación de los Estados Nacionales:

En lo económico, los Estados nacionales han perdido soberanía; la liberalización de los mercados expone a cada país a una creciente interrelación y a efectos en cadena; en este contexto los resguardos se ejercen a través de la fortaleza de la propia economía o por la vía de bloques, pactos, mercados regionales o subregionales

En este contexto, la construcción del Estado Plurinacional en Bolivia se sostiene en el derecho a la participación política como un elemento fundamental para el ejercicio en la toma de decisiones políticas, en los diversos niveles de Estado⁴. Es así que se configura un escenario sociopolítico, en el cual, los actores urbanos y rurales, los pueblos indígenas, originarios, campesinos, tienen derecho a la autonomía y a

⁴ Diversas medidas legislativas fueron adoptadas para asegurar la participación política: la Ley Marco de Autonomía y Descentralización (2010); la Ley Contra el Racismo y toda forma de Discriminación (2010); la Ley de Educación (2010); la Ley de la Madre Tierra (2012), la Ley de Deslinde Jurisdiccional (2010).

disfrutar libremente de su integridad territorial, cultural, económica, social y espiritual en sus territorios.

1.2 La emergencia de lo local como respuesta a la globalización

Hasta aquí se ha intentado describir las formas con las cuales la globalización se incrusta en las estructuras sociopolíticas de los países del globo, con sus aliados las élites de poder y también sus detractores, los movimientos sociales, pueblos indígenas y las organizaciones sociales y civiles.

En este escenario de globalización, los movimientos sociales, indígenas, campesinos y grupos de la sociedad civil, entre otros, han configurado espacios locales para la participación social y ciudadana. Es en este contexto que nace lo local como espacio para la reivindicación y emancipación social.

Esta emergencia de lo social desde lo local condujo hacia la búsqueda de otras formas de desarrollo que superaran las formas hasta hoy implantadas por el mercado, el libre comercio, el libre flujo de capitales y las empresas transnacionales. y los cambios en la división y en la organización del trabajo, que este modelo produce.

Los procesos de desarrollo endógeno surgen como producto de la crisis económica, social y ambiental que acrecentó la globalización.

En este sentido, Braudel (2001) menciona que la historia económica del mundo es la historia entera del mundo vista desde un solo observatorio: el observatorio económico. Es así que la crisis del modelo económico dominante, obligó a una búsqueda de nuevas formas de movilización del potencial local, cultural y del dinamismo de lo colectivo y comunitario.

De esta manera se configura un vuelco a lo local, que tiene la intención de generar una visión de desarrollo con identidad, con arraigo comunitario y territorial, para construir espacios para la participación y establecer escenarios de diálogo, desde lo local con lo regional y lo nacional.

Por ello, lo local toma connotaciones positivas y pertinentes para construir una respuesta para las localidades y regiones que buscan enfrentar el desafío global del modelo de desarrollo dominante. Para Di Prieto (1999, p. 7) « *estas son formas de encarar la reestructuración económica, las políticas de ajuste estructural, la relocalización de empresas y el debilitamiento de la identidad nacional* ».

En este escenario que la mirada hacia y desde lo local y regional toma impulso con los procesos de descentralización política y administrativa en los países en vías de desarrollo.

Como lo describen Llorens y col. (2002, p. 7) « *la política de los países latinoamericanos estaba orientada hacia la industrialización y la sustitución de las importaciones las cuales estaban sometidas a mercados protegidos y competitivos con mayor capital* ». Esa política es originada por las deficiencias de los gobiernos centrales de responder a las necesidades y demandas de la población de sistemas más democráticos y de una mayor participación ciudadana.

Fue así que las políticas macroeconómicas impuestas, en particular para América del Sur en la década de los 80, estaban orientadas a la exportación de materias primas, convirtiendo la matriz productiva de los países en vías de desarrollo en monoprodutores y las economías en herramienta para transformar la naturaleza en mercancías. En un contexto histórico en el cual, los países de esta región se encontraban fuera de los procesos de industrialización y tecnificación. Esto implicó que la emergencia de lo local, fuera resultado de la aplicación de políticas neoliberales desestructurantes del territorio y de la población.

Refiriéndose a lo local Arocena (2001, p. 202), menciona que:

Los modelos de desarrollo con base local continuaron con la venia de la política externa de los financiadores mundiales no contemplando necesariamente las características ecológicas, económicas, sociales, de las comunidades, regiones y naciones.

Pero poco a poco se van configurando en los escenarios políticos, económicos e institucionales, la importancia de lo cultural, la base social, la visión endógena del territorio. La participación comunal se convierte en un eje central que potencia lo social y la movilización de los actores locales que buscan caminos para construir su propio desarrollo.

Sobre este escenario, la localidad se configura como un espacio geográfico dinámico con características particulares que hacen posible el desarrollo de manera endógena. Se tiene en cuenta los procesos socioculturales regionales. Éstos pueden transformarse en mecanismos de socialización para potenciar el desarrollo local.

Albuquerque (1997 p. 14) señala que « *las iniciativas de desarrollo local generan procesos de integración social y articulan los campos económico, social, medioambiental, cultural e institucional* ». De esta forma se puede dar mayor coherencia y cohesión a las estrategias de desarrollo. Entonces cobra relevancia la idea de Max-Neef (1993) de afirmar que el desarrollo se refiere a personas, no a objetos.

En un contexto sociocultural la integración del territorio crea un carácter endógeno del desarrollo, y crea sinergias importantes que apertura y consolida canales de participación y concertación entre lo público y privado Para Barquero (1993, p. 203) « *los procesos de desarrollo local son ante todo una estrategia que toma como mecanismo dinamizador los procesos de desarrollo endógeno* ». Por lo mismo, la participación y acción de los actores locales se constituyen en un elemento central en

el proceso de desarrollo económico local, recreando las relaciones que se establecen entre el sujeto, sociedad y la naturaleza.

En ese sentido la configuración de escenarios para la concertación y la participación de los implicados en el desarrollo local se convierten en un desafío y reto que se tiene que promover con la perspectiva de fortalecer las capacidades locales, institucionales, organizativas, sociales y comunitarias.

Para los países del sur del continente la propuesta de desarrollo local busca una mayor distribución del poder que permita que la gente participe y actúe desde y con sus territorios. Se trata de construir el desarrollo desde lo local y lo comunal con posibilidades para acceder al poder de decisión y de esta manera proponer, evaluar y controlar las acciones a nivel de organismos públicos y privados. Para Klein (2005, p. 33):

La colectividad local aparece como una base a partir de la cual se estructuran acciones; como una base de iniciativas tomadas por actores locales, de proyectos colectivos o individuales, los cuales, luego de una adhesión más amplia, se transforman en acciones colectivas.

Entonces, se plantea un reto fundamental a la institucionalidad local y regional que buscan el desarrollo de sus territorios y poblaciones: y es reconocer el rol que tiene el actor local como agente promotor de desarrollo y tomar en cuenta sus diversas lógicas de cambio, de tiempo, de desarrollo, etc., que deberán articularse adecuadamente para el potenciamiento de lo local.

En este marco la incorporación y revalorización del territorio como reivindicación social y emancipatoria, requiere formas organizativas que contribuyan a la participación, involucramiento, concertación, planificación, entre otras. El reconocer las lógicas socio-culturales, ambientales, organizativas, participativas y las formas de acción colectiva, existente en la región.

Esta forma de concebir el desarrollo implica también construir un sujeto local con raíces culturales, identitarias, participativo, planificador e innovador, que favorece espacios para el diálogo, con un liderazgo y capacidades colectivas locales. Esto implica considerar la complementariedad de las dimensiones educativas, culturales, políticas y sociales.

1.3 Los modelos de desarrollo y la participación local en Bolivia

Desde la creación de Bolivia como República, la clase política gobernante ha adoptado modelos foráneos de desarrollo que fueron los que orientaron los destinos del país. La réplica y aplicación de estos modelos por lo general estaban en conflicto con las distintas realidades, procesos culturales, identidades locales indígenas, económicas, ambientales y políticos institucionales coexistentes en el territorio.

A decir de Arze (1999, p. 20) « *los procesos de participación local que se construyeron sobre estos modelos de desarrollo configuraron un escenario político institucional que no consideraba relevante lo local, lo territorial y las identidades nacionales* ». En este sentido los desencuentros en los escenarios políticos institucionales, se fueron convirtiendo en graves conflictos sociales y estructurales en la sociedad boliviana.

Los mismos acrecentaron los niveles de burocratización, concentración del poder, y la toma de decisiones, desde la política partidaria, por cierto, netamente instrumental. Estos distanciamientos provocaron en la sociedad boliviana marginación, exclusión, regionalismos, desempleos, bajos niveles de participación en las instancias decisionales y de poder. Según Justiniano (1998, p. 10), « *existen dos lógicas diferentes, una que responde al libre mercado y una arquitectura institucional centralista que respondía al modelo de desarrollo impuesto* ». Este escenario configuró en Bolivia procesos de centralización política y económica que tuvieron su máxima expresión con el Estado Nacionalista construido en la década de 1950.

Arrieta y De la Fuente (1998 p. 93) describen al Estado Nacional en ese contexto, indicando su principal impacto: « *Era dueño de todas las empresas, pero pasó de ser un Estado empresario estatal a un empresariado privado. Esto generó un retroceso y desmantelamiento de las riquezas del país* ».

En este marco y a pesar del movimiento nacionalista y de potenciamiento de las empresas estatales, la lógica de desarrollo continuaba postergando a las comunidades y pueblos indígenas en Bolivia. Estos no formaban parte de las prioridades estatales para la elaboración de las políticas públicas. No se consideraba ninguna participación comunal, local, departamental y regional en la toma de decisiones. En la serie de publicaciones *Discursos y Ponencias Del Estado Aparente al Estado Integral*, el Vicepresidente del Estado Plurinacional de Bolivia, García Linera señala en ese sentido que « *una vez formada la República, el Estado, lo que Bolivia tuvo por 180 años - desde 1825 hasta 2005, fue un Estado aparente porque en primer lugar, excluyó a la mayoría indígena de nuestra Patria* » (2010, p. 7).

Esta visión propia de un Estado neoliberal desató una crisis económica y política, provocando inestabilidad social y desconfianza institucional así como la desterritorialización del país, es decir, la fragmentación del Estado. Este también se caracterizaba por la ausencia de políticas públicas que consideraran y articularan lo local y lo nacional.

La conformación del Estado fue que el Estado liberal -demócrata o dictatorial - no incorporó a las regiones, centralizó los recursos y, peor aún, no tuvo presencia soberana en el ámbito de la amplia territorialidad del país; esto es, nunca buscó convertir la territorialidad Patria en territorialidad estatal, que es la conversión de la geografía en cuerpo orgánico de la comunidad política estatal (Linera, 2010, p. 8).

Esto trajo también consigo un conjunto de problemas relacionados con los usos y accesos a recursos naturales y a los territorios, generalmente habitados por poblaciones indígenas.

Lo característico del país fue su lenta política de integración social y de construcción de ciudadanía en un continuo favorecimiento a las clases dominantes centradas en la explotación de los recursos naturales (Grebe, 1998, p. 19).

Es así que las políticas de integración generaron sobreexplotación, la marginalización, el deterioro económico y social de las poblaciones bolivianas. También, trajo consigo la reducción de la participación y de la gestión local del desarrollo de las regiones.

En este sentido coincidimos con Salinas cuando afirma que:

La Bolivia ingresará a los ritmos de una modernidad capitalista, cargará junto a su crecimiento urbano y débil industrialización, una estructura agraria dominada por la pobreza, su atraso tecnológico, el aislamiento y la dispersión de su población y la fragmentación de su organización social y económica (Salinas, 2000, p. 5).

En efecto, la aplicación de las políticas estatales y de modelos de planificación tecnócrata, invisibilizaron aún más a los actores locales. Además, que los vínculos con el mercado global profundizaron las tensiones entre la exclusión y desestructuración económica y social.

Fue entonces que las clases dominantes sentaron las bases para implementar el modelo neoliberal⁵, que en cierta forma logra la estabilidad macroeconómica al país. Pero, también se inicia una apertura irrestricta hacia los mercados internacionales, favoreciéndose la liberación de los mercados, la flexibilización laboral y en consecuencia, la construcción de una nueva estructura social de acumulación, con mayores ventajas competitivas a las inversiones privadas.

⁵ En Bolivia, el modelo neoliberal se institucionaliza con la aplicación del Decreto Supremo 21.060, la medida más conocida de la gestión del gobierno de 1985, la cual da curso a la liberalización de los mercados de factores de la producción, buscando crear las condiciones para la estabilización macroeconómica. Se intentará desarmar la carga para la emergencia de una institucionalidad pública nueva, se darán los primeros pasos para construir reglas de juego claras y modernas entre el sector público y privado, y se acometerá la reversión de las tendencias estructurales del desarrollo en Bolivia: la estructura productiva, el cambio demográfico y el cambio del sistema político.

Es en este marco que la participación de la sociedad civil en Bolivia sumida en este modelo neoliberal « impuesto » era netamente instrumental y estaba marcada por una profunda desintegración social. Las posibilidades de participación ciudadana eran pocas, manifestándose esencialmente mediante la política partidaria.

A este respecto, Linera menciona que Bolivia hasta el año 2005 no tuvo un Estado orgánico, real, sino que:

Un Estado de camarilla, de fracción, que sólo representaba a un diminuto sector de la sociedad, donde unos pocos sectores dominantes construyeron el poder político y no les importó representar al resto, dejando al margen a indígenas, jóvenes, trabajadores y mujeres. Era un Estado ilusorio porque no hizo el esfuerzo de unificar a todos como sucedía en otras partes del mundo (Linera, 2010, p. 5).

Este escenario construyó un entramado de problemas de orden sociocultural, político, económico y cultural. Salinas señala en relación a esto que:

La inestabilidad política había llegado a niveles intolerables, el ciclo populista concluía con las formas más groseras y delictivas de la dictadura militar, en medio de un profundo vacío institucional (Salinas, 2000, p. 5).

En este marco cobran importancia los procesos de descentralización en Bolivia, que dan inicio a la construcción de un escenario gubernamental propicio para la preocupación de lo local en Bolivia. También dio origen a acciones sociales y políticas que contribuyeron a cambiar el escenario que generó la construcción colectiva de políticas nacionales, económicas, sociales y culturales.

El Estado centralista ha sido reemplazo por un nuevo sistema descentralizado y participativo de gestión pública, lo cual tendría que traer consigo mejoras en la gobernabilidad democrática y en la mayor proximidad de los ciudadanos con las reparticiones públicas que atienden los temas que le interesan en su vida cotidiana (Grebe, 1998, p. 39).

Por lo tanto, un nuevo marco político, administrativo e institucional se fue forjando con el fortalecimiento de los gobiernos locales, y la puesta en marcha de políticas para el desarrollo económico, social y medioambiental. Las mismas, promovieron escenarios de diálogo constructivo, de reflexión y participación en las regiones de país. Una de las principales políticas estatales que inició los procesos de descentralización y participación popular, fue la Ley de Participación Popular y la Ley de Descentralización Administrativa. Sobre ellas se menciona:

Dentro de las reformas destacan dos, que más que legales o administrativas, son políticas. Con la Ley de Participación Popular (ley 1.551 de abril de 1994) se inicia un proceso de municipalización territorial e incorporación de las organizaciones naturales de la sociedad a la vida pública. Con la Ley de Descentralización Administrativa de 1995, se empuja un proceso de desconcentración de las funciones gubernamentales del ejecutivo para el acompañamiento y colaboración al proceso municipal (Salinas, 2000, p. 7).

Con la aplicación de estas políticas se pretendía que una vez establecido este marco, los actores locales, por la vía práctica institucional, podrían concertarse, dialogar e identificar de manera colectiva problemas concretos como controlar y supervisar la realización de obras y la prestación de servicios públicos de acuerdo a las necesidades comunitarias en materias de educación, salud, deporte, saneamiento básico y desarrollo urbano y rural y también en aspectos específicos como micro riego, caminos vecinales que contribuyeran al desarrollo de su propio territorio y región⁶.

En consecuencia, los procesos descentralizadores llevados a cabo en la década de 1990 intentaban reconocer las demandas colectivas de las localidades, rescatar el carácter participativo de las comunidades y entablar el diálogo de los interlocutores públicos y privados.

⁶ Las Organizaciones Territoriales de Base (OTB) tienen estas facultades establecidas por la Ley de Descentralización Administrativa y la Ley de Participación Popular.

Sobre los procesos de participación popular desarrollados en Bolivia, Galindo (1998) menciona que ésta se constituyó en un cambio de escenario político, económico y social que desembocó en:

El reconocimiento de un país multiétnico y pluricultural obligó a los bolivianos a buscar una referencia espacial de base, para generar los procesos de transformación y cambios que se requerían con el fin de rescatar los valores de la diversidad y tomarla en ventaja antes que en un perjuicio para el desarrollo (Galindo, 1998, p. 225).

En este marco, la ley de Participación Popular adoptada en 1994 sentará las bases para la concepción y construcción del desarrollo económico a nivel local. Entre sus principios fundamentales se encuentra la acción e interacción de los actores políticos del gobierno local y la sinergia entre los actores económicos, sociales, culturales, ambientales, etc., de los contextos locales.

Salinas (2000), hace referencia a los marcos jurídicos e institucionales que reformaron el Estado:

Dentro del conjunto de reformas emprendidas desde 1985, será la Ley de Participación Popular la que instalará nuevos escenarios y dinámicas en la vida nacional, marcando el inicio de la construcción de un proceso descentralizador, caracterizado por su alto contenido político, movilizador de la población organizada y gestor de un nuevo orden gubernamental, que irán acompañados de acciones por ampliar la modernización del aparato público y el desarrollo de una nueva institucionalidad pública y privada para apoyar la inserción del país en el contexto internacional (Salinas, 2000, p. 8).

En ese sentido Galindo (1998, p. 235) indica que la participación popular, incorporó un elemento político fundamental « *la participación ciudadana, que al mismo tiempo lleva implícito el de la ciudadanía, sobre la base del reconocimiento de los usos y costumbres* ». Se pretendía así corregir los problemas estructurales postulando entre sus principios básicos reconocer, promover y consolidar el proceso de participación social, y la articulación de las comunidades campesinas, pueblo indígenas y juntas

vecinales, construyendo un marco que los incorpore en la vida jurídica, política y económica del país⁷.

La Ley 1551 de Participación Popular estipula en ese sentido lo siguiente:

Inaugura el ciclo de un esfuerzo estatal destinado a promover la participación ciudadana en la gestión pública, como parte de las reformas de segunda generación, que buscaban revertir los problemas centrales del ajuste estructural. Desempleo, producto del repliegue estatal de las actividades productivas, migración, como consecuencia de este y la incapacidad de contar con una política social de largo plazo, configuraban un escenario caracterizado por la inequidad en la distribución del ingreso y en el acceso a los servicios públicos provistos por el Estado. A esto se sumaba la incapacidad histórica para copar el territorio y la pervivencia de lógicas de suma cero para gestionar el desarrollo, evitando el establecimiento de reglas claras del juego para participar en la formulación y ejecución de políticas (Gobierno de Bolivia, 1994).

El Estado logra en este marco acceder a canales de comunicación e integración de mayor alcance, otorgando personalidad jurídica a organizaciones sociales, reconociéndolas como Organizaciones Territoriales de Base (OTBs) que representan un espacio geográfico determinado y que promueven la participación de todos los miembros de la comunidad.

La Ley de Participación Popular reconoce jurídicamente a las Organizaciones Territoriales de Base con las siguientes facultades:

- Participar y promover acciones relacionadas a la gestión y preservación del medio ambiente, el equilibrio ecológico y el desarrollo sostenible.
- Representar y obtener la modificación de acciones, decisiones, obras o servicios brindados por los órganos públicos cuando sean contrarios al interés comunitario.

⁷ Gaceta Oficial de Bolivia, Ley No. 1551 de Participación Popular, Art.1.

- Proponer la ratificación o el cambio de las autoridades educativas y de salud de la respectiva jurisdicción municipal, participar y supervisar en el manejo de los servicios en el marco de la Ley.
- Acceder a la información sobre los recursos destinados a la Participación Popular.

En consecuencia, las OTBs son los sujetos del proceso de Participación Popular en tanto que células de representación social del ámbito comunal. Le ley les otorga derechos y deberes en la gestión del desarrollo⁸. Constituyen por lo tanto, un reto para la institucionalidad pública y privada, el reconocimiento de la importancia y el rol que tiene el actor social en los procesos participativos como agente promotor del desarrollo. Diversas lógicas de cambio, de tiempo, de desarrollo, etc., deberán articularse adecuadamente para el potenciamiento del desarrollo local.

En este sentido Urioste (1997) menciona que:

La ley no es solamente una propuesta de carácter superestructural para enfrentar el problema conceptual de la democracia, es también un instrumento para enfrentar con radicalidad la extrema pobreza (Urioste, 1997, p. 16).

Esta ley genera las bases irreversibles de la equidad en la asignación de recursos y cambia, por tanto, la historia republicana.

Si bien la Ley de Participación Popular en Bolivia sentó las bases para la emergencia y participación de los actores locales, se pusieron al mismo tiempo en evidencia las restricciones, dificultades y debilidades institucionales para concebir una visión estratégica participativa, concertada, que construya propuestas endógenas para el desarrollo. La participación efectiva de indígenas y campesinos en el escenario político administrativo continúa siendo un desafío.

⁸ Ley de Participación Popular; Art. 9.

Entre las críticas dirigidas al proceso de implementación de la Ley de Participación Popular, Galindo (1998, p. 243) identifica:

- La intromisión del Poder Ejecutivo;
- La falta de integración entre los niveles nacional-departamental-municipal
- La falta de aplicación de los principios de la participación popular al interior de otras reparticiones del Estado
- La ausencia o poco desarrollo de instrumentos de planificación participativa a nivel local y departamental
- El incremento del gasto en personal en las alcaldías más grandes, por el incremento de competencias
- Las señales contradictorias de ONGs y otras agencias de cooperación al inicio del proceso, en cuanto a su cooperación y apoyo al mismo
- La resistencia de otros actores del desarrollo municipal
- La poca permeabilidad del proceso de adecuación técnica y políticas, dada la ideologización del mismo, así como la poca asimilación, por quien políticamente debieron hacerlos con mayor decisión.

Sin embargo, como consecuencia de los procesos sociopolíticos y culturales mencionados, desde el año 2001 se gesta en Bolivia una apertura social y política con incidencia en el poder estatal reconfigurándose institucionalmente las condiciones de acceso al poder y a instancias de decisión estatal. En tal sentido se desarrollaron momentos de consolidación de la participación colectiva y del ejercicio de control social liderado por las comunidades y movimientos sociales.

Entre los movimientos sociales que han incidido en la reconfiguración del Estado Boliviano, se puede mencionar por su importancia en la coyuntura social a:

- La Coordinadora de Agua y del Gas
- La Central Obrera Regional

- La Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia
- Los Pueblos Indígenas del Oriente Boliviano (CIDOB)
- La Confederación Sindical de Colonizadores de Bolivia (CSB)
- El Consejo Nacional Ayllus y Markas del Qullasuyu (CONAMAQ)
- La Coordinadora de los Pueblos Étnicos de Santa Cruz (CPESC)
- Las Federaciones del Trópico de Cochabamba
- La Federación Nacional de Mujeres Campesinas de Bolivia “Bartolina Sisa”
- El Movimiento Sin Tierra (MST)
- La Federación de Juntas Vecinales

A partir de estos movimientos sociales las comunidades demandan la participación activa de la población, de esta manera ocurren importantes transformaciones sociales, que tienen lugar desde escenarios multiétnicos, pluriculturales, en la colectivización de las experiencias comunitarias y en una efectiva descentralización y autonomía de decisión.

Es en este marco que se construye el Estado Plurinacional sobre la base de una nueva Constitución Política del Estado, promulgada en el 2009. Esta reconfiguración legislativa, logra que las formaciones sociales, indígenas, originarias y campesinos se integren a la vida del Estado y toman el poder. Es así que se hace posible la implementación de reformas sustantivas y estructurales al Estado desde una perspectiva multicultural e intercultural.

Pero el reconocimiento de este escenario genera a su vez grandes conflictos socioculturales. Este ascenso social al poder no ha sido una tarea fácil. La fuerza social que impulsa un cambio en las estructuras de poder y en la construcción de una sociedad plural, ha encontrado en las élites dominantes un bloqueo constante. Persiste la poca voluntad de parte de los grupos de poder locales de reconocer los derechos de los pueblos indígenas promovidos por el nuevo marco político y establecido en tratados y convenios internacionales.

Albo (2007) observa que la formación social boliviana es el resultado de la combinación de su historia colonial y neocolonial con la actual estructura socio-económica, manteniéndose una fuerte correlación entre el marginamiento de los más « indígenas », en las áreas más pobres, y la concentración de quienes menos lo son, en las áreas más ricas.

Desde 2001 emergen nuevos actores sociales que aparecían antes invisibles y estaban excluidos de la vida nacional (Albo, 2007). Son los pueblos indígenas. Son precisamente ellos los que demostraron mayor fuerza y potencia para incluir la posibilidad de un cambio radical en la Constitución Política del Estado. Se vive el reto de un proceso de cambio social asumiéndose compromisos de una participación colectiva real y de inclusión en la vida política de estos nuevos actores sociales.

El Vicepresidente del Estado Plurinacional de Bolivia describe los procesos de organización comunitaria y movilización social en Bolivia en la última década, de esta manera:

Bolivia ha vivido los últimos siete años un ciclo de intensas movilizaciones sociales que pueden ser leídas como ciclos de intensas reinversiones de la democracia: amas de casa, jóvenes, campesinos, obreros, intelectuales, deliberando, tomando decisiones en sus manos, planteando sus objetivos, cambiando gobernantes y definiendo lo que tiene que hacerse con el país: nacionalizar los hidrocarburos, la Asamblea Constituyente, recuperar los recursos naturales. Como un programa de acción de gobierno, de gestión de lo colectivo que no nació ni de las universidades ni del antiguo movimiento obrero, sino de los procesos de deliberación democrática de la sociedad plebeya, desde sus centros territoriales locales, que se fueron agrandando y convirtiendo en grandes centros de deliberación general (García Linera, 2010, p. 25).

La Bolivia plurinacional que se construye, mantiene una relación con la economía globalizada, pero contrapone la economía comunitaria para confrontar las reglas del libre mercado. El Estado Plurinacional propone el Vivir Bien, un proyecto político,

cultural y civilizatorio de las naciones y pueblos indígenas originarios⁹, como un paradigma que rescata la cosmovisión indígena y la relación de equilibrio entre el Hombre y naturaleza.

1.4 El proceso de cambio y los pueblos indígenas, originarios campesinos

La emergencia de los actores locales antes invisibilizados en la sociedad boliviana, atravesó momentos de ebullición que se vieron fortalecidos por movimientos sociales, liderizados por pueblos indígenas y campesinos. Este proceso de emergencia tiene su historia e historicidad desde la colonia, la construcción de la República y los sistemas de gobierno implantados a una población tan diversa como la boliviana.

El proceso de movilización social en Bolivia alcanzó su momento histórico con cambio de actores políticos logrando tomar el poder estatal. Albo (2006, p. 16) identifica las elecciones de diciembre de 2006 como uno de los momentos constitutivos de la historia de Bolivia. Por primera vez desde el retorno de la democracia, el claro vencedor por mayoría absoluta era *Evo Morales y el Movimiento al Socialismo (MAS)*, los que lograron el 54% de los votos válidos. Este proceso es asumido por los pueblos indígenas, originarios y campesinos que emergen como nuevos actores políticos liderizando el proceso de cambio y estableciendo como escenario central la posibilidad de pensar y soñar la construcción de un Estado Plurinacional.

Este escenario político, económico, social y cultural implicó el reconocimiento de las dimensiones multi e intercultural, lo que para las élites dominantes significó una inestabilidad política. La nueva distribución geográfica del poder provocó el temor de que se produjera un vacío institucional y una crisis del sistema político.

⁹ Este proyecto se fue construyendo en la historia reciente de las luchas anti-coloniales y descolonizadoras de los pueblos indígenas bolivianos. El «Vivir Bien» es un proyecto político, cultural y civilizatorio de las naciones y pueblos indígenas originarios.

Estado nación pretendió la homogeneización, la imposición violenta, de una misma lengua y cultura en un territorio, los sectores que no se sienten identificados con la nación, por múltiples exclusiones, responden con la demanda de construir un nuevo Estado nación, igualmente homogéneo como el que los excluyó, aunque sentido como « propio » (Sologuren, 2011, p. 131).

Este mismo autor señala que durante el proceso de movilización social boliviano se pensaba, discutía y reflexionaba sobre la existencia de dos Bolivias:

Desde la crisis política del 2000, pero sobre todo desde la victoria electoral de Evo Morales el 2005, la oposición política empezó a señalar que había dos Bolivias, una indígena, arcaica, subdesarrollada y pobre asentada en el occidente y otra moderna, con un mestizaje regional, exportador y próspero, en el oriente.

El horizonte indígena que contiene una temporalidad de cinco siglos, en la radicalidad de su opresión y la búsqueda de su liberación, no haya llegado a esta « solución final », las dos Bolivias, sino que haya postulado un proyecto plurinacional, donde todos puedan caber, incluida esta oposición, superando la lógica moderna y colonial del nacionalismo, homogéneo y etnocéntrico (Sologuren, 2011, p. 11).

En el marco de esta nueva configuración del poder, la propuesta de los pueblos indígenas de construir un Estado Plurinacional no significa la anulación del otro, en este caso mestizo, o su asimilación, sino que más bien, una convivencia y una coexistencia en una apuesta por la inclusión no dominante.

Al respecto, Bautista (2011) indica que la posibilidad de construcción y de implementación del Estado Plurinacional no es simplemente el reconocimiento de clases o entidades nacionales, sino que constituye una recomposición nacional de los contenidos del Estado nación, moderno y colonial.

Sobre las rupturas y emergencias de fuerzas, señala que:

Cuando en la sociedad comienzan a emerger con fuerza otras ideas distintas a las de la privatización, de la globalización y de los espurios pactos partidarios.

Estas nuevas ideas surgen como un sentido común de época. Y si en el fondo la política es la lucha por el sentido común de la sociedad, quien logra controlar ese sentido común, controla el Estado, porque éste es fundamentalmente ideas más que máquina, es creencias más que institución, es legitimidad regularizada e institucionalizada más que legalidad (Linares, 2008, p. 12).

Enfrentándose a un Estado colonial arcaico se busca construir un nuevo Estado, un Estado Plurinacional como una nueva forma de reconocer, incorporar y valorar las culturas, visiones, valores, cosmovisiones de vida de las diversas culturas coexistentes en territorio boliviano. Al respecto se menciona que:

Durante las movilizaciones de 2000 y 2005, este horizonte fue rebasado por la misma acción de los sectores populares, que pusieron sobre la mesa del debate público cuestiones como las del racismo, la crisis de la representación partidaria, el manejo de los recursos naturales y la administración de la propiedad de la tierra, así como prácticas y nociones de democracia predominantes hasta ese entonces (Chávez, 2011, p. 14).

El proceso de movilización sociocultural (2000) liderizado por el hoy presidente del Estado Plurinacional de Bolivia Evo Morales Ayma que fuera en aquella época dirigente de las seis Federaciones de Cocaleros¹⁰ del Trópico Cochabambino de Bolivia.

Después de muchas luchas y movilizaciones el nuevo Estado Plurinacional logra dotarse de una nueva Constitución. Uno de sus artículos de mayor importancia que califica la nueva institucionalidad es:

La nación boliviana está conformada por la totalidad de los bolivianos y bolivianas, las naciones y pueblos indígena originario campesinos, y las comunidades interculturales y afrobolivianas que en su conjunto constituyen el PUEBLO boliviano (Constitución Nacional, art. 3).

¹⁰ El término “cocalero” es utilizado para mencionar a los campesinos que cultivan la hoja de coca milenaria y mística para los pueblos indígenas del altiplano Boliviano. Muchas veces es además empleado de manera peyorativa.

La institucionalización del Estado Plurinacional es opuesta a las élites económicas que manejan y controlan el poder. Una breve génesis de la construcción del Estado Plurinacional y la nación boliviana encontramos en García Linera quien señala:

Pero no siempre fue así. Cuando nació Bolivia, hace 188 años, no era una nación de todos, ni una voluntad de nación para todos, que suponía para serlo la construcción de una común-unidad histórica y cultural con riquezas compartidas entre todos los habitantes de la patria.

La nacionalidad boliviana emergió de la colonia sin indios; más aún, cabalgando en contra de los indios, considerados solo como herramientas parlantes de trabajo y siendo objetos de desprecio.

Bolivia nació como una identidad de pocos; de estirpes poseedora de títulos, de riqueza, de tierras, de cargos públicos, de minas, de recursos naturales, escuela y el poder heredado por apellido; y frente a ella, debajo de ella, muchas naciones indígenas carentes de todo, condenadas al destino fatal de la explotación; incluso el derecho a su identidad les había sido arrebatado. A este tipo de nacionalidad, le correspondía el Estado Aparente, es decir, el Estado y gobierno de una facción, de unos pocos; organizado para excluir de derechos, explotar su trabajo y mantener a raya a la mayoría, a los otros, a los indígenas (García Linera, 2013, p. 2).

Es así que fluye un Estado Plurinacional con la incorporación de todos los bolivianos y bolivianas, con el fortalecimiento de una democracia que no está basada en los derechos individuales, sino en los derechos colectivos.

Es una perspectiva que busca la auto-representación de los propios movimientos sociales; los sindicatos campesinos optan por la auto-representación, rompiendo todos sus vínculos con los viejos partidos. Evo Morales tiene un elemento antiimperialista en su discurso que sucede de la praxis de la resistencia que poseyeron los sindicatos cocaleros desde fines de la década del ochenta y durante la década del noventa (García Linera, 2006, p. 26).

Este escenario político, sociocultural y étnico por cierto, se configura a partir de los movimientos sociales en Bolivia. El nuevo Estado Plurinacional rescata y respeta las diversidades históricas, lingüística, cultural, étnica, institucional, como lo destaca García Linera (2009, p. 12):

Nos sentamos juntos e iguales mestizos, aymaras, quechuas, guaraníes, mojeños, trinitarios, sin que ninguna cultura se sienta superior a la otra: ésa es la plurinacionalidad. Éste es el primer núcleo del eje del nuevo Estado: un bloque de poder histórico construido a partir del ensamble de varias matrices culturales, lingüísticas, históricas, que dan lugar a un bloque de poder plurilingüístico, pluricultural. Y si ése es el núcleo del Estado, entonces éste tiene que ser plurinacional. Es un tema de la raíz misma del Estado.

En este marco sociopolítico emergen nuevos líderes y se construyen nuevas formas de liderazgos, también se valoriza lo comunal y colectivo con el gran desafío de potenciar el nuevo Estado Plurinacional. Es en este escenario que se encuentran los actores locales comunitarios, líderes mujeres, hombres, jóvenes que emergen desde diversos movimientos sociales, organizaciones indígenas, campesinos.

1.5 La participación comunal en Ascensión de Guarayos

Los procesos participativos en Bolivia se fortalecieron con la implementación de la Ley de Participación Popular¹¹ (1994), que inicio la irrupción social, participación de las comunidades y movimientos sociales, en el Estado.

Pero como todo proceso social, éste no es lineal y unívoco, también se manifiestan desajustes y desestructuración de las instituciones públicas y una descomposición de las organizaciones tradicionales, sociales y comunitarias.

Como señala Arditi (2000, p, 10):

La política de la identidad tiende a cerrarse en un esquema particularista donde eventualmente todo, o casi todo lo que no es enunciado desde un grupo particular, puede ser visto como un agravio para sus integrantes. La reivindicación de la igualdad deje de ser concebida en términos de una lucha por una sociedad más justa y solidaria. En vez de eso, los excesos endogámicos de la política de la identidad llevan a un escenario de acción y

¹¹ Desde el año 2013, la Ley de Participación Popular es reemplazada por la Ley de Participación y Control Social

una forma de concebir la intervención política que dificulta las articulaciones horizontales entre los distintos particularismos.

Esta recomposición político administrativa trae consigo múltiples consecuencias al interior de las organizaciones sociales. La política partidaria no desaparece, sino que aumenta su estrategia desestabilizadora. Las más sentidas son la corrupción, el clientelismo y la cooptación de las dirigencias locales que se traducen en la búsqueda de beneficio personal, económico y político partidario, por encima de las demandas comunales. A decir de De Benoist (2010) « *el control del poder es patrimonio exclusivo de los partidos políticos, cuya actividad frecuentemente se resuelve en el clientelismo* » provocando un quiebre en la dirigencia representativa y las demandas colectivas. La presencia de este contexto político partidista y el asistencialismo de algunas organizaciones públicas y privadas han provocado y generado estructuras jerárquicas al interior de la comunidad.

Esta dinámica político clientelar corre el riesgo de perturbar y de corromper a los líderes que emergen de la comunidad. Esto ha ocasionado que líderes comunales, cada vez gozan de menos legitimidad en la comunidad y en ocasiones sean confrontados por su accionar.

Según Blanes (1999, p. 21), una arista no prevista con la implementación de la Ley es que:

La socialización de nuevos derechos colectivos y apertura de un espacio público es otro de los impactos de la LPP. Hasta el momento la comunidad sólo giraba en torno a los derechos conquistados por sus líderes natos, elegidos anualmente según usos y costumbre. La municipalización produce una expansión del derecho ciudadano del derecho en la comunidad al derecho en el municipio. Esta expansión debilita indirectamente la forma tradicional de pertenencia comunitaria, ya no es indispensable pertenecer a tal o cual comunidad para tener derechos, ya que la legalidad de cada una de ellas proviene del Municipio, este es un ámbito importante de pertenencia.

Esta situación está presente igualmente en el contexto de Ascensión de Guarayos. Se trata de reflexiones y cuestionamientos que no han sido estudiados en este caso. No se han encontrado referencias sobre estos procesos y su vínculo con el desarrollo comunitario; sobre la práctica cultural de liderazgo comunitario y su relación con los procesos de decisión colectiva, con la educación popular la movilización social, los procesos de reflexión y crítica, y sus perspectivas de promover la participación activa de la comunidad.

Son estos los elementos que han generado la problemática de investigación. la cual fue madurada en el proceso de participación en la implementación del proyecto Ecodesarrollo comunitario y salud ambiental en la Amazonia boliviana.

Como mencionado, el proyecto Ecominga¹² desarrolló un programa de formación de líderes comunitarios en tres universidades del sistema estatal boliviano situadas en la región amazónica. Se perseguía a través de este proyecto fortalecer las capacidades de las universidades de la Amazonia boliviana en cuanto a formación, investigación y extensión a las colectividades para favorecer el ecodesarrollo comunitario y la salud ambiental, en vínculo con el agua y la alimentación y fortalecer las capacidades de las OTB de la Amazonia boliviana en cuanto al ecodesarrollo comunitario y a la salud ambiental, específicamente, apoyando las iniciativas comunitarias relativas al agua y a la alimentación.

Para alcanzar estos objetivos se establecieron vínculos estrechos con las realidades y los actores de las regiones en las cuales están ubicadas esas tres universidades, particularmente del contexto comunal. El programa de formación en ecodesarrollo comunitario y salud ambiental adopta contenidos y opciones pedagógicas que permitieron responder al desarrollo de competencias apropiadas en relación con las necesidades de los contextos regionales y a los desafíos del proceso de participación

¹² Ecominga denota trabajo cooperativo, colaborativo, es una conjunción con el termino de origen quechua Minga que se puede traducir como trabajo colectivo, de todos por un fin común.

ciudadana promovido en Bolivia. La formación propuesta se articula a través de 10 módulos temáticos: ecodesarrollo comunitario, salud ambiental, gestión ambiental, equidad socioecológica, ecoliderazgo, educación popular, educación para la democracia y gobernanza local, interculturalidad y pueblos indígenas, educación ambiental y gestión de proyectos comunitarios.

En este marco, se diseñó la etapa de implementación del programa en dos momentos interrelacionados e interconectados por los módulos temáticos. El primero, que constituyó 40 % del tiempo, fue de formación teórica en la universidad, basada principalmente en presentaciones interactivas, estudios de caso, historias de vida, trabajo grupal. El segundo momento, correspondiente al 60 % del tiempo de formación, fue la práctica reflexiva de proyectos de ecodesarrollo comunitario en y con las comunidades, con espacios de encuentro y diálogo de saberes. Este se realizó a través de un proceso de educación popular dinámico y movilizador de la colectividad que invitaba a la participación comunal enfocada en la construcción de un proyecto comunitario.

Los participantes de este programa de formación son líderes jóvenes, mujeres e indígenas, mandatados, elegidos, tradicionales o naturales, provenientes de comunidades, organizaciones sociales, civiles, gubernamentales, municipales y otras instancias. Las prácticas comunitarias que desarrollan los líderes están orientadas a estimular, promover y potenciar la participación popular y la apropiación de las comunidades de sus realidades relacionadas con la gestión del desarrollo local, con la salud ambiental, principalmente en vínculo con la alimentación y el agua en sus regiones.

En este marco en el departamento de Santa Cruz se realizaron tres experiencias pilotos de formación de líderes comunitarios : la primera, en Ascensión de Guarayos

y Urubichá, (2009); la segunda, en Buena Vista¹³, San Julián¹⁴ y Los Bordos¹⁵ (2012); y la tercera, con la Asociación de mujeres rurales CEMUR¹⁶, (2013) en el municipio de Minero.

La primera experiencia de implementación del proyecto dio inicio a los intercambios de experiencias¹⁷ con los participantes del programa de formación del municipio de Ascensión de Guarayos¹⁸. Así mismo, con las organizaciones sociales del municipio, las institucionales locales, municipales y las organizaciones no gubernamentales, entre otras.

En este sentido nuestra propia experiencia de trabajo de formación con el proyecto Ecominga, nos permitió constatar que:

- En el contexto de algunos programas y proyectos se considera al dirigente o líder de la comunidad como una persona externa de la vida comunitaria que sólo actúa para lograr objetivos y resultados institucionales.
- La mayoría de los programas de desarrollo local que integran un enfoque educativo, conciben la educación popular como aquella que se desarrolla en el área rural; fuera del aula de la escuela. Es además llamada educación no formal o educación para adultos.

¹³ La población de Buena Vista está ubicada sobre una colina con vista al «Parque Nacional Amboró», a 100 km. de Santa Cruz de la Sierra en el extremo noroeste, Bolivia.

¹⁴ El municipio de San Julián es la cuarta sección municipal de la Provincia Ñuflo de Chávez. Está ubicado a 150 kilómetros al noreste de la ciudad de Santa Cruz de la Sierra, sobre la carretera que une los departamentos de Santa Cruz y Beni; su capital es el pueblo de San Julián, base del núcleo de colonización asentado en la región desde el año 1973.

¹⁵ La comunidad de Los Bordos está ubicada en la ecoregión denominada Chaco a unos 120 km de la ciudad de Santa Cruz, perteneciendo al Municipio de Charagua, Bolivia.

¹⁶ La Asociación de Mujeres Rurales CEMUR es un colectivo de mujeres asociado al Club de Madres en sus inicios, en los años 1970. Se dedica a la producción de aves de corral y de cría de cerdos. La producción está destinada al consumo familiar y a la comercialización en el pueblo de Minero.

¹⁷ El proyecto Ecominga otorgó becas para el Programa de maestría en educación de la Université du Québec à Montréal- UQAM.

¹⁸ El municipio de Ascensión de Guarayos fue el escenario de la primera experimentación del programa de formación de líderes en Ecodesarrollo comunitario y Salud Ambiental, en 2009.

- En diversas situaciones, los programas y proyectos de desarrollo local consideran la « participación comunitaria » como el aporte gratuito de « mano de obra ».

1.6 Identificación del objeto de estudio

A partir de lo señalado y considerando la importancia y el potencial de influencia y de transformación generado por el liderazgo comunitario, esta investigación se propone explorar las dimensiones educativa y comunitaria del liderazgo comunitario y los procesos de educación popular que asociados a este liderazgo se pueden poner en marcha, particularmente con la perspectiva de promover la participación comunitaria. Esto será analizado en el contexto específico de Ascensión de Guarayos y del proyecto de ecodesarrollo comunitario que se implementó en esa zona en el marco de Ecominga.

Se trata de identificar los factores y caracterizar los contextos que favorecen un liderazgo comunitario que contribuya a la implementación de procesos de educación popular pertinente con las prácticas culturales y que estimulen una participación comunitaria activa.

Las siguientes preguntas de investigación fueron identificadas:

- ¿En qué consisten los procesos de educación popular que puede desarrollar un líder comunitario?
- ¿Qué particularidades tiene un liderazgo que contribuye a la participación comunitaria?
- ¿Qué características debe tener un liderazgo comunitario para que promueva la participación activa de la comunidad en el desarrollo local?

Para intentar responder a estas preguntas esta investigación se propuso los siguientes objetivos:

Meta

Contribuir al campo de la gestión comunitaria específicamente en lo que se refiere a los procesos de desarrollo de liderazgo comunitario y de participación comunitaria con la perspectiva de contribución al ecodesarrollo comunitario en la Amazonía boliviana.

Objetivo general

Caracterizar los procesos de liderazgo comunitario, participación comunitaria y su aporte como proceso de educación popular desarrollados en el marco del proyecto de ecodesarrollo comunitario “Sendero ecológico, Las Palmas”, Ascensión de Guarayos, Bolivia

Objetivos específicos

- Identificar las particularidades (función, enfoques, actividades, dinámicas, desafíos, dificultades, logros, fuerzas etc.) del proceso de liderazgo comunitario implementado en el marco de ese proyecto de ecodesarrollo
- Establecer los aspectos específicos de ese liderazgo que favorece la participación comunitaria.
- Determinar el aporte del liderazgo comunitario a una educación popular que favorece la apropiación o reapropiación de las realidades locales por sus comunidades y el compromiso de éstas en un proceso de gestión local con la perspectiva de ecodesarrollo comunitario.

La participación del autor de esta investigación en el proyecto Ecominga creó la posibilidad de una inmersión en el interior de la práctica comunal de ecodesarrollo comunitario, lo que permitió conocerla tal cual como se desarrolló en lo cotidiano. Fue por lo tanto posible seguir el proceso de retroalimentación, de análisis y de reflexión del líder comunitario durante la práctica misma.

CAPITULO II

MARCO CONCEPTUAL

Los conceptos asociados a esta investigación son el liderazgo comunitario, la participación comunitaria, la educación popular, la comunidad de aprendizaje, el ecodesarrollo comunitario. Éstos tienen diferentes connotaciones en la literatura según los diferentes enfoques y propuestas ideológicas. La construcción de este marco conceptual se sostiene en una perspectiva de análisis crítico de estos conceptos. Se establece además una relación de estos conceptos con la propuesta educativa que propone el proyecto Ecominga con la perspectiva de aportar al análisis y ;a reflexión de la práctica de ecodesarrollo comunitario.

Los conceptos presentados, desarrollados por diversos autores, se confrontan con los procesos educativos, políticos, socioculturales del período en el que se desarrolló el proyecto de ecodesarrollo comunitario.

Además de los principales conceptos asociados a la investigación se presenta la relación de la propuesta educativa de Ecominga con la Ley Educativa «Avelino Siñani» y «Elizardo Pérez», implementada en el Estado Plurinacional de Bolivia.

2.1 La educación popular

La educación popular en el marco de Ecominga es abordada como un proceso socio histórico pertinente y apropiado al contexto en el cual se despliega, su perspectiva reflexiva, crítica y activa abre la posibilidad de relación con las prácticas sociales y culturales del medio. Se destaca el aporte de la educación popular en la construcción

de escenarios que favorecen los aprendizajes colectivos y que promueven una participación activa de la comunidad, a la vez que potencia las capacidades emancipatorias y políticas de los actores sociales.

En este sentido, tiene particular validez la propuesta de educación popular de Freire (2002), la cual está vinculada a la capacidad de resistencia de los débiles para transformar su realidad e implantar la justicia. Esta perspectiva favorece una postura de rechazo al fatalismo y un compromiso de acción educativa de carácter político que genera la liberación de los sujetos oprimidos.

En sintonía con Freire (*Ibid.*), en el marco de esta investigación consideramos a la educación popular como una acción cultural para la libertad, un proceso sociopolítico, un compromiso con los actores sociales. Se trata de un proceso educativo de análisis crítico y reflexión sobre las realidades. Como señala Freire (1997, p. 101), « *es un proceso de reflexión y acción en el que se propicia un encuentro de los sujetos, con la perspectiva de transformar y humanizar las realidades socioculturales inmersas en su contexto* ».

Desde la perspectiva pedagógica crítica somos coincidentes con la propuesta de McLaren (2002), cuando relaciona la importancia de compartir experiencias e intereses comunes con la valoración de la experiencia individual y el reconocimiento de una situación social compartida. Esta dimensión crítica y emancipatoria en el marco de Ecominga, significó nutrirse de diversos campos del saber para construir un conocimiento significativo y de contenido social.

De la misma manera, en la concepción política e histórica que propone la pedagogía revolucionaria McLaren (2003) encontramos coincidencias con los principios del programa de formación de líderes de Ecominga Amazónica., por ejemplo, en lo que se refiere a la relación horizontal del educador-educando, sobre la acción de cambio de los educadores y las transformaciones sociales desde el análisis crítico al sistema

actual. Sobre esta concepción encontramos en McLaren (1995) una propuesta sociopolítica del proceso educativo, el cual no se puede pensar y construir sin realizar un vínculo con la lucha política y anticapitalista.

McLaren (1997, p. 270) señala:

Todo el proyecto de la pedagogía crítica está dirigido a invitar a los estudiantes y a los profesores a analizar la relación entre sus propias experiencias cotidianas, sus prácticas pedagógicas de aula, los conocimientos que producen, y las disposiciones sociales, culturales y económicas del orden social.

Esta dimensión crítica y pedagógica tiene validez para el programa de formación de líderes en Ecominga, así como la dimensión educativa e ideológica desarrollada por Núñez (2006, p. 201) « *la educación popular como proceso continuo y sistemático, genera momentos de reflexión sobre la práctica* ». Por lo mismo, puede ser sistematizada y comprendida, siendo abordada desde una perspectiva política y de clase y que contribuya a articular a los actores y a las organizaciones sociales.

Para el proyecto Ecominga, el desarrollo de una educación popular dentro del contexto comunitario, se enfocó como dinámica social y práctica colectiva, desde la posibilidad de emancipación y como herramienta fundamental para la transformación cultural. En ese sentido, nos inspiramos de Moreno (1997, p. 119) cuando menciona que « *la educación popular no es un conjunto de técnicas participativas y de entretenimiento, no es desarrollo de dinámicas, ni aplicación de recetas que fueron utilizadas en otros contextos* ».

Para nuestro estudio relevamos el enfoque de una educación popular que pone en la discusión lo cultural, lo social y las expresiones cotidianas, que implique la interacción social como intento de conocer la realidad a partir de su práctica cotidiana, para transformarla. Este enfoque es pertinente en este contexto

sociocultural, en la cual se desarrollo la práctica educativa, es decir, una educación popular que contribuya a forjar una alternativa de emancipación desde lo local, desde adentro, democratizadora y participativa, que se involucre con el contexto, que posibilite articular el proceso educativo popular con una sensibilidad y sintonía comunitaria, además, de permitir la construcción de un conocimiento colectivo.

En este sentido, Jara (1984) señala que toda actividad educativa es política. La educación popular es política y busca conocer y desentrañar la realidad social desde el interior del movimiento histórico para intervenir en su transformación, desde las organizaciones y con los sujetos sociales implicados.

En las propuestas educativas populares se valora el reconocimiento crítico de la realidad en relación con las expresiones culturales y lo cotidiano comunitario, la comprensión y construcción de nuevas formas de actuar y cambiar la práctica social, con el fin de mejorar la realidad y fortalecer la acción de los actores locales. Este marco es coincidente con la propuesta pedagógica desarrollada por el Proyecto Ecominga para el programa de formación de líderes comunitarios.

2.2 La participación comunitaria

La participación comunitaria en un contexto de globalización, enfrenta a la comunidad con un problema de supervivencia sociocultural. Se socaban en este contexto las formas tradicionales participativas, organizativas, culturales de las comunidades, se imbuyen de las lógicas de ese sistema corriéndose el riesgo de hacerles perder su carácter colectivo y conciliador.

Las formas participativas que se construyen en las organizaciones, como Rodríguez (2004) lo señala, tienen que ver con las posibilidades de las comunidades de implicarse en los procesos de toma de decisiones, de hacer respetar la posición de los actores sociales y de ejercer sus derechos. Tiene relación además con las posibilidades de acceder a la información.

Sobre la relación entre participación comunitaria y práctica educativa encontramos en Freire (1998) un asidero en el sentido de encarar una perspectiva progresista de la educación, fuera de los modelos establecidos, que facilite la crítica, que dé voz a los profesores y profesoras y que posibilite indagar y poner en cuestión las realidades sociales.

También, Freire (1998, p. 5) señala la importancia de la participación como instrumento de liberación « *a través de la participación comunitaria para construir y consolidar una democracia participativa basada en valores* ». De manera coincidente, Herrera (1995) menciona que la participación comunitaria posibilita el proceso de transformación de los individuos, del grupo y comunidad, en relación a sus propias necesidades y demandas, adquiriendo responsabilidades y construyendo el desarrollo.

Por lo tanto, la participación comunitaria aparece como aquella que construye y valora los saberes populares, tradicionales, las expresiones culturales, las experiencias individuales y colectivas, entre otras, que son socializadas y compartidas por los miembros de la comunidad a través de reflexiones colectivas y que establecen la naturaleza y la magnitud de las necesidades o problemas que afectan a la comunidad.

Méndez (2000) revela cierta afinidad con este principio cuando describe la participación comunitaria como aquella que genera conciencia colectiva en la comunidad y que por medio de la reflexión crítica identifica las formas y factores que frenan su crecimiento y el bien común.

Sobre estas consideraciones Schwartz y Deruyttere (1996) señalan que la participación, para considerarse comunitaria, debe generar un proceso de análisis, decisión y un querer y poder actuar, incluyendo acciones informativas y educativas que involucren a la comunidad. Para Alguacil (2005, p. 5) la participación comunitaria

se caracteriza por ser un « *proceso de conocimiento, comunicación reflexión, implicación, articulación, construcción y exigencia de las demandas legítimas y de los derechos colectivos y también, de transformación* ».

En el marco del proyecto Ecominga la participación es un proceso mediante el cual se puede lograr una implicación y compromiso con la comunidad, inmersa en la realidad política, social, económica y cultural de una población. Es decir, no es un estado fijo, mecánico, lineal, lógico, sino que dinámico y orgánico y coherente con la realidad. Esta perspectiva tiene una relación vital con el ejercicio de un liderazgo comunitario y con procesos de educación popular. La participación comunitaria se logra en la medida en que la comunidad reflexione, analice, identifique y actúe de manera crítica sobre su realidad respondiendo a sus propias decisiones.

La participación comunitaria emerge y se forja desde la interacción, cohesión, conocimiento y la fuerza social transformadora Rivera (2012) que permite cambiar la realidad y las personas, desde la subjetividad de éstas, desde sus comprensiones, sentimientos, aspiraciones y valores.

En el contexto boliviano analizado por este estudio, la participación comunitaria se concibe con un enfoque tecnicista, centrado en la búsqueda de mano de obra para la construcción de infraestructuras, para lograr financiamiento a proyectos y para justificar proyectos municipales, entre otros. En algunos casos se considera la participación comunitaria como un proceso informativo (ej. sobre el avance de las etapas de implementación de un proyecto), sin que las comunidades participen en la toma de decisiones y elecciones sobre su destino, sobre las posibilidades y responsabilidades institucionales. Se soslaya de esta forma el generar un proceso de empoderamiento y apropiación.

La participación social en Bolivia, desde la década del 2000, ha dependido en gran medida, de la emergencia de los movimientos sociales que exigieron al Estado el cumplimiento de las demandas ciudadanas, particularmente las que estaban

relacionadas con derechos sociales, políticos, económicos y socioculturales. Estos movimientos se erigieron en la punta de lanza de las reivindicaciones sociales e identitarias que confluyeron desde diversos sectores sociales de Bolivia, configurando un escenario sociopolítico que construyó y fortaleció las formas tradicionales y modernas de participación comunal.

Es a partir de la construcción del Estado Plurinacional de Bolivia (2009) que se han fortalecido formas de participación comunitaria y de acción colectiva que marcan nuevos escenarios desde la acción política, económica. Este sentido cabe mencionar particularmente la Ley Educativa, que incorpora a los movimientos sociales, indígenas, originarios campesinos como sujetos activos de la participación y acción:

La Participación Comunitaria es un proceso de transformación humana en convivencia con la comunidad, con pertinencia y pertenencia, donde se aprende y se practica el entramado cultural que vive la comunidad; La Educación no se centra sólo en la adquisición de conocimientos, ya que el vivir bien es también lo efectivo, espiritual y el decidir en comunidad, con el fin de lograr una formación integral de las personas a partir de los valores desarrollados en ese contexto (Ley Educativa, 2010, p. 10).

2.3 El liderazgo comunitario

El liderazgo comunitario es abordado desde una perspectiva integradora esto es: líder, comunidad, cultura, demandas sociales y acción colectiva. En la interacción y su potencial para generar la participación activa y permanente de la comunidad en la solución de sus problemas para mejorar su calidad de vida.

Señala Bartle (2007, p. 50) que « una comunidad necesita también un liderazgo que ayude a la facilitación y a los procesos de reflexión sobre los problemas que tienen y sus soluciones ». En ese sentido se pone en evidencia la relevancia del liderazgo comunitario para promover una gestión participativa que pueda lograr la reivindicación del ámbito local y comunitario. Se revela además el liderazgo

comunitario como factor que estimula la participación comunitaria para contribuir a la identificación de problemas y de alternativas de solución. En este sentido, también destacar la relación existente entre liderazgo y animación sociocultural, esta puede construir escenarios para los diálogos consensuados entre los actores sociales.

En ese mismo sentido es posible establecer un vínculo entre el liderazgo, construcción de demandas comunales y resolución colectiva de problemas. Freire (1998, p. 5) « *considera que esta relación aparece como una forma efectiva de flujo comunicativo, permitiendo la búsqueda colectiva de soluciones comunes a los problemas y la valoración de las experiencias comunales e intercambio de saberes para ese proceso* ».

El considerar estos planteamientos lleva a cuestionar la noción de liderazgo y conduce a visualizar y reconocer al “líder comunitario” y a su actuar desde múltiples escenarios sociales y en su vida cotidiana, como comunario, vecino, amigo, compañero, padre, madre de familia, que vive y convive en la comunidad, que tiene problemas, desafíos de sobrevivencia, compromisos personales y familiares y aspiraciones, a menudo similares a los demás.

En el contexto de Ecominga, las características del líder comunitario que se promovieron son, las de un líder que: promueve la organización comunitaria y busca una equidad socioecológica entre las propuestas de desarrollo y la protección del medio ambiente, construyendo alternativas para mejorar las condiciones de vida en la comunidad.

El líder comunitario ofrece parte de su vida y tiempo para trabajar por su comunidad y asume compromisos colectivos en defensa y búsqueda de la emancipación y desarrollo comunitario. Freire (2000, p.105) señala que « *un liderazgo comprometido es una opción de liberación, cambio y transformación, forjada a partir de la confianza*

y amor profundo por los seres humanos » estas acciones son factores que impulsa el compromiso y la acción dialógica.

También, rescatamos la noción de líder como educador y fuente de experiencias vividas puede ser un camino para la comprensión de la intencionalidad de su actuar y de la magnitud de su compromiso comunitario. Según la concepción de Basabe (2009), el líder comunitario orienta a la comunidad hacia la autorresponsabilidad de cada miembro para alcanzar sus objetivos satisfaciendo necesidades colectivas e individuales. En Núñez (2006) el líder debe ser creador, inventor y reinventor constante, un buscador de caminos que faciliten la problematización y aprehensión de los actores. Aguado (2004, p. 8) indica que las características del « *líder dependen de su experiencia, capacitación y formación y de cómo lo percibe y acepta la comunidad* ».

2.4 Comunidad de aprendizaje

Una de las características y acciones fundamentales desarrolladas en la práctica educativa implementada en el marco del proyecto Ecominga, fue la construcción social de conocimientos. Esto se produjo a través de la interrelación y reflexividad entre el líder comunitario, los miembros del equipo del proyecto Ecominga y los diversos actores locales e institucionales de la región de intervención.

En este sentido, la construcción de una comunidad de aprendizajes puede definirse de la forma siguiente:

La comunidad de aprendizaje puede ser entendida como una estrategia pedagógica marco, que desde una visión socioconstructivista y crítica, integra un conjunto de enfoques y estrategias pedagógicas específicas y complementarias que tienden a favorecer el co-aprendizaje, y cuya implementación se apoya en un grupo de personas que se asocian en torno a un objetivo común de aprendizaje, en una dinámica de diálogo, para aprender juntos, para resolver un problema que los preocupa o para construir un proyecto común (Orellana, 2001a, p. 8).

El contexto de Ecominga creó escenarios de encuentro al interior de la práctica desarrollada facilitando la convergencia de diversos actores en torno al desarrollo del programa de formación de líderes y la implementación de proyectos comunitarios. Es de este modo que se inicia la estructuración de una comunidad de aprendizaje. Como lo describe Orellana (2001), una comunidad de aprendizaje se construye cuando existe una intencionalidad manifiesta de los miembros de aprender aunando esfuerzos y emprendiendo un proyecto conjunto.

Para Flecha y Pluigvert (1998), en una comunidad de aprendizaje son importantes los valores de solidaridad y colaboración para que todos los que participan en ella aprovechen de forma óptima la posibilidad de aprendizaje. También Freire (1997) destaca la posibilidad en este contexto, de una educación que contribuye a la formación y creación de personas libres, democráticas, participativas y solidarias. De la misma manera Valls (2000), menciona que la comunidad de aprendizaje es un proyecto orientado a la transformación social y cultural que se basa en un aprendizaje dialógico y participativo.

El aporte del concepto de comunidad de práctica asociado al de comunidad de aprendizaje, es destacado por Wenger (2001), quien señala que desde el principio de la historia los seres humanos han desarrollado comunidades que construyen y acumulan un aprendizaje colectivo.

2.5 Ecodesarrollo comunitario

En el marco del proyecto Ecominga, la dimensión de ecodesarrollo comunitario en la práctica educativa es la dimensión central del programa de formación de líderes comunitarios. Ésta orienta las acciones pedagógicas y las acciones sociales colectivas implementadas en la comunidad, logrando articular los ámbitos económico, social, ambiental y político. Todo esto gestado y promovido por un liderazgo comunitario.

En el Plan Operativo del proyecto Ecominga (2007) se concibe la expresión ecodesarrollo como el tipo de desarrollo que se preocupa de reconciliar los objetivos de desarrollo social de las comunidades; la dimensión económica, con una gestión ecológicamente sana de los recursos y actividades humanas, con un espíritu de solidaridad, a través de la realización de proyectos concretos concebidos, realizados y respaldados por los grupos sociales implicados, afianzados en la realidad local y con una visión global.

El ecodesarrollo una gestión integradora de sustentabilidad ecológica, ética ambiental y de afianzamiento y consolidación de las relaciones ecosociales por medio de la participación, solidaridad, equidad y corresponsabilidad. También, Maya (1995) sostiene que el ecodesarrollo tiene una connotación regional, geográfica y ecológica, que rompe con la dimensión unívoca del desarrollo, con la participación de los pueblos. Para Guimaraes (1994) el ecodesarrollo se construye con las organizaciones ciudadanas, desde la participación organizada de los diferentes sectores populares, grupos activos y desde la articulación con movimientos con pluralidad ideológica.

En consideración de los procesos económicos, ecológicos y sociales propios de cada eco región, Sachs (1970) propone una definición del ecodesarrollo como una propuesta que busca « *el desarrollo socialmente deseable, económicamente viable y ecológicamente prudente* ».

De estas nociones, podemos establecer una relación entre ecodesarrollo, medios de vida, práctica educativa, liderazgo comunitario y participación de la comunidad. También, se pueden establecer lazos entre la construcción de un liderazgo comunitario con la perspectiva de ecodesarrollo comunitario que aparece como una posibilidad de fortalecimiento de identidades y de creación de espacios de poder y actuar e innovación social.

En tal sentido la propuesta de ecodesarrollo comunitario en la región de Guarayos es innovadora y genera cambios: a nivel político, un cambio de estructuras, a nivel socioambiental, impulsa movimientos de equidad socioecológica, y el rescate, fortalecimiento y la reivindicación de las culturas locales incluyendo la valoración de los conocimientos tradicionales

CAPÍTULO III

METODOLOGÍA

Este estudio está inscrito en una perspectiva interpretativa y crítica de investigación y acción (Carr y Kemmis, 1988). Es de tipo cualitativa, en la cual, de acuerdo a Caraso (2006) ofrece una posibilidad de tomar los elementos de carácter intangible y dinámico que juegan un papel determinante. Así mismo, se opta por un proceso cualitativo para acercarse a la realidad de la práctica educativa desarrollada transversalmente en el proyecto comunitario. Serrano (1990, p. 53) estipula que la investigación cualitativa « *crea un cambio social y mejora la realidad social, investigar sobre la praxis implica siempre mejorar la realidad concreta sobre la que se opera* ».

Este fue realizado valiéndose de la metodología del estudio de caso de modo de descubrir, interpretar y revelar la significación de los procesos de educación popular en su intención de forjar un liderazgo comunitario y de contribuir a la participación comunitaria.

El enfoque participativo y el carácter colaborativo de esta investigación se complementó y fortaleció con el acompañamiento realizado en el curso de la práctica educativa desarrollada en el seno del proyecto comunitario Sendero Ecológico.

La participación activa¹⁹ del autor de este informe en el proyecto Ecominga permitió una implicación de proximidad y una interacción social por tiempo prolongado en la localidad con las organizaciones locales comunitarias implicadas en el proyecto Sendero Ecológico²⁰.

Adoptándose un enfoque colaborativo de investigación se privilegió el diálogo con los actores que participaron en la implementación del proyecto comunitario: el líder comunitario, las organizaciones sociales implicadas, los miembros del equipo académico del programa de formación y el conjunto de los participantes en el programa de formación de Ecominga. Se adoptó este enfoque, que como Latorre (2003) lo destaca, permite fomentar la comunicación y el intercambio con las personas involucradas en la situación investigada y contribuye además a la posibilidad de mejorar la situación en la que los actores intervienen.

El enfoque dialógico constituyó un aporte significativo permitiendo interactuar de forma activa, dinámica y reflexiva, desde lo cotidiano, con las diversas y complejas realidades de la comunidad. Así mismo, el enfoque etnográfico estuvo implícito y contribuyó a darnos pistas para desentrañar lo cotidiano. Como señala Casilimas (2003), este enfoque contribuye a penetrar lo cultural y a identificar aspectos más específicos como los valores, los procesos de socialización, las interacciones, los comportamientos y las creencias, destacando los aspectos cualitativos.

La opción por el estudio de caso se presenta como una oportunidad para descubrir e identificar los aprendizajes significativos, colectivos y trascendentes de la práctica analizada. Crea además condiciones para conocer a los actores participantes, con sus formas de involucrarse y comprometerse con las acciones del proyecto y con

¹⁹ Esta participación se concretizó en tareas de diseño curricular, de producción de módulos de formación y de un manual de tecnologías apropiadas, entre otros materiales pedagógicos, y en la enseñanza en el marco del programa desarrollado en el marco de Ecominga.

²⁰ El programa de formación desarrollado en el marco de Ecominga tenía una duración de seis meses. Sin embargo, el acompañamiento al proyecto Sendero Ecológico de Ascensión de Guarayos, dentro del cual la formación tenía lugar, siendo una experiencia piloto, requirió un tiempo de permanencia más prolongado en la región. Esto permitió un proceso de interacción social más rico.

otras acaecidas durante el proceso de formación, así como con sus formas discursivas, operativas, comunicativas, colectivas y el proceso de reflexión desarrollado.

Es así que el estudio de caso permite aproximarnos a las formas sociopolíticas que se gestaron en la búsqueda del empoderamiento de los actores con el proyecto comunitario y con la organización comunitaria. Para Chetty (1996) el estudio de caso es una metodología rigurosa que es adecuada para investigar fenómenos en los que se busca saber cómo y por qué ocurren.

El proceso de levantamiento de datos se realizó durante la implementación del proyecto Sendero Ecológico, desde el corazón mismo del proceso de formación e desarrollado en el seno de este proyecto comunitario, haciendo posible un diálogo reflexivo continuo desde la praxis.

3.1 Las estrategias de levantamiento de datos

La selección de las estrategias de levantamiento de datos se realizó considerando las opciones de la investigación cualitativa. Para ello, adoptamos técnicas basadas en la observación, en la conversación y en el análisis documental.

La participación y el involucramiento del autor del estudio en la práctica, del proyecto comunitario facilitaron el trabajo de terreno y la implementación de las estrategias de colecta de datos. Al referirse a este proceso participativo, Fernández y Pértegas (2002, p. 2), mencionan que « *los investigadores cualitativos hacen registros narrativos de los fenómenos que son estudiados mediante técnicas como la observación participantes y las entrevistas no estructuradas* ».

Las estrategias de levantamientos de datos estuvieron orientadas a: identificar las particularidades del proceso de liderazgo; establecer los aspectos específicos de ese liderazgo y a determinar el aporte del liderazgo comunitario a una educación popular que favorece la apropiación o reapropiación de las realidades locales con la perspectiva de ecodesarrollo comunitario.

La selección de estas estrategias respondió a la intención de adoptar una orientación reflexiva, crítica y adaptada al contexto sociocultural, dándole importancia, como lo señala Núñez (2006, p. 37) al « *proceso político, social y cultural que lleva cualquier interacción social* ». Esta opción se contrapone al enfoque que se ha generado en ciertas investigaciones, al pretenderse una simple aplicación de técnicas con el propósito de extraer información o de mantener a un grupo motivado. En nuestro caso, las estrategias para el levantamiento de datos permitieron la exploración de las diversas experiencias vividas, las realidades comunales, los aprendizajes colectivos que se desarrollaron en la práctica educativa.

Con este propósito, las estrategias de levantamiento de datos retenidas para este estudio de caso fueron: la revisión y análisis de documentos, la entrevista semiformal, la observación participante y la discusión de grupo.

3.1.1 La revisión y análisis de documentos

La revisión y análisis de documentos fue realizada como proceso continuo en el transcurso del programa de formación de líderes comunitarios Ecominga. Los documentos facilitaron pistas sobre: el modelo de desarrollo propuesto por el municipio; la situación y realidad socioecológica de la región; la visión de las organizaciones sociales sobre la implementación proyectos comunitarios en la región; las formas de participación comunal; y la documentación centrada en los objetivos y desarrollo de la investigación.

Entre las fuentes de carácter gubernamental que exploramos se encuentran:

- **El Plan de Desarrollo Municipal (PDM) de Ascensión de Guarayos.**
Con esto se perseguía
 - Indagar sobre el enfoque de desarrollo que implementa el Municipio de Ascensión de Guarayos y sobre los proyectos priorizados por las comunidades, enfocados al desarrollo comunitario.
- **Documentos e informes del Comité de Vigilancia, para:**
 - Obtener una mirada sobre los niveles de participación de las organizaciones de base en la construcción de los Planes de Desarrollo Municipal, Plan Operativo Anual y su incidencia en la focalización de las demandas en las comunidades.
- **Documentos locales, regionales, nacionales, para:**
 - Indagar sobre las experiencias de Organizaciones, gubernamentales y no gubernamentales en programas y proyectos vinculados al liderazgo comunitario, participación comunitaria, educación popular y desarrollo local (ley de participación popular, planes de formación, etc.).

3.1.2 Entrevistas semi formales

Se desarrollaron 5 entrevistas de carácter semi formal a los actores siguientes: al Director Distrital de Educación, al Presidente del Comité de Vigilancia, el líder responsable del proyecto comunitario y el presidente de OTB, que participó activamente en el desarrollo del proyecto y está vinculado en los procesos de desarrollo de la región.

Las entrevistas fueron fundamentales para explorar con estos actores sus concepciones sobre la educación popular, liderazgo comunitario, participación comunitaria; sus intereses, aspiraciones y preocupaciones relacionados con esos procesos y con la perspectiva de desarrollo de proyectos de ecodesarrollo comunitario en la zona.

Estas entrevistas permitieron explorar diversas miradas sobre el contexto. Además, los datos siguientes fueron explorados:

- **Director Distrital de Educación:** los enfoques y estrategias educativas y comunales privilegiados actualmente; identificación de los factores que favorecen la participación comunitaria en el desarrollo local;
- **Presidente del Comité de Vigilancia del municipio de Ascensión:** el liderazgo en la planificación, implementación de proyectos comunales; los procesos participativos de las comunidades y organizaciones territoriales de base OTBs en el desarrollo comunal;
- **Líder responsable del proyecto comunitario:** los enfoques y estrategias del proceso de educación popular integrado en el proyecto comunitario ; los principales logros, dificultades y desafíos de ese proceso en relación con la formación de ecoliderazgo comunitario y con el empoderamiento de la participación comunitaria; y las perspectivas del liderazgo comunitario desde una práctica cultural, como generadoras de aprendizajes colectivos;
- **Presidente de la organización Territorial de Base OTB** participante activo en el proyecto de sendero ecológico: los principales logros y desafíos del proceso de implementación del proyecto; el proceso y participación comunitaria.

Las entrevistas se desarrollaron en dos momentos: durante el proceso de formación de líderes en la universidad; y en el proceso de la elaboración e implementación del proyecto en Guarayos.

La participación del autor de esta investigación en el proceso de formación de líderes facilitó mucho el desarrollo de las entrevistas y la participación espontánea, amigable y empática de los entrevistados.

3.1.3 Observación participante

La observación participante se realizó durante todo el proceso de implementación del proyecto comunitario «Sendero Ecológico» en la OTB San Pedro de Itapemi y durante los momentos de evaluación de éste.

- Se realizaron (10) visitas de terreno para la realización de las observaciones.
- Seis (6) personas participaron en cada sesión de observación.

La observación participante se presentó como momento esencial cuyo propósito fue compenetrarse con:

- El proceso de educación popular implementado a través del proyecto de ecodesarrollo comunitario;
- La emergencia de una dinámica colectiva a través de ese proceso;
- Las prácticas comunitarias generadas por el liderazgo comunitario;
- Las dinámicas estimuladas por el líder y los enfoques de intervención privilegiados;
- Los escenarios colectivos de aprendizaje;
- Las formas de participación de la comunidad al inicio y durante el proceso de implementación del proyecto comunitario;
- La interacción entre el proceso de educación popular, el actuar del líder, la formación a un liderazgo colectivo y la participación comunitaria.

Un instrumento esencial para el registro del proceso observado y de la implementación del proyecto comunitario, fue la bitácora. Ésta permitió registrar reflexiones y eventos sobre el proceso de interacción social.

3.1.4 Encuentro de discusión de grupo

Estos encuentros giraron en torno a la discusión y reflexión crítica sobre: la educación popular como práctica emancipadora y cultural; los factores que posibilitan una participación comunitaria; la significación del rol de los líderes comunitarios, el proceso de construcción de liderazgo comunitario.

Los actores siguientes participaron de la discusión de grupo:

- Líder (1) comunitario responsable del proyecto comunitario
- Actores (1) comunitarios
- Equipo (2) Ecominga Santa Cruz
- Directiva (1) OTB San Pedro

Los encuentros de discusión de grupo se realizaron después de la implementación del proyecto, teniendo siempre en perspectiva el proceso de formación de líderes, se discutió retroactivamente sobre la elaboración y ejecución del proyecto comunitario, y sobre la participación del líder y la comunidad. Este accionar permitió conocer las impresiones sobre el desarrollo del programa de formación, su incidencia en el desarrollo del proyecto en diferentes momentos de implementación y acerca del proceso de integración de la comunidad en el proyecto.

3.2 Rigor metodológico y tratamiento de los datos

El rigor metodológico fue asegurado a través de la triangulación de las estrategias de levantamiento de datos (revisión y análisis de documentos, entrevista semi formal, observación participante y discusión de grupo). Esta triangulación también sirvió para completar, enriquecer, validar y confirmar los datos.

El tratamiento de datos consistió en compilar, analizar e interpretar los datos recopilados. Las anotaciones hechas en la bitácora fue esencial para el análisis intermedio de datos de campo. Como lo describe Casalimas (2003, p. 158):

La vinculación que se anuncia entre recolección y análisis de datos es característica de la investigación cualitativa y la misma ocurre de una manera cíclica, esto es, tras la culminación de un episodio de recolección de datos, sobreviene un proceso de análisis, y como resultado de este se plantea un nuevo episodio de recolección y así sucesivamente.

La implementación y contrastación de estas estrategias de manera analítica - reflexiva y crítica, construyó una mirada reflexiva sobre la práctica educativa y sobre el proceso de interacción social desarrollado por la líder con la comunidad. Además, dio la posibilidad de conocer las dinámicas de trabajo, estrategias, logros, desafíos y problemas suscitados en el decurso de la implementación del proyecto comunitario.

3.3 Importancia y originalidad de la investigación

Son escasas las investigaciones en el contexto boliviano que se hayan preocupado por indagar sobre las relaciones que existen y se establecen en los procesos de interacción, entre: liderazgo, educación popular y la participación comunal. Las investigaciones sociales que han abordado uno u otro tópico generalmente han parcelizado las relaciones que se establecen entre estas dimensiones y los procesos comunales particulares. Una consecuencia de esto es que se han construido realidades separadas del contexto y que pueden trastocar el sistema comunitario.

La originalidad de esta investigación radica en la interacción que se genera, entre el programa de formación de líderes comunales, el sistema educativo universitario estatal y el proceso educativo popular desarrollado en la comunidad. Las mismas, promovieron la construcción social de conocimientos y el dialogo colectivo de saberes; y la integración y discusión en las aulas de los escenarios pedagógicos, culturales, políticos, y ambientales que se generaron en las comunidades.

En este marco se contribuye al proceso social, cultural, educativo y étnico iniciado con el Estado Plurinacional de Bolivia en el que se empieza a generar un análisis y reflexión sobre la construcción de una pedagógica comunitaria, saberes colectivos, la valoración cultural de lo organizativo comunal y del diálogo de saberes, que se genera de manera dinámica entre ellos. Así mismo, se fortalece una educación intracultural, intercultural y plurilingüe en todo el sistema educativo con participación social de madres y padres y de los pueblos y naciones indígenas originarios campesinos comunidades interculturales y afrobolivianas de acuerdo a sus normas y procedimientos propios.

CAPITULO IV

EL CASO

En esta sección se presenta el contexto del programa de formación de líderes comunitarios, criterios de selección de los proyectos comunitarios, el escenario socioecológico y al pueblo indígena guarayo, una breve historia de vida de la líder comunitaria. Para luego continuar con la presentación del caso de estudio y para finalizar con los aprendizajes colectivos desarrollados.

4.1 Contexto formativo y el marco de implementación de la práctica comunitaria

El proyecto de ecodesarrollo comunitario Ecominga²¹ tuvo por objetivo contribuir al ecodesarrollo de tres regiones bolivianas situadas en la Amazonía Boliviana. En los departamentos de Santa Cruz, Beni y Pando. Ecominga se desarrolló en un marco de cooperación interuniversitaria que integró a cuatro equipos multidisciplinarios de las universidades Autónoma «Gabriel René Moreno», «José Ballivián», Amazónica de Pando y la Université du Québec à Montréal.

En este escenario se implementó un programa de formación en ecodesarrollo comunitario y salud ambiental con una perspectiva de fortalecimiento interinstitucional y de integración e interacción social con las comunidades amazónicas de Bolivia.

Este programa fue ofrecido a través de la Dirección de Extensión Universitaria (Vice rectorado de Postgrado) en la Universidad Autónoma del Beni «José Ballivián», de la

²¹ Minga proviene de la lengua originaria Quechua y significa trabajo colectivo, comunitario, todos juntos en una tarea común. Este término lleva consigo una dimensión de reciprocidad y respeto hacia la otredad.

Dirección académica de extensión, en la Universidad Amazónica de Pando y a través del Instituto de Capacitación Popular en el caso de la Universidad Autónoma «Gabriel René Moreno».

El programa de formación de líderes en ecodesarrollo comunitario y salud ambiental se constituyó como un proceso de co-formación y de generación de aprendizajes colectivos, destinado especialmente a indígenas, mujeres y jóvenes de la calle. Los pilares fueron la promoción de la salud ambiental, en relación con el agua y la alimentación a través de la construcción de proyectos comunitarios con las Organizaciones territoriales de base (OTB).

En este sentido se propuso preparar a los líderes para ejercer su misión de desarrollo social y comunitario, lo que implica contribuir a identificar y promover formas de desarrollo que respondan a las necesidades y aspiraciones de las comunidades y que estén centradas en asegurar una calidad apropiada de vida: equitativa, justa, digna, solidaria y sana.

Para Ecominga los procesos educativos estuvieron fundamentalmente orientados a generar aprendizajes colectivos a establecer la interacción social como dinámica de co-formación y la acción social como agente movilizador. En este marco el programa implementó la pedagogía de proyectos; los líderes -estudiantes se formaron interactuando en la acción social, trabajando colectivamente con la comunidad e integrando la diversidad socio-cultural de los contextos locales.

Para ello, se diseñó el perfil de un ecolíder (Figura 4.1).

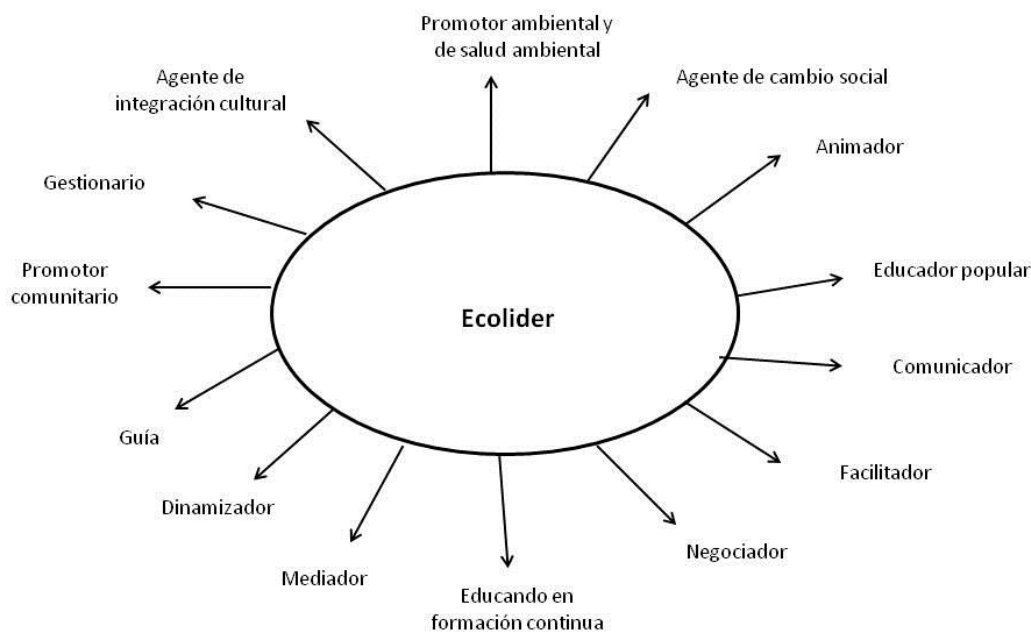


Figura 4.1. Perfil del ecolíder comunitario
(Lineamientos Generales programa de formación de líderes, 2007, p. 4)

El diseño fue concebido para formar líderes en el ámbito del ecodesarrollo comunitario en el seno mismo del contexto comunal, en y con la organización comunitaria, por medio de la concepción e implementación de proyectos comunitarios. Se pretendía evitar una formación concebida como una máquina de producción de líderes en serie, uniformizados, mecánicos, a través de un proceso lineal.

La Universidad Autónoma «Gabriel René Moreno» adopta para el desarrollo de su programa un enfoque de formación de tipo colaborativo y participativo y los enfoques pedagógicos específicos experiencial, crítico, práxico y de diálogo de saberes (Cuadro 4.1), siguiendo los Lineamientos generales adoptados colectivamente en el proyecto Ecominga.

Cuadro 4.1. Enfoques pedagógicos adoptados por el programa de formación en ecodesarrollo comunitario y salud ambiental desarrollado por el proyecto Ecominga

Colaborativo y participativo	Implica abordar conjuntamente el medio socio-ecológico compartido (sistema complejo naturaleza-cultura) haciendo converger las miradas, los aportes, las esperanzas y los talentos de cada uno. Invita a aprender unos con otros y unos de otros en complementariedad y sinergia, con una óptica de comunidad de aprendizaje.
Experiencial	Se trata de aprender en la acción cotidiana, experimentando los enfoques y las estrategias con los miembros de la comunidad, descubriendo o redescubriendo con ellos las características de la realidad del medio de vida, aprendiendo por medio de procesos de resolución de problemas.
Crítico	Consiste en identificar y analizar los aspectos positivos, los límites, las debilidades, las rupturas, los conflictos, las incoherencias, los problemas de poder y otros, con el objetivo de transformar las realidades problemáticas. Además, se trata de examinar sus propias prácticas colectivas, sus conductas, actitudes y valores en relación al ecodesarrollo comunitario y la salud ambiental.
Práxico	Implica aprender desarrollando una reflexión viviendo y experimentando las realidades comunitarias.
Interdisciplinario y de diálogo de saberes	Esto implica aprender a través de la integración de distintos ámbitos y tipos de saberes (saberes de experiencia, saberes tradicionales, saberes del sentido común, saberes cotidianos, etc.), de modo de enriquecer el análisis y la comprensión de las realidades complejas socio-ecológicas.

Fuente: «Lineamientos generales del programa de formación», Ecominga, 2007.

El programa de formación opta principalmente por la pedagogía de proyectos, la pedagogía de terreno y la estrategia pedagógica de la comunidad de aprendizaje buscando generar interacciones entre los líderes en formación, sus comunidades y el equipo académico del proyecto Ecominga.

Los proyectos comunitarios que se construyeron durante la formación de líderes nacieron con un propósito central: resolver un problema o satisfacer una necesidad sentida y demandada por la comunidad. Estos proyectos estuvieron además orientados a la creación y promoción de espacios de encuentro comunal y de fortalecimiento de las dinámicas comunitarias y de la identidad cultural. Es así como los proyectos comunitarios fueron el escenario propicio para generar la interacción social y de esta manera, para movilizar a la comunidad.

En este marco se concibieron proyectos comunitarios que:

- Generaron participación para interactuar, transformar, para cambiar o tomar decisiones en la realización de un proceso.
- Permitieron la participación de actores locales que compartían una situación determinada, a partir de intereses, expectativas y demandas comunes, que posibilitó la actuación colectiva.
- Promocionaron un escenario colectivo que permitió la identificación, selección, elaboración, implementación, monitoreo y evaluación de los proyectos comunitarios.

4.1.1 Criterios para la selección de los proyectos comunitarios

Estos criterios fueron construidos por los equipos académicos de las cuatro universidades participantes del proyecto Ecominga. Los mismos, orientaron la concepción y elaboración de los proyectos comunitarios en las regiones (Cuadro 4.2).

Cuadro 4.2. Criterios para la selección de proyectos en ecodesarrollo comunitario en el marco de la formación de líderes del proyecto Ecominga Amazónica

- Contribuir al ecodesarrollo de las comunidades;
- Integrar una dimensión de salud ambiental (en el caso de alguno de los proyectos, específicamente en relación con el agua y la alimentación);
- Ser significativos para las comunidades;
- Integrar una preocupación de empoderamiento comunitario;
- Ser participativos, comunitarios y co-gestionados;
- Integrar un proceso de educación popular en vistas al desarrollo de aprendizajes en la comunidad;
- Integrar las perspectivas de género, intercultural y/o de jóvenes;
- Integrar valores de respeto y cuidado del medio ambiente, de equidad, solidaridad y democracia;
- Promover gobernanza local y estimular la movilización social a este efecto;
- Promover la economía solidaria;
- Asegurar la viabilidad económica;
- Ser realistas, útiles, factibles;
- Ser sostenibles;
- Ofrecer perspectivas de replicabilidad;
- Tener apoyo formal de las municipalidades;
- Tener vínculos con los planes municipales de desarrollo;
- Implicar adquisición de equipamientos cuyo mantenimiento sea asegurado;
- Insertarse en el proceso de formación de los ecolíderes: la planificación (global o de un aspecto particular) debe ser precisada o reformulada durante el período de formación.

Fuente: "Lineamientos generales del programa de formación, Ecominga, 2007.

Se trataba por lo tanto de seleccionar proyectos que:

- Surgen desde el interior de las comunidades a partir de una identificación conjunta, para resolver problemas comunes.
- Proponen la autogestión comunitaria, la participación y la autonomía.
- Impulsan la capacidad de las comunidades para tomar sus propias decisiones de manera autónoma.

- Desarrollan la creatividad de las comunidades, la capacidad de construir saberes y generar diálogo colectivo.

Siguiendo estos criterios de selección se concibieron proyectos comunitarios que asumieron en su seno un proceso educativo popular, inmersos en una realidad comunal concreta. Uno de estos proyectos comunitarios es el «Sendero Ecológico», implementado en el municipio de Ascensión de Guarayos.

4.2 Descripción del contexto socioecológico de Ascensión de Guarayos

El municipio de Ascensión de Guarayos, primera sección municipal de la provincia Guarayos del departamento de Santa Cruz, se encuentra ubicado al noroeste de la provincia. Limita al norte con el departamento del Beni y el municipio de Urubichá, al sur con el municipio de El Puente, al este con el municipio de Urubichá y al oeste con el Departamento del Beni (Plan Desarrollo Municipal, 2005, p. 14). La división política administrativa de la provincia Guarayos está presentada en el cuadro siguiente:

Cuadro 4.3. División político-administrativa de Guarayos

Sección Municipal	Comunidad
Primera Sección	Ascensión de Guarayos San Pablo Santa María El Verano San Andrés
Segunda Sección	Urubichá Yaguarú Salvatierra Cururú
Tercera Sección	Yotaú La Cachuela Surucusí Momené Puerto Ñuflo de Chávez

Fuente: PGMF, Yotaú, 2001.

La provincia Guarayos se encuentra a 230 metros sobre el nivel del mar. Su territorio forma parte de la Cuenca Amazónica. La región corresponde a un ecosistema de tipo bosque húmedo subtropical y se clasifica como clima sub-húmedo y húmedo mesotermal (Terceros, 1998, p. 38).

En los territorios de las comunidades, la ocupación física del espacio está distribuida mayormente por bosque virgen en un 59,14 %, los barbechos ocupan un espacio equivalente al 15,27 %, los cultivos agrícolas ocupan el 16 %, las hectáreas con pasto natural son aproximadamente 5,32 % y el pasto cultivado significa un 3,29 %. (Plan General de manejo Forestal, 2001, p. 26)

Los ríos de la región pertenecen a la cuenca del río Amazonas, conformada por las subcuencas de los ríos Negro, Blanco, San Julián, San Pablo, Grande y Zapoco. Las principales lagunas son Taborga, Pajalar, La Pistola, Santo Corazón, Yaguarú, Brava, La Luna, Viborilla, Tapada y San José. Estos datos expresan la riqueza hidrográfica de la región. Los pobladores obtienen de estos ríos y lagunas los recursos comestibles para su subsistencia (MDSP-VAIPO, 1999, p. 48).

La zona de Guarayos es rica en recursos naturales, tanto la flora como la fauna se componen de variadas y exóticas especies propias del lugar. Muchas de ellas son utilizadas por los pobladores indígenas para su sobrevivencia, entre la variedad de flora y fauna:

Respecto a la flora se han identificado 498 especies diferentes correspondientes a 70 familias. Los bosques de guarayos poseen un gran potencial de especies maderables, motivo por el cual numerosas empresas madereras se han asentado en la zona durante las últimas décadas. Entre los recursos no maderables podemos identificar grandes variedades de plantas milenarias, cuyo aprovechamiento por parte de los indígenas va desde los usos medicinales (innumerables especies y utilidades) hasta los artesanales, comestibles y para vivienda y construcción. De algunos árboles se puede extraer productos como resinas (copal, limón), aceites (motacú, almendra) y tintas. También se han identificado por lo menos veinte diferentes tipos de frutas silvestres, entre ellas achahairú, chonta, ambaibo, lúcuma, guapomó, cusí, sumuqué y motoyoé (MDSP/VAIPO, 1998).

La jurisdicción territorial del Municipio de Ascensión de Guarayos está compuesta por 17 comunidades distribuidas en tres cantones: San Pablo, Santa María y Ascensión. En la actualidad se propone la distritación con la creación de 5 Distritos Municipales: Distrito 1 Ascensión Sur, Distrito 2 Ascensión Norte, Distrito 3 San Pablo, Distrito 4 Santa María y Distrito 5 con la creación de la reserva ecológica «Río Negro de Caimanes».

A partir de la promulgación de la Ley 1551(1994) de Participación Popular se han reconocido con personería jurídica a las (OTB) urbanas y rurales del municipio de Ascensión de Guarayos, que se detallan en el Cuadro 4.4.

Las Organizaciones Territoriales de Base (OTB) son un instrumento político-jurídico que permite a los actores locales hacer cumplir sus demandas y propuestas integradas en el Plan Operativo Anual²² elaborado mediante la planificación participativa y la fiscalización del Comité de Vigilancia de las OTBs.

Cuadro 4.4. Organizaciones territoriales de base urbana (barrios)

1º de Noviembre	San Francisco
San José Obrero	Los Cusis
Virgen de Cotoca	San Martín
La Misión	San Gregorio
27 de Mayo	Fe y Alegría
24 de Diciembre	San Juan
San Francisco	Residencial
Los Cusis	San Antonio

Fuente: Plan de Desarrollo Municipal de Ascensión, 2005.

²² El Plan Operativo Anual es un instrumento administrativo jurídico que recoge las demandas de las comunidades y barrios de una determinada circunscripción territorial.

4.2.1 El pueblo indígena Guarayo

Los Guarayos pertenecen a la familia lingüística Tupi-Guaraní, de la cual son una variante dialectal, conocida como Guaraní-Guarayu. En el territorio Guarayo se puede diferenciar a tres grupos étnicos: guarayos, multiétnicos y colonizadores. Actualmente los indígenas guarayos ocupan la extensión territorial de la provincia Guarayos y una pequeña parte del límite Sur-Este del departamento del Beni (Zeballos, 2000, p. 58).

Los asentamientos indígenas guarayos más importantes son las sedes de las ex-misiones franciscanas: Ascensión de Guarayos, Urubichá, Yaguarú, Yotaú, San Pablo y Salvatierra. Los asentamientos, clasificados en tradicionales y no tradicionales, son los siguientes: *Asentamientos tradicionales*: Guarayú: Urubichá, Yaguarú, Salvatierra, Cururú, Ascensión de Guarayos, San Pablo, Yotaú, Momené. *Asentamientos con población multiétnica y colonizadora*: El Puente, Surucusí, San Andrés, Santa María y San José Obrero, Yotaú, San Luis, El Verano, Cachuelas, Puerto Ñuflo de Chávez, Nueva Jerusalén, Cerro Chico, Cerro Grande, Limoncito y San Andrés (MDSP-VAIPO, 1999, p. 16-17).

Según Terceros (2006, p. 100), los flujos migratorios se dan a partir de tres procesos históricos:

1. *La época post-misional o de secularización en la que se abren las puertas de la región a nuevos asentamientos de inmigrantes de la región y de otros departamentos. Se inicia un período importante para el futuro de la vida de la región.*
2. *La Reforma Agraria de 1953 y la apertura de la vía caminera Santa Cruz-Trinidad en década de 1970 generan un flujo de inmigrantes de diversos orígenes y propósitos.*
3. *La constitución de Guarayos como sección de la Provincia Ñuflo de Chávez (1984) y, posteriormente, como provincia (1990).*

La forma de gobierno al interior de la Misión se estructuraba en Cabildos como la más importante institución social en este periodo. Los Guarayos, desde la secularización de las Misiones Franciscanas, han sido prácticamente obligados a convertirse en agricultores de sobre-vivencia y posterior y sucesivamente como peones de las estancias y mano de obra barata para las empresas capitalistas madereras.

Los Guarayos mantienen como organización social la familia nuclear. Se reconoce en el territorio de la provincia un tejido social complejo que es la forma de relacionamiento étnico-intraétnico que ha sido alterada por la influencia mestiza a pesar de su historia de amplio mestizaje.

El idioma más hablado en la provincia es el guarayo, le sigue el castellano y después están el quechua el aymará, el chiquitano y el mojeño. La población en su mayoría es bilingüe, habla el idioma materno o nativo y el castellano. La lengua guaraya predomina en las comunidades de Urubichá, Yaguarú, Salvatierra y Cururú (Tamburini, 1999, p.70).

El proceso histórico de la población guaraya es marcado por la época Misional Franciscana (1840). Esta trastocó la visión del territorio del pueblo guarayo, como una totalidad, un espacio de vida, con entornos históricos y vivencias socioambientales, que construyen su identidad cultural. También los impactos generados en la construcción de la República (1825) y por los períodos de cambio de políticas económicas y sociales (1952) que influyeron negativamente en la población indígena. Estos impactos se relacionaban con la ocupación de su espacio, el cambio de sus patrones culturales y con procesos de discriminación y exclusión.

4.3 Una breve historia de vida

El programa de formación desarrollado por el proyecto Ecominga acogió a líderes de diversas organizaciones sociales de Ascensión de Guarayos. Éstos eran actores sociales que dieron su tiempo, energía, compromiso y que imprimieron una dinámica social y colectiva al programa.

Entre ellos se encontraba la Sra. Francisca Caiti Guachurne, en aquel entonces, Vice Presidenta de la Organización Territorial de Base OTB San Pedro de Itapemi. Ella fue el principal actor del proceso de implementación del proyecto comunitario «Sendero Ecológico». En esta sección se presenta a esta líder, poniéndose en evidencia su compromiso asumido con la comunidad y su voluntad de lucha por el bien colectivo.

La Sra. Francisca Caiti Guachurne, de origen Guarayo, fue la responsable de elaborar e implementar el proyecto «Sendero Ecológico Las Palmas» un sueño individual que luego paso a ser un sueño colectivo con la comunidad. Desde el primer encuentro con el equipo académico Ecominga, ella mostró una enorme preocupación por trabajar con su comunidad, con el propósito de construir un Parque Ecológico para conservar las riquezas naturales en flora y fauna de lugar. Ella soñaba con un proyecto que sirviera de modelo a toda la región de Guarayo y que los vecinos del barrio administraran. Para ello, propuso a su comunidad que se identificara un terreno comunal para implementar un proyecto comunitario, y que se organizaran de manera colectiva. Ella mencionaba en septiembre del 2009, en el primer encuentro de líderes, al inicio de la formación:

Yo quiero dejar este proyecto a mi comunidad para que se den cuenta de que entre todos podemos hacerlo (Yo quiero). Demostrar al municipio y a las demás OTBs que organizados podemos lograr nuestros sueños y metas que nos proponemos en la vida. (F.C., 2009)

Como estudiante, la Sra. Caiti fue sobresaliente en el desarrollo del trabajo de aula, y fue dinamizadora de la práctica de terreno. Siempre integró a las actividades desarrolladas en la comunidad los contenidos abordados en el programa de formación de líderes comunitarios.

Como líder comunitaria, mostró gran entereza y empuje para lograr organizar y movilizar a su comunidad, que en aquella oportunidad se encontraba dividida por cuestiones político partidarias, rencillas familiares y una aguda pasividad de los vecinos del barrio. « *Esperan que todo les caiga del cielo* », decía ella.

Como mujer, la Sra. Caiti es madre de cuatro hijos. Su compañero la abandonó años atrás. Ella es « *madre y padre para sus hijos* », como dice ella. Organiza y divide su tiempo entre la familia, el trabajo y la organización comunitaria.

Trabajar por la comunidad sin tener que descuidar a la familia y el trabajo para vivir. Pero el trabajo por la comunidad es algo que siempre he hecho y espero que otros jóvenes puedan darse cuenta que es posible trabajar por su barrio.

En su comunidad, ella ha trabajado en diversos programas con organizaciones no gubernamentales y con fundaciones que implementan programas de desarrollo en Ascensión de Guarayos. Por ello, es reconocida en su barrio y su comunidad por su experiencia y liderazgo.

Siendo líder, estudiante y madre, la Sra. Caiti se destaca como ser humano que tiene una vida similar a las demás personas de su comunidad, inmersa entre la sobrevivencia y los deseos de construir con y para la comunidad. Es una persona que tiene el gran valor de trascender lo individual y pensar en el colectivo con la firme convicción de que organizados se alcanzan los sueños.

4.4 El proyecto comunitario Sendero Ecológico, el sueño colectivo

El sendero ecológico fue considerado por los vecinos del barrio como una alternativa de recreación y paisajismo de alto valor cultural y ecológico, en un área de la región de gran potencial natural y biodiversidad. El sendero ofrecía la oportunidad de redescubrir, interpretar y descifrar el patrimonio cultural y natural de la provincia Guarayos, la cual se aprecia por el potencial ecoturístico, como lo ilustra el Cuadro 4.5:

Cuadro 4.5. Recursos Turísticos de Ascensión de Guarayos

	Tipos de recursos	Elementos específicos de interés
Patrimonio natural	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ríos ▪ Lagunas ▪ Pozas ▪ Curichis ▪ Serranías ▪ Pampas ▪ Reservas ▪ Fauna y flora 	Río San Pablo (San Julián), Río Sapocó Río Blanco Laguna Corazón, Laguna Brava Poza del Lagarto Curichi Cerro Chico Reserva de vida silvestre “Río Blanco y Negro”
Patrimonio histórico y cultural	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Iglesias ▪ Misiones Franciscanas²³ ▪ Museos, cabildos y otros edificios históricos 	Ascensión de Guarayo, De Urubichá, De Yotaú San Pablo, Salvatierra, Urubichá
Etnografía y folklore	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Comunidades originarias ▪ Cultura ▪ Artesanía 	San Pablo, Guaraya
Actividades productivas	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pesca 	

Fuente: Plan de Desarrollo Municipal, 2005

En esta provincia estos atractivos constituyen un enorme patrimonio ecológico y cultural para el municipio. Desde la propuesta del ecoturismo, éstos pueden generar

²³ La región de Guarayos está marcada por el paso de los misioneros Franciscanos que se asentaron en esta zona alrededor del año 1840 (Gobierno Autónomo de Santa Cruz)

importantes recursos a toda la población a través de pequeños o grandes servicios que se pueda brindar a los turistas y visitantes locales nacionales.

Esta gran riqueza natural y cultural que posee el municipio de Ascensión, ha sido manejada ancestralmente con un criterio de sostenibilidad arraigado en la cultura Guaraya.

La visión de bosque para el pueblo Guarayo se sostiene en pilares culturales de respeto demostrado durante siglos. Ancestralmente, se rendían cánticos ceremoniosos al Tamoi (que es el padre grande), el que les enseñó el cultivo (D'Orbigny, 1999, p. 100).

Sin embargo, cada año se están reduciendo las áreas naturales y de uso tradicional del pueblo Guarayo, producto de la expansión agropecuaria, de la migración, de la explotación irracional de los recursos naturales y otros.

La degradación de los suelos y la pérdida de capacidad regenerativa del bosque, la depauperación sistemática de la fauna nativa es indispensable para el sustento económico, cultural y alimentario de las poblaciones indígenas (Tamburini, 1999, p. 50).

Por lo mismo, las áreas municipales destinadas para la recreación de la población urbana son cada vez más escasas. Las pocas que existen, como es el caso del área de San Pedro, son apreciadas por los pobladores como fuente de conservación del patrimonio natural y de reproducción cultural.

Sin embargo, el patrimonio natural y cultural está amenazado por las actividades forestales de las empresas madereras. Las concesiones²⁴ en la región atentan contra estos recursos. Las empresas no respetan las áreas de sus concesiones, depredan la fauna con una cacería indiscriminada y además, contaminan los ríos con los aserraderos.

²⁴ Según la Ley Forestal las concesiones tienen una duración de 40 años para la explotación de los recursos en una determinada área ecológica.

El Plan de Desarrollo Municipal PDM (2005) del municipio de Ascensión no cuenta con programas oficiales de recuperación de suelo ni acciones concretas de mitigación ambiental. Los desmontes²⁵ en sabanas lo realizan empresas ganaderas privadas, para el establecimiento de pasturas. La visión y racionalidad económica de estas empresas es considerar a Guarayos como el aserradero de Bolivia.

El municipio de Guarayos es un lugar de abundante riqueza biológica. Allí se encuentran la reserva de vida silvestre Río Blanco y Río Negro²⁶, el parque Ambue Ari y otros ecosistemas ricos en biodiversidad. Sin embargo, estos ecosistemas son frágiles y están siendo amenazados. Las causas son varias. Entre ellas se encuentran:

- La avanzada expansión de la mancha urbana²⁷ (ascensión primera sección un total de 27.070 hab.)
- La explotación forestal²⁸
- La explotación minera
- La ganadería extensiva
- Los procesos migratorios sin planificación urbana²⁹
- La inexistencia de ordenanza municipal en relación a la protección de áreas verdes
- La ineficacia de un plan regulador y catastral municipal

²⁵ El desmonte hace referencia a la tala de árboles para habilitar un área para la producción agropecuaria.

²⁶ Plan de Desarrollo Municipal (PDM) de Ascensión de Guarayo, 2001 – 2005.

²⁷ Instituto Nacional de Estadística (INE), Censo de la población total de la provincia, 2012.

²⁸ De acuerdo al PDM, el aprovechamiento forestal por parte del municipio, está arraigado en el modo de vida de sus pobladores, por cuanto están relacionados con las actividades domésticas diarias como la utilización del bosque para obtener leña, postes para cercos y construcción de viviendas y otros usos locales. Afectan además las prácticas de chaqueo, de quema de la cobertura vegetal y ramoneo de la vegetación para la ganadería de la zona. Las empresas madereras no respetan las áreas de sus concesiones e instalan aserraderos que contaminan los ríos.

²⁹ Según el PDM de Ascensión, el flujo inmigratorio que ha experimentado el municipio, de acuerdo a las boletas comunales y barriales corresponde a gente que viene de otros departamentos, en su mayoría de Chuquisaca con el fin de dedicarse a la agricultura, que fundamentalmente, es de subsistencia. En la zona de las comunidades Cerro Grande y Nueva Jerusalén los últimos años a experimentado una migración de menonitas provenientes de otros Municipios como Cuatro Cañadas, Pailón, San Ramón los cuales están ampliando la frontera agrícola para cultivos como soya y girasol.

- La inexistencia de proyectos integrales incorporadas en el plan de desarrollo municipal

En este escenario, el proyecto comunitario contribuye a la conservación y preservación del patrimonio natural y cultural de la provincia. Como lo señala Carrillo, (2003), los senderos de interpretación se destacan por su importancia como herramienta educativa y como estrategia de conservación y de desarrollo local.

Para la comunidad el proyecto contribuye al desarrollo de un sentimiento de pertenencia a la región, con el propósito de mostrar a propios y extraños el significado de las raíces culturales y de su propia historia. Este escenario de sueño colectivo, fue la que motivó, impulsó y movilizó a la líder en su comunidad.

Este sueño colectivo permitió que la comunidad fortaleciera valores tradicionales, identidades culturales y un sentido de pertenencia y reconocimiento de su medio de vida. De esta relación con el medio de vida, recordemos a Goffin (1996, p. 56), cuando menciona que *“Un ambiente equilibrado es condición previa para un desarrollo válido y si el desarrollo no es válido, si lo que prima es la pobreza y la miseria, es evidente que el medio ambiente se degrada más”*.

Valiéndose de las perspectivas de educación popular, la líder comunitaria dinamizó a la comunidad y logró la participación comunal, para hacer realidad este sueño colectivo. Contribuyeron las acciones pedagógicas, didácticas colectivas y creativas y la movilización social, que fue el eje central del proceso.

4.4.1 Construcción e implementación del proyecto comunitario Sendero Ecológico

El ejercicio del liderazgo comunitario impulsó la participación comunitaria y el desarrollo de acciones con un enfoque colectivo y conciliador. En este proceso, la líder y la comunidad establecieron una serie de objetivos y actividades desarrollados de manera colectiva, por la organización comunitaria. La principal intención fue construir una alternativa educativa para la recuperación y conservación de la riqueza biológica, física, social, cultural de la región.

El imperativo de la demanda comunal fue generar espacios que protejan y promuevan en la población una cultura ecológica y contar con un lugar para la recreación y esparcimiento familiar. Se trataba de desarrollar una alternativa de alto potencial pedagógico, didáctico y recreativo para estudiantes, familias y turistas, que buscan un lugar de descanso y de conocimiento de la biodiversidad. Se buscaba establecer y crear un espacio donde los habitantes de Ascensión y sus visitantes, pudieran desarrollar actividades deportivas, recreativas y de esparcimiento, enfocadas en el desarrollo integral de la familia.

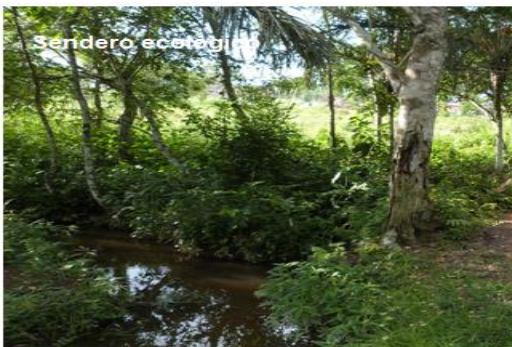


Flora Parque urbano Ecológico. Fuente: Ángel Montalvo, 2012.

En este marco la comunidad se movilizó y en asamblea comunal se establecieron los siguientes objetivos:

- Promover el descubrimiento (y redescubrimiento) del patrimonio natural y cultural del barrio San Pedro de ITAPEMI.
- Promover la participación comunitaria para lograr la cogestión del proyecto comunitario.
- Implementar un sendero de interpretación cultural y natural en el barrio San Pedro de ITAPEMI.
- Capacitar a jóvenes de este barrio como guías de interpretación para la realización de itinerarios didácticos.

La construcción colectiva de estos objetivos con la comunidad rompió el esquema vertical habitual de planificación «desde arriba» de los proyectos en las comunidades, y con una ejecución realizada tradicionalmente por entidades externas. El proyecto comunitario promovió acciones de integración comunitaria que generaron una sintonía social, entre el: proyecto comunitario, la comunidad y el municipio.



Sendero Ecológico, Fuente: Ángel Montalvo, 2013,



Asamblea comunal. Fuente: Ángel Montalvo, 2013.

4.4.2 El plan de implementación comunal

La organización comunal movilizada desarrolló un plan colectivo (Cuadro 4.6) para la implementación del proyecto comunitario. Estas acciones son desarrolladas por los vecinos y vecinas de la Organización Social de Base (OTB) San Pedro de Itapemi. Se establecieron las siguientes etapas:

Cuadro 4.6. Plan de implementación del Sendero Ecológico

Plan colectivo	Procesos desarrollados por la comunidad
Planificación de reuniones, talleres para la etapa de consulta y la difusión del proyecto.	Incorporación de la comunidad en el trabajo colectivo del proyecto.
Caracterización socioecológica del área cedida al proyecto, por medio de capacitación y transectas del área	Selección de un área adecuada para la ubicación del sendero. Elaboración de un inventario de flora y fauna en el área del sendero ecológico.
Discusión colectiva sobre la pertinencia ecológica del sendero ecológico y su importancia para la comunidad y región.	Incorporación en el plan del sendero de un espacio protegido de cobijo y nidificación para la fauna
Negociación y promoción con autoridades municipales sobre la importancia de las áreas verdes de las OTBs.	Decisión en el Consejo municipal de crear y mantener áreas dentro de la jurisdicción del municipio, reconociendo su necesidad y utilidad pública
Discusión colectiva sobre la pertinencia social del proyecto.	Identificación del sendero como una zona de reunión social, creativa y recreativa
Discusión de la propuesta reforestación y ornamentación del Parque urbano ecológico.	Reforestación y ornamentación de la zona de influencia del sendero ecológico con plantas nativas de la región.
Identificación de los atractivos naturales del sendero.	Definición del recorrido y selección de puntos de interés para la interpretación
Selección de medios de interpretación del sendero ecológico.	Desarrollo de instrumentos de señalización e información como: exhibiciones, señales, rótulos fijos, folletos
Administración comunal del sendero ecológico.	Organización de la comunidad para el mantenimiento permanente del sendero, la resiembra y limpieza del bosque y sus senderos.

Elaboración de un presupuesto participativo comunal que define las actividades y los gastos a realizar.	Incorporación de la comunidad en la planificación económica.
---	--

Fuente: Ángel Montalvo, 2013.

En este escenario, la líder comunitaria asumió en su discurso político las reivindicaciones de la comunidad y a partir de éstas, contribuyó a que se construyeran las demandas colectivas de forma consuetudinaria. De esta manera la comunidad se integra en la planificación e implementación del proyecto comunitario, en el área verde de la organización territorial de base San Pedro.

Las Organizaciones Territoriales de Base (OTB) cuentan con un plan de uso de suelo, el cual establece por norma municipal un área verde para la realización de eventos culturales, deportes, recreación y otros. El barrio San Pedro cedió esta área para la implementación del proyecto comunitario, Sendero Ecológico ubicado a 1 ½ km de la plaza principal (20 min. de ésta, a pié), con un total de 31.794,57 m².



Fuente: Alcaldía municipal de Ascensión de Guarayos. Trazado de líneas Ángel Montalvo.

4.4.3 Los problemas y desafíos confrontados en el trabajo comunal

El trabajo colectivo abordó los problemas sociales presentes en la comunidad y a los que son inherentes a la organización comunal, debiendo confrontarlos. El desafío fue buscar soluciones concretas de manera colectiva. Algunos conflictos generaron una cierta crisis en el interior de la comunidad, pero al mismo tiempo se convirtieron en momentos de reivindicación, denuncia, resistencia y creación colectiva.

Entre los conflictos suscitados durante la implementación del proyecto, están:

- La división de la directiva de la OTB debido a intereses particulares y partidarios.
- Los conflictos internos entre vecinos por motivos familiares y laborales
- La división de la OTB en dos barrios colindantes, debido a disputas y la oposición de algunas familias para la implementación del proyecto.
- Las pugnas con el nuevo barrio por la delimitación del área verde destinada al proyecto comunitario.
- El cambio de autoridades municipales responsables de oficializar el área.
- El cambio de las autoridades de la directiva de la OTB de San Pedro.
- Las pugnas entre vecinos por el reconocimiento oficial de su organización.
- El retraso de la gestión del proyecto hasta el fallo de la instancia de resolución del conflicto
- El bloqueo de la cuenta bancaria de la organización comunitaria.

Estos conflictos promovieron la búsqueda de consensos entre las partes involucradas, donde el liderazgo y la mediación intercultural jugaron un rol importante para manejar los conflictos en la comunidad. Los mismos, de singular relevancia para la generación de aprendizajes y para la asunción de compromisos concretos a nivel de organización comunal y de instancias municipales.

4. 5 Los aprendizajes colectivos desarrollados en la práctica educativa

La líder comunitaria generó acciones y aprendizajes colectivos en el marco de un proceso de educación popular. Se retroalimentaron procesos de participación y liderazgo comunitario dándose lugar a dinámicas de comunidad de aprendizaje con miras al ecodesarrollo comunitario (Cuadro 4.7).

Cuadro 4.7. Acciones y aprendizajes colectivos

Marco de referencia	Acciones y aprendizajes colectivos
Educación popular	Reflexión sobre el contexto cultural y ecológico de la región a través del proceso del proyecto. Redescubrimiento y apropiación del contexto. Desarrollo de un proceso de puesta en relación recíproca de los distintos actores de la comunidad, para construir conjuntamente el proyecto comunitario.
Participación comunitaria	Integración de prácticas comunales cotidianas y de formas tradicionales de participación comunitaria en las tareas organizativas y de gestión. Incorporación de los representantes de la directiva de la OTB San Pedro a una planificación conjunta de las actividades a presentar a los comunarios en las asambleas. Preparación de una agenda consensuada con los líderes de la organización, la OTB y la asamblea comunal Diagnóstico participativo de los problemas comunitarios.
Liderazgo comunitario	Participación colectiva e implicación directa en las decisiones sobre la organización comunitaria de las actividades. Movilización de la OTB para lograr el reconocimiento oficial del municipio del área verde destinada al sendero ecológico.
Comunidad de aprendizaje	Construcción en la región de espacios de encuentro y co-aprendizaje entre comunarios, autoridades locales y equipo responsable de la formación de líderes. Aprendizaje conjunto en torno a la planificación de las acciones del proyecto (administración, financiamiento, marco jurídico, diagnóstico socioecológico, sostenibilidad, etc.). Desarrollo de lazos de empatía y confianza y fortalecimiento del sentimiento de comunidad.

Ecodesarrollo comunitario	Implementación de un proyecto comunitario de estilo de desarrollo alternativo para la región buscando armonizar las dimensiones económicas, ambientales y culturales. Promoción del respeto a las formas organizativas tradicionales reconociendo la historia colectiva compartida como potencial para el desarrollo comunal.
---------------------------	---

Durante el curso del proyecto comunitario se desarrolló un proceso de aprendizaje social y de empoderamiento de los actores locales, orientado por una educación popular esencialmente política y reivindicativa. Se construyeron acciones educativas de carácter endógeno, centradas en una pedagogía comunitaria.

La participación comunitaria generó la movilización social, la incorporación de autoridades municipales, la apropiación del proyecto de la OTB y la toma de decisiones colectivas.

El liderazgo estimuló a la comunidad a mantenerse unida y facilitó los procesos de reflexión sobre los problemas comunales y sus soluciones. Se desarrolló en la comunidad un liderazgo participativo, compartido y comunitario.



Fuente: Ángel Montalvo. Sendero Ecológico. 2013.



Fuente: Ángel Montalvo. Sendero Ecológico. 2013.

CAPITULO V

RESULTADOS

Este capítulo presenta los resultados obtenidos en la práctica educativa popular, en el marco del proyecto de ecodesarrollo comunitario «Sendero Ecológico, Las Palmas». Los mismos, son parte del proceso de observación participante, revisión y análisis de documentos, las entrevistas a los actores claves de la práctica, discusión de grupo y el registro en la bitácora del proceso desarrollado pre y post implementación del proyecto comunitario.

El capítulo está dividido en tres secciones que exponen los resultados relacionados con la identificación de: - las particularidades (función, enfoques, actividades, dinámicas, desafíos, dificultades, logros, fuerzas etc.) del proceso de liderazgo comunitario implementado en el marco de ese proyecto de ecodesarrollo; - los aspectos específicos de ese liderazgo que favorecen la participación comunitaria; - el aporte del liderazgo comunitario a una educación popular que favorece la apropiación o reapropiación de las realidades locales por sus comunidades y el compromiso de éstas en un proceso de gestión local con la perspectiva de ecodesarrollo comunitario.

Se han integrado además reflexiones y testimonios de los actores involucrados en la implementación del proyecto comunitario que fueron recogidas durante el trabajo de terreno y en el marco del programa de formación de líderes en la universidad.

5.1 Particularidades del proceso de liderazgo comunitario implementado en el marco de ese proyecto de ecodesarrollo

El liderazgo en el marco del proyecto de ecodesarrollo comunitario se originó y manifestó en los procesos de formación en la acción y de interacción social continua en y con la comunidad. Esta interacción favoreció y potenció la construcción de una propuesta alternativa de desarrollo comunal desde la comunidad. Las acciones lograron dinamizar y facilitar los procesos siguientes:

- La integración de los miembros de la comunidad en una dinámica educativa popular;
- La creación de espacios de intercambio de experiencias y de compromisos colectivos;
- La construcción de un plan de trabajo colectivo y consensuado entre la directiva de la OTB San Pedro, la comunidad, la universidad y el equipo académico del proyecto Ecominga;
- La promoción de escenarios de diálogo intercultural entre las autoridades del municipio, la comunidad y el equipo académico de Ecominga;
- El desarrollo, la sensibilización y comunicación fraternales con la comunidad para generar compromisos;
- La dinamización de la OTB para lograr el reconocimiento oficial del catastro urbano del municipio para el área verde destinada al sendero ecológico;
- La promoción en la región de ambientes naturales para valorar el legado cultural e histórico de la provincia;
- La organización de talleres de capacitación para jóvenes de la OTB como guías del sendero ecológico;
- La realización de un diagnóstico participativo comunitario con la comunidad, para identificar el estado de la situación socioecológica, las demandas colectivas y sus potencialidades;

- La incorporación en la comunidad de un presupuesto manejado con la participación de actores comunales, autoridades y la universidad.

En este escenario, el líder comunitario asumió el rol de corresponsable conjuntamente con la comunidad y el equipo del proyecto Ecominga. Actuó como dinamizador cultural y agente de cambio social. El trabajo colectivo fue enfocado de modo de facilitar:

- Una comunicación apropiada y orientada al intercambio de experiencias;
- Una comunicación asertiva y propositiva propicia para asumir las demandas comunales;
- la toma de decisiones colectivas y planificación participativa;
- gestionar la sintonía entre el contexto, lo cotidiano, la cultura y la organización comunal.

La experiencia educativa se desarrolló como un proceso flexible, libre, reflexivo, crítico y consensuado. El contexto cultural fue puesto a contribución como fuente de saberes para facilitar la transformación social.

La forma de liderazgo comunitario desarrollada contribuyó a promover la crítica social de las realidades vigentes. Diferentes espacios socio organizativos fueron el escenario de los intercambios y discusiones que contribuyeron a dinamizar y activar la participación de los miembros: asambleas comunales, reuniones familiares, conversaciones informales, entre otras.

Las reuniones en algunas casas de vecinos, durante el trabajo doméstico, fueron los espacios de diálogo, difusión, discusión y reflexiones sobre las acciones del proyecto, entre los miembros de la comunidad (Entrevista 2, L.C).

También nos reunimos en asambleas convocadas por la directiva de la OTBs, pero generalmente eran para problemas fuertes que tiene la comunidad, como puede ser falta de agua, de luz, la salud y otros. Pocas veces nos reunimos para proponer nuestra demanda a las autoridades o para criticar o felicitar lo que están haciendo. (Entrevista 2, L.C)

Es en estos escenarios socioculturales donde se articula la valoración y el respeto hacia la organización comunitaria como vertiente de aprendizajes y experiencias colectivas, de reconocimiento de la cultura como potencial de movilización y de inclusión social.

El liderazgo comunitario contribuyó a articular la propuesta de ecodesarrollo comunitario. La interrelación que se genera con los actores locales y la comunidad potenció un tipo de democracia comunal que convoca a asumir compromisos individuales y colectivos en sintonía con las reivindicaciones y desafíos comunales. El ecodesarrollo tomó sentido social y cultural al asumir las potencialidades de la comunidad, de su cultura y de sus recursos naturales. A su vez tomó fuerza con la participación activa de la comunidad.

Al inicio se pensaba en la comunidad que este proyecto era para mí, o sea que me iba a ganar dinero con el proyecto. Antes de pensar en las actividades a hacer con el proyecto para la comunidad, tenemos primero que preguntar a las bases que piensan, que quieren, si están de acuerdo con el proyecto, si beneficia a todos. (Entrevista 2, L.C)

Fue un logro la titulación de los terrenos destinados al Sendero ecológico y los documentos legales para los vecinos que establecen propiedad sobre el área, sus viviendas, servicios básicos y otros. Muchas veces, el proyecto estaba en un segundo plano de discusión, ya que (... las discusiones...) se orientaban a una reflexión estructural de la situación actual de la comunidad. (Observación participante)

El liderazgo comunitario también promovió el diálogo y la reflexión en la comunidad teniendo en cuenta sus demandas, esto dio un sentido de identificación y reconocimiento entre los actores locales. Este proceso se evidencia en las reflexiones siguientes:

El líder se vale de las reuniones ordinarias que se acuerdan en la OTBs, también las formas de comunicación y organización propias de la comunidad (Entrevista 3, C.V).

El líder del proyecto Ecominga es parte de la comunidad, entonces conoce a su barrio, la gente y los problemas que pasan en el barrio (Entrevista 3, C.V).

Los líderes se presentan y participan de manera abierta, se decide colectivamente qué se va hacer, en que se invertirán los recursos asignados desde el municipio. (Entrevista 3, C.V)

Creo que el líder de Ecominga es una persona perseverante, dinámica. Siempre se valió del apoyo de su OTB para hacer gestión por su proyecto y comunidad. Conocemos muy bien las actividades del líder en el comité de vigilancia. (Entrevista 3, C.V)

Todo tiene que pasar por el consenso y acordar entre todos los mejores proyectos que se han identificado en la comunidad, después hacemos las demandas a las autoridades correspondientes. (Entrevista 3, C.V)

No es fácil, muchas veces las autoridades no escuchan nuestras demandas y dejan de lado a los representantes de las comunidades, pero es ahí donde todos nos unimos para hacer respetar las decisiones comunales. (Entrevista 3, C.V)

Se construyó un liderazgo que adquirió significados políticos y culturales, que logró empoderarse de forma gradual en la comunidad y de esta manera asumir como suyo el proyecto comunitario.

El trabajo (...se hacía...) en equipo, colaborativo, con la comunidad. La formación (...se llevaba a cabo...) con la comunidad, las actividades eran planificadas de forma colectiva... se puede trabajar en los proyectos de ecodesarrollo... esto resulta, es bueno... desde la elaboración e implementación hasta el final. (Entrevista 2, L.C)

Las acciones desarrolladas por la líder comunitaria, adquieren pertinencia:

Mi motivación como líder es trabajar en la comunidad... resolver las necesidades de la población de hace mucho tiempo... Como líder promuevo el trabajo comunitario porque se ha perdido. Las grandes empresas explotan a la gente, desintegran a la comunidad. (Entrevista 2, L.C)

Un proceso similar al de liberación del oprimido que destaca Freire (1970) construyó la líder cuando asumió el compromiso con su comunidad. Esto fue posible a través del dialogo abierto, de la búsqueda de acuerdos colectivos y de la toma de decisiones conjuntas.

La contextualización de los procesos de educación popular desarrollados y su vínculo con el liderazgo fueron aspectos valorados;

La relación entre educación popular y liderazgo puede construir una nueva forma de desarrollo, contextualizada a cada una de las realidades. (Puede...) generar iguales niveles de decisión y actuación de la población, de respeto a las identidades colectivas y (...puede...) promover el respeto en la diferencia. (Discusión de grupo).

Por consiguiente, el liderazgo comunitario tuvo como principal enfoque orientarse sobre procesos históricos, sociales y culturales. Ser un instrumento de promoción de una conciencia histórica colectiva y de prácticas alternativas de participación y dialogo, para generar compromisos emanados de forma colectiva y activa.

5.2 Aspectos específicos del liderazgo que favorecen la participación comunitaria

La líder comunitaria planificó y desarrolló una diversidad de acciones colectivas en la cual jugó un rol fundamental como facilitadora. Para ello, se involucró y participó en la organización comunal y participó en la más importante de ellas, la Asamblea Comunal, que es una instancia de representación social y política en la cual participan los vecinos del barrio.

La líder logró fortalecer la organización y apoyar la gestión comunal. La dinamización comunitaria constituyó un desafío que la llevó a buscar y definir estrategias e instrumentos para consolidar la participación activa de la comunidad actuando de manera directa en el ejercicio del poder comunal (Cuadro 5.1).

Cuadro 5.1. Estrategias pedagógicas desarrolladas por la líder en la práctica del proyecto de ecodesarrollo comunitario

Estrategias	Objetivos
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mesas de discusión 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Analizar y reflexionar sobre la elaboración y la implementación del proyecto ▪ Conformación de un equipo promotor ▪ Crear un escenario para un comité de control social
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Metodología campesino a campesino³⁰ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Socializar y concertar la propuestas y actividades del proyecto ▪ Jerarquizar los problemas
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Diagnóstico comunal participativo 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Explorar e identificar la situación actual de la comunidad ▪ Conocer y comprender la situación para transformarla ▪ Describir y analizar colectivamente los problemas
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Visitas casa a casa 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Convocar abierta y directamente a todos los vecinos ▪ Incorporar e involucrar a los miembros de la comunidad en el proyecto ▪ Proponer qué hacer cuando no hay consenso

El liderazgo comunitario y la participación activa de la comunidad facilitaron la conformación de un comité de gestión que soportó el proceso de implementación del proyecto comunitario. Este comité participó en distintos niveles de decisión e interlocución con los actores sociales siguientes:

- La líder y los miembros del equipo académico del proyecto Ecominga;

³⁰ La metodología campesino a campesino basa su accionar en procesos de capacitación y formación en los cuales el campesino es el principal actor, sin la presencia de interlocutores externos a la comunidad.

- El proyecto Ecominga y la OTB para la planificación de la ejecución de los recursos económicos;
- La OTB y las autoridades de la alcaldía municipal. Esta gestión logró la incorporación del proyecto comunitario en el Plan Operativo Anual POA del municipio;
- La líder y la OTB con instancias privadas, ONGs y fundaciones de la región.

Este comité de gestión se mantiene y continúa trabajando por y en su comunidad después de finalizado el proyecto comunitario, Sobre el rol del líder comunitario en este proceso, la discusión de grupo destaca algunos aspectos:

El líder promueve la participación y logra el compromiso en la comunidad y el bienestar común a través de las propuestas de trabajo planificadas de forma colectiva. (Discusión de grupo)

El líder comunitario es un transmisor de las demandas reales de las comunidades. Es la colectividad la que decide. El líder y la participación colectiva construyen las demandas desde abajo, desde las bases. (Discusión de grupo)

La planificación de las actividades del proyecto se trabajó dentro de consensos colectivos y con la participación de la mayoría de los comunarios de la OTB. (Observación participante)

La participación de la líder en reuniones ordinarias de la comunidad fue esencial para lograr: confianza, comunicación, empatía y toma colectiva de la propuesta de proyecto. (Observación participante)

La estrategia de construcción participativa del presupuesto del proyecto rompió con la planificación vertical a la que estaban sometidos por entidades públicas y privadas en trabajos con la comunidad. (Observación participante)

La constante información hacia la comunidad por la líder de las acciones, dificultades, cambios, estrategias, información de actividades y otros, tuvo como resultado: apropiación, pertinencia, energía movilizadora y convocatoria colectiva. (Observación participante)

La participación de la persona que asumió el liderazgo en la organización social le permitió ser visibilizada como un líder que busca el bien común de la comunidad, este actuar permitió crear un espacio de reflexión en intercambio con los actores de la comunidad. Su participación en la comunidad se centró en el diálogo y en la concertación para de esta manera impulsar la participación política de la organización comunal y lograr en empoderamiento de la comunidad.

La líder hacía frente a desafíos importantes en su práctica de trabajo con la comunidad:

Las dificultades del líder...es la desconfianza de la gente... (y) porque hay muchas personas e instituciones que prometen y no cumplen y no regresan. (Entrevista 2, L.C)

Muchas veces la gente no cree en nosotros, pero con el trabajo comprometido se puede ganar la confianza, si la comunidad anima (...da ánimo...) para salir adelante. (Entrevista 2, L.C)

La política partidaria en la región intenta corromper a los líderes y las organizaciones de las comunidades. (Entrevista 2, L.C)

El escenario en el que se desenvuelve la lideresa se relaciona con la propuesta de McLaren (2002) de construcción de espacios alternativos, en donde las personas puedan liberarse de la opresión hegemónica.

La discusión de grupo y las entrevistas revelan algunas reflexiones:

Los consensos activos generados por los líderes en la comunidad, la propuesta de objetivos comunes de acción a través de la participación activa de la población, el ejercicio democrático y el compromiso, hacen que la gente se involucre. Y además, permite que los académicos se involucren con las comunidades. (Discusión de grupo)

El líder tuvo como principal logro el mantener la participación de los vecinos con actividades de información permanente de lo que pasaba con el proyecto, con los profesores de Ecominga y con los presupuestos del proyecto. (Entrevista 4, OTB)

Estamos contentos porque tenemos una profesional mujer que fue a la universidad y que podemos trabajar con ella para otras actividades por el bien del barrio (Entrevista 4, OTB).

El liderazgo comunitario también generó las condiciones para desarrollar acciones participativas que se concentren en la comunidad y en el cambio social. Estas acciones participativas fueron el insumo vital que permitió la profundización y consolidación de una participación protagónica de la organización de base.

El accionar colectivo que se generó demostró que si se integra una dimensión comunitaria al liderazgo se puede generar importantes procesos de empoderamiento en los actores locales. Que logren por sí mismos, encontrar las bases para su desarrollo comunal.

5.3 El aporte del liderazgo comunitario a una educación popular que favorece la apropiación o reapropiación de las realidades locales

El accionar propositivo, asertivo y empático de la líder comunitaria, motivó y creó un ambiente propicio para desarrollar la educación popular desde la comunidad. Este proceso se construyó a través de un programa de implementación colectiva y consensuada para el proyecto comunitario.

El vincular las acciones y actividades del proyecto comunitario desde un enfoque educativo popular logró rescatar las demandas de la comunidad y fue central para generar participación y compromiso. (Discusión de grupo)

En este marco, el liderazgo comunitario desarrolló los procesos de educación popular como un acto de empoderamiento de los actores locales.

Participar directamente en las actividades de la organización comunitaria, generó una comprensión más profunda sobre la situación actual de la comunidad. (Observación participante)

Un proceso de educación popular que se generó durante la puesta en práctica de una agenda definida y adoptada con la organización social fue el componente central que facilitó la discusión con los miembros de la comunidad. Es así que se fue forjando una propuesta pertinente y apropiada con el contexto comunal. De esta manera se impulsó la participación de los actores locales como una práctica consciente y transformadora de sus realidades.

Quando nos juntamos fuera de las Asambleas comunales la gente habla con mayor soltura, no tiene miedo de hablar, o sea que en ciertos casos los encuentros sin planificación en diferentes lugares de la comunidad son los mejores para saber de verdad qué piensa y quiere la gente. (Entrevista 2, L.C)

En este marco comunitario, la educación popular provocó encuentros casuales de amistad y con la familia, que son los escenarios sociales corrientes en la comunidad, para el diálogo e intercambio de saberes comunales. En este sentido, el proceso vivido fortaleció el carácter participativo, consultativo y colectivo, entre otros

La relación liderazgo - educación popular fue clave para la emergencia de una democracia comunal y un diálogo de saberes. Ese proceso reveló la pertinencia y la significación de la interculturalidad para generar la participación y la construcción colectiva, que fueran los pilares de la propuesta de ecodesarrollo comunitario y del programa de formación de líderes.

(...Hay que...) Rescatar los valores culturales, la tradición Guaraya, para no perderlo, desde la comunidad. (Entrevista 2, L.C)

De las generaciones antiguas hay que respetar sus conocimientos y aprovecharlos para el trabajo colectivo. Lo moderno está perdiendo a las tradiciones antiguas. El líder tiene que rescatar lo perdido. (Entrevista 2, L.C)

El líder se forma y forma a nivel político para lograr ocupar espacios gubernamentales. Se debe formar en y con la ley del país... Se debe capacitar a las bases para empoderar y concientizar sobre las leyes y normas de Estado. (Entrevista 2, L.C)

Hay que movilizar a la gente. Asociarse nos da fuerzas. Se deben construir alianzas, redes de colaboración y convenios de trabajo colectivo. (Entrevista 2, L.C)

Este contexto es coincidente con la propuesta de McLaren (1995). « *El proyecto básico de la pedagogía crítica durante las últimas décadas ha sido para esbozar los problemas y oportunidades de la lucha política a través del medio educativo* ».

El líder comunitario desde su organización social pudo convertirse en catalizador y facilitador de los procesos educativos y reivindicativos. Se rescató una tradición cultural ancestral.

La Minga, trabajo en grupo, en busca del bien común, es reciprocidad de compartir en familia, un interés comunitario. El trabajo comunal es una ventaja para la participación activa. Se construye colectivamente y bajo la mirada de lo cotidiano, con lo que siempre ha existido y hecho la comunidad. (Entrevista 2, L.C)

Tanto la líder comunal en las entrevistas como los participantes en las reuniones de grupo y asambleas comunales subrayan la importancia de la organización y estructuración social:

Nos organizamos las personas de un barrio, hacemos reuniones fijas a través de citación a todos los vecinos. Coordinamos con todos los vecinos los proyectos y las necesidades que tenemos. (Entrevista 4, OTB)

En las plazuelas nos reunimos con todos vecinos... Se trabaja a través de la directiva del barrio. (Entrevista 2, L.C)

Somos reconocidos en reunión por la gente, nos eligen como personas responsables. Me gusta mi trabajo comunal. Hago gestión municipal, servicios básicos... Nos preocupamos por la gente, visitamos a las familias. (Entrevista 2, L.C)

El líder con la comunidad identifican y deciden cuáles son los criterios y problemas para priorizar Hacemos reunión con todos los vecinos y entre todos decidimos qué hacer, luego, gestionamos ante el municipio. Se debe trabajar

empleando las normas establecidas en la ley y trabajar gestionando la solicitudes. (Observación participante)

El liderazgo comunitario para el proyecto Sendero Ecológico fue una mezcla de trabajo con y para la gente y de preocupación de todos por tener un proyecto como el que tenemos. Lo mejor fue que logramos conseguir un gran proyecto que empezó este sendero: ahora estamos peleando por un Parque Urbano Ecológico, el único en la provincia Guarayo. (Entrevista 2, L.C)

La contribución del liderazgo comunitario a los procesos educativos populares fue convertir la participación en una herramienta para derrotar la exclusión social y política. Para ejercer plenamente la ciudadanía y recuperar el verdadero sentido de la democracia, poder para el pueblo y del pueblo.

5.4 Liderazgo comunitario, práctica educativa popular y su relación con el perfil de ecolíder

Esta sección presenta de manera somera las interrelaciones entre la práctica educativa el liderazgo comunitario y el perfil del ecolíder y su al diseño curricular del programa de formación en ecodesarrollo comunitario y salud ambiental Ecominga.

Basándose en la experiencia del proyecto Ecominga y su programa de formación de líderes comunitarios, la práctica desarrollada invita a reflexionar sobre los vínculos entre la formación universitaria y la educación comunitaria. La experiencia fue innovadora pues propone un nuevo modelo de enseñanza - aprendizaje que confronta a los modos tradicionales, construcción de estrategias pedagógicas y el uso de estudios de caso (Cuadro 5.2)

La matriz presenta lo esencial del proceso educativo y su relación con el programa de formación:

Cuadro 5.2. Liderazgo comunitario, educación popular y participación comunitaria y su relación con el perfil de ecolíder

Proceso	Características	Perfil del ecolíder³¹
El proceso de educación popular y el liderazgo comunitario	<ul style="list-style-type: none"> • Se construye a través del compromiso y del diálogo con la comunidad • Construye contenidos y significados desde los saberes locales • Genera comunicación asertiva desde las expresiones culturales • Integra lo cotidiano y las experiencias colectivas como fuente de aprendizajes • Crea condiciones para la construcción de un accionar crítico y una acción política • Se fortalece a través de los procesos de resistencia y organización local 	<ul style="list-style-type: none"> • Agente de integración cultural • Promotor comunitario • Agente de cambio social
El proceso de liderazgo comunitario y la participación comunitaria	<ul style="list-style-type: none"> • Se centra en el bien común y no en objetivos individuales • Se dinamiza arraigándose en el contexto cultural de la comunidad • Se teje a través del diálogo y la concertación con los miembros de la comunidad asumiendo compromisos • Estructura procesos de comunicación y de consulta colectiva • Favorece y promueve el ejercicio democrático para la toma de decisiones • Actúa como catalizador social de la acción individual y colectiva • Asegura una comunicación y una información permanente a la comunidad • Involucra a las estructuras organizativas comunitarias 	<ul style="list-style-type: none"> • Animador • Facilitador • Gestionario
El proceso de liderazgo comunitario y su aporte a la educación popular	<ul style="list-style-type: none"> • Fortalece y estructura la participación reivindicativa que incide en la educación por los derechos colectivos • Contribuye a la participación política orientada al aprendizaje sobre los procesos colectivos de toma de decisiones • Integra el contexto como fuente de saberes y medio de aprendizaje 	<ul style="list-style-type: none"> • Mediador • Dinamizador • Educador popular • Comunicador

³¹ Lineamientos Generales programa de formación de líderes, p. 4, 2007.

	<ul style="list-style-type: none">• Contribuye a la formación de comunidades educativas integrando actores sociales y redes de estructuras organizativas locales• Incita la participación colectiva directa en una acción educativa transformadora	
--	---	--

Se pone en relieve el potencial de formación de la práctica educativa popular en el seno del trabajo colectivo y la emergencia de un liderazgo comunitario dinámico. Las diversas dimensiones del perfil del ecolíder se despliegan plenamente en ese contexto de articulación entre trabajo comunitario y procesos de educación popular.

CAPITULO VI

DISCUSIÓN

Este capítulo presenta algunas de las reflexiones que emergen del estudio de caso sobre los procesos colectivos de educación popular, liderazgo comunitario y participación activa de la comunidad desarrollados en el marco del proyecto de ecodesarrollo comunitario Sendero Ecológico Las Palmas. Se pretende aportar a la discusión vinculando y confrontando este estudio de caso con algunas de las propuestas teóricas de autores que han tratado y abordado estas dimensiones.

6.1 La educación popular: una propuesta para la emancipación

El proceso de educación popular desarrollado en la práctica educativa adquiere pertinencia para el contexto local cuando contribuye a construir una propuesta política y crítica desde la comunidad. Es así que lo educativo y lo popular permiten movilizar a la comunidad y a sus representantes locales en y con acciones reivindicativas desde la comunidad.

Relacionado con esto, los documentos del II Seminario sobre Educación Alternativa (1999, p. 33) exponen algunas definiciones sobre las propuestas de educación popular, como:

El trabajo de la educación popular se ha desarrollado principalmente con adultos y sobre todo con adultos jóvenes que pertenecen a sectores populares urbano o rurales. Generalmente los grupos de barrio, comunidades, sindicatos, movimientos sociales son compuestos por adultos jóvenes.

La propuesta desarrollada en Ecominga propone un proceso educativo popular que

invita a reflexionar a los actores locales desde y en la comunidad y a abordarla desde un enfoque ético, político y pedagógico. Esta propuesta se nutre de los contextos en los que se dan las luchas populares para lograr mayores niveles de poder, en la perspectiva de construir una sociedad donde se ejerzan plenamente los derechos individuales y colectivos de las comunidades.

En este sentido encontramos algunas coincidencias con la propuesta de Ecominga, cuando menciona que la educación popular tiene una visión integral del proceso educativo donde convergen lo personal, lo comunitario y lo popular en busca de la emancipación de los actores locales.

También presenta coincidencias con la Ley de Educación «Avelino Siñani – Elizardo Pérez», (2010) promulgada por la Asamblea Legislativa del Estado Plurinacional de Bolivia:

- *Descolonizadora, que significa poner fin a las fronteras étnicas, es decir, en la otorgación de oportunidades, ya sea esto en el campo académico, laboral, político y económico no se privilegia a nadie ni a partir de la raza pertenencia étnica y/o lingüística. También significa no privilegiar las concepciones del mundo occidental como si fueran únicos y universales, sino implica valorar los conocimientos, saberes y tecnología de las civilizaciones de las sociedades indígenas tanto de tierras amazónicas y andinas.*
- *Comunitaria porque permite asumir decisiones en forma colectiva entre todos los actores sobre asuntos educativos en espacios territoriales específicos como son el barrio, la zona y la comunidad rural.*
- *Productiva porque está orientada a garantizar el proceso de producción, conservación, manejo y defensa de los recursos naturales.*

Esta Ley de Educación se propone una educación para todos y todas, en especial para el pueblo, desde un enfoque popular que persiga grandes transformaciones sociales. Es así que el proyecto Ecominga, desde sus fundamentos pedagógicos, adhiere a esta filosofía con énfasis en la educación liberadora de los pueblos.

La opción ética, política y pedagógica desarrollada en Ecominga se relaciona con

Freire (1970) cuando menciona que un acto educativo es sustantivamente político y adjetivamente pedagógico. El intentar reducir la educación popular a una pedagogía del aula o de implementación de programas educativos informales, sería quitarle su potencial para la transformación social.

En ese sentido cobra pertinencia la práctica desarrollada por la líder del caso estudiado cuando construye contenidos y significados desde la reflexión, para generar la discusión de manera dinámica, cultural y política. La práctica educativa desarrollada construye un accionar crítico y una acción política. Es una invitación a reflexionar sobre el rol de los educadores en nuestro contexto local para salir de los espacios de dominación y de poder, que son transmitidos por el sistema formal de educación.

En este marco, la educación popular asume una función de catalizador social de la acción individual - colectiva y reconoce y valora las expresiones culturales del medio local. Este enfoque educativo popular es integrador y parte de lo cotidiano y lo comunal como una fortaleza y no un obstáculo para el cambio social, Es este el escenario en la cual se forja un educador progresista y radical, que favorece la concepción de un pensamiento crítico de la realidad

Sobre esta relación crítica y política Núñez (2006, p. 87) plantea que:

La educación popular es un proceso de formación y capacitación que se da dentro de una perspectiva política de clase y que forma parte o se vincula a la acción organizada del pueblo, de las masas, en orden a lograr el objetivo de construir una sociedad nueva, de acuerdo con sus intereses.

El enfoque de educación popular se basa en las luchas reivindicativas y en una intencionalidad política y cultural que se torna estratégica, si parte de la premisa de que los grupos populares son sujetos transformadores y con vocación de poder, que buscan construir una sociedad más justa, libre y solidaria.

6.2 El liderazgo comunitario y el compromiso colectivo

El liderazgo comunitario se caracteriza por su potencia dinamizadora basada en el diálogo de saberes y en la concertación, para asumir compromisos e involucrar a las estructuras organizativas comunitarias. Esta mirada tiene un aporte importante y es el reconocimiento del “líder” desde su vida cotidiana, con las implicancias que implica esta noción, de comunario, vecino, amigo, compañero, padre, madre de familia, que vive y convive en la comunidad, que tiene problemas, desafíos de sobrevivencia, compromisos personales y familiares y aspiraciones similares a los demás.

Sobre estas reflexiones encontramos coincidencias con McLaren (2000) cuando se refiere a la capacidad del amor y amar. « *La capacidad de amar, un sentimiento que cuando es profundo y verdadero en los seres humanos no se agota en sí mismo, sino que ofrece nuevas posibilidades a quién las experimenta radicalmente* ».

En el módulo *Liderazgo comunitario* (2004), se presenta una definición que es particularmente pertinente en nuestro caso: liderazgo comunitario « *es cuando una persona tiene la capacidad de influir más que otros miembros de la comunidad en el desarrollo de actividades o la toma de decisiones a favor de la comunidad* ». La construcción de un liderazgo comunitario en el marco de Ecominga ha demostrado que es mucho más que una persona que influye sobre los demás. Más bien, es una persona que asume su compromiso histórico y político y se incorpora a las demandas de la comunidad para enfrentar colectivamente al poder constituido a nivel local.

En el Manual de participación ciudadana y gestión comunitaria (2000), encontramos cierta afinidad, cuando se refiere al líder como de una autoridad que tiene la capacidad de propiciar espacios para escuchar ideas, opiniones y las propuestas de miembros de la organización. También, Chiavenato (2000, p. 54) describe que el « *liderazgo es la influencia intrapersonal ejercida en una situación, orientada a la*

consecución de uno o diversos objetivos específicos mediante el proceso de comunicación humana ».

Por otra parte, Freire (1987) menciona que el líder tiene un rol de agente multiplicador de cambio social, que se fortalece en las luchas y contra las injusticias sociales. El líder comunitario, en nuestro caso, promovió la participación de los miembros de la comunidad y para ello actuó desde múltiples escenarios instituidos en la comunidad. Esta mirada desde lo cotidiano logró absorber las demandas y sueños de la comunidad.

En Basabe (2009) encontramos elementos coincidentes relacionados con lo cotidiano y el líder como aquella persona que forma parte de una comunidad y que impulsa sus habitantes a la consecución de objetivos para lograr una meta determinada.

En este marco el líder demuestra que toda acción tiene una intencionalidad política y educativa. El ejercicio del liderazgo comunitario puede romper la concepción tradicional que representa al líder, como una persona con características excepcionales y ajenas a los demás miembros de la comunidad y a su entorno.

6.3 La participación y el empoderamiento comunitario

La participación comunal en el marco de un proyecto comunitario asumió las reivindicaciones históricas, políticas y culturales de la comunidad. Es coincidente con la propuesta de Freire (1994) cuando otorga una intencionalidad política e histórica a la participación: en cuanto ejercicio de la voz, de tener voz, de asumir, de decidir en ciertos niveles de poder.

Es en la intencionalidad política de la participación comunal que se establece una relación dialéctica entre el liderazgo comunal y las capacidades locales de la comunidad. Esta forma de participación comunitaria se vincula en cierta forma con la asumida por el Manual de participación ciudadana (2000, p. 7), respecto a los derechos y empoderamiento:

La participación reivindicativa: orientada a movilizar individuos y grupos con el fin de reivindicar ante el Estado la provisión de servicios, el mejoramiento de su calidad, la modificación de tarifas o cualquier otra acción que garantice otra su mejor prestación de servicios.

En el proyecto Ecominga la participación comunitaria se confrontó a la clásica concepción instrumental de la participación como meramente pasiva y receptora de programas y proyectos de desarrollo comunitario. Es pertinente traer a colación algunas de las visiones de participación tradicional y sus enfoques:

Se hablaba de participación, pero su fundamento era propiamente ideológico en el sentido que se trataba de políticas de relaciones públicas de las empresas o de mecanismos para legitimar la empresa privada contra sus enemigos (Ugalde, 1985, p. 41).

Se trataba de una acción en la gran mayoría de los casos llevada a cabo por las oficinas del Estado y que procuraba incorporar la población en la construcción de escuelas, viviendas o servicios públicos. El propósito central de hacer participar a las personas era abaratar los costos de los procesos de trabajo, en algunos casos por carencias de recursos económicos; en otros, por una intención pedagógica de responsabilizar a los pobres de su salud, pero no pasaba de allí (Osteria et al., 1988; Tanner et al., 1986).

Estas acepciones son viejas formulas que han servido y sirven hoy para continuar con la instrumentalización de la participación y el fomento de la pasividad de los actores locales.

En Ecominga la participación comunitaria y la educación popular contribuyeron a realizar una crítica al poder dominante y a contestar al autoritarismo. Encontramos coincidencias con las propuestas de estos autores:

La participación comunitaria se debe dar en el analizar, el hacer y el decidir. Por lo tanto, las actividades incluyen acciones de información, educación, consulta, fortalecimiento de la iniciativa, fiscalización, concertación, toma de decisiones y gestión en todas las fases del proyecto (Schwartz y Deruyttere, 1996).

La educación popular se basa en procesos participativos, promoviendo el desarrollo de sectores populares como sujetos sociales, es decir potenciando su protagonismo como actores de cambios sociales, identificando sus problemas más sentidos, investigando sus manifestaciones, analizando sus causas y consecuencias, formulando alternativas, organizándose para llevarlas a cabo, gestionando recursos, planificando acciones, evaluando su quehacer, etc. La participación que se promueve es libre, activa, eficaz, consciente, crítica (Velde, 2004).

En consecuencia con las consideraciones vertidas, la participación comunitaria promovida por el proyecto de ecodesarrollo articula el proceso educativo popular con el ejercicio de liderazgo comunitario. Esto hizo posible cuestionar los viejos esquemas relacionados a nociones como líder, liderazgo y participación.

CONCLUSIÓN

La investigación se propuso contribuir al campo de la gestión comunitaria, específicamente en lo que se refiere a los procesos de desarrollo de liderazgo comunitario y de participación comunitaria con la perspectiva de contribución al ecodesarrollo comunitario en la Amazonía boliviana. En este marco se plantearon objetivos que estuvieron orientados a identificar las particularidades del proceso de liderazgo comunitario, a establecer los aspectos específicos de ese liderazgo y a determinar el aporte del liderazgo comunitario a una educación popular.

Esta investigación se realizó en el marco del proyecto comunitario « Sendero Ecológico, Las Palmas », implementado en la Organización Territorial de Base (OTB) del barrio San Pedro de ITAPEMI, del municipio de Ascensión de Guarayos, Bolivia.

La revisión bibliográfica realizada nos da cuenta que es la primera investigación de este tipo en el contexto boliviano que aborda las interrelaciones entre liderazgo comunitario, educación popular y participación comunitaria. Se dio énfasis a la interpretación crítica, de modo de descubrir, interpretar y revelar la significación de estos procesos y su contribución al ecodesarrollo comunitario.

En relación al liderazgo comunitario, éste se caracterizó por desarrollar acciones enfocadas al desarrollo de una comunicación asertiva y constructiva, es decir, que generó una dinámica mediante la cual los comunarios se involucraron en forma consciente, proactiva, propositiva y voluntaria en los procesos de implementación del proyecto comunitario. Se caracterizó igualmente por abrir escenarios participativos para la toma de decisiones colectivas, para la gestión y la consecución de acuerdos y compromisos colectivos del proyecto y con la comunidad.

Un aporte del liderazgo comunitario a la gestión comunal, fue demostrar que el líder genera procesos sociales reivindicativos, y que la participación implica una larga dinámica colectiva y aprendizajes. Son estos elementos los que producen una gestión comunal apropiada al contexto local, que se desarrolla y promueve desde abajo y por lo tanto, que implica que sus frutos no se cosecharán de inmediato. En este sentido, lo educativo, cultural, social, económico y organizativo juegan una importante rol catalizador de las demandas comunales.

En cuanto a los aspectos particulares de este liderazgo comunitario que favorece a una participación comunitaria, un elemento central de su rol como dinamizador cultural, fue la prudencia y compromiso al esbozar las metas y objetivos comunales. Fue necesario evitar de crear falsas expectativas a la comunidad. Estas acciones lograron fortalecer y apoyar la gestión comunal convocando a la comunidad a la identificación, priorización y solución de sus problemas de manera colectiva. Es una acción popular que se construye a partir de cada logro colectivo alcanzado. A su vez, cada uno de éstos debe generar avances en la inclusión de los otros.

Sobre los procesos de educación popular pertinentes con las prácticas culturales, se constató que estos se construyen desde la colectividad y sobre el contexto, vale decir, que es un proceso educativo anclado en la comunidad y en la organización sociocultural. En este escenario, el líder es un catalizador y facilitador de los procesos reivindicativos y emancipatorios de la comunidad. La interrelación educación popular y liderazgo genera poder popular que expresa la confluencia y el mayor consenso posible para la acción de todos y todas. Una prueba de ello, son las marchas y movilizaciones sociales de la OTBs en el municipio, en busca de la aprobación de un área verde para el proyecto.

De la misma manera, una educación popular en el marco de un proyecto comunitario se apoya en las propias fuerzas colectivas y las experiencias acumuladas en la comunidad. De este modo, ésta contribuye a elevar la conciencia

colectiva y, con ella, a elevar la confianza comunitaria en sus propias capacidades y potencialidades.

En ese sentido, una de sus principales características del proceso educativo popular fue contextualizar el proceso educativo a las realidades y problemáticas comunales, confrontar los saberes tradicionales de la comunidad con los saberes técnicos de los asesores, y lograr que los aprendizajes generen una acción política que desembocara en la movilización comunal. En este marco se hace referencia a una educación popular que es política, crítica y comprometida con las demandas comunitarias. Esta busca tomar el poder local para el cambio social. Este enfoque es coincidente con el proceso de cambio iniciado desde la construcción del Estado Plurinacional de Bolivia.

En consecuencia, el liderazgo comunitario, la participación comunitaria y la educación popular desarrollados con estas características en el marco del Sendero Ecológico las Palmas contribuyen al ecodesarrollo comunitario, desde una perspectiva política, comunitaria, pedagógica y de diálogo de saberes. Esto se logró en un marco de reconocimiento de las organizaciones sociales, desde los referentes más cotidianos, con la construcción de proyectos comunes para la superación de dificultades a partir de un auto reconocimiento de las potencialidades y fortalezas colectivas y con una educación popular que construye una democracia comunitaria, participativa y protagónica.

ANEXO 1

MAPA DE ASCENSIÓN DE GUARAYOS, SANTA CRUZ - BOLIVIA



www.mapasbolivia.net

ANEXO 2

GUIAS DE ENTREVISTA SEMI DIRIGIDA

Questionamientos orientados a las/os miembros del equipo Ecominga UAGRM

El Liderazgo comunitario en procesos educación popular: el caso del proyecto comunitario «Sendero Ecológico Las Palmas, Municipio de Ascensión, Bolivia».

Guía Discusión de grupo

Sobre la educación popular

- ¿Cuál es la relación educación, participación adoptada por el equipo?
- ¿Esta relación y la construcción de una propuesta de desarrollo local?
- ¿De qué manera se articula la educación popular con las consideraciones sociales, económicas, ambientales y culturales?
- ¿Cómo se concibe la educación popular dentro del programa de formación?

Participación

- ¿Cuál es el rol de los líderes en esta relación?
- ¿De qué manera participan con las comunidades en la promoción de iniciativas de desarrollo local?
- ¿Qué mecanismos se emplean propios y otros apropiados para la promoción de la participación comunal?
- ¿Cuál es la importancia de los líderes de las comunidades en el proceso de construcción del desarrollo comunal?

Liderazgo

- ¿Qué es un ecolider?
- ¿Qué es un líder comunitario?
- ¿Cuál la diferencia con los líderes tradicionales?
- ¿Cómo se forma un líder comunitario?
- ¿Cómo trabaja con la comunidad?

Necesidades educativas comunitarias

- ¿Qué rol debe cumplir el líder en la generación de proyectos?
- ¿Qué competencia debe desarrollar el líder?
- ¿De qué manera podemos mejorar la elaboración e implementación de proyectos comunitarios?
- ¿Cree usted que la formación de líderes puede lograr un mayor empoderamiento comunitario?
- ¿Cuál la importancia de la formación líderes comunitarios para lograr el desarrollo local?

Cuestionamientos orientados a las/os autoridades municipales locales, de Ascensión de Guarayos, Bolivia.

El Liderazgo comunitario en procesos educación popular: el caso del proyecto comunitario «Sendero Ecológico Las Palmas, Municipio de Ascensión, Bolivia».

Nombre:

Responsable: Distrital Educación Ascensión de Guarayo.

Enfoques, estrategias educativas en las comunidades

¿Qué enfoques educativos se privilegian para el desarrollo del proceso educativo?

¿Cuáles son las estrategias privilegiadas?

¿Cómo se logra la participación de las comunidades?

Participación comunitaria

¿Cuál cree que debería ser el enfoque educativo (pertinente) para potenciar la participación comunitaria?

¿Cómo pueden contribuir a la emergencia de nuevos líderes en la comunidad?

Concepción sobre la Educación Popular

¿Qué objetivos tienen?

¿Cómo se implementan?

¿A quienes están dirigidos?

¿Sobre qué problemas están enfocados?

Programas de formación de líderes en Ascensión

¿A quienes están dirigidos?

¿Los problemas que tratan de solucionar?

¿Qué resultados han tenido?

¿Los líderes formados continúan trabajando por su comunidad?

Cuestionamientos orientados a las/os autoridades municipales locales, de Ascensión de Guarayos, Bolivia.

El Liderazgo comunitario en procesos educación popular: el caso del proyecto comunitario «Sendero Ecológico Las Palmas, Municipio de Ascensión, Bolivia».

Nombre:

Responsable: Presidente Comité de Vigilancia, Ascensión de Guarayos.

Proceso de identificación de necesidades y proyectos

- ¿Cuáles son los mecanismos internos de organización de las comunidades y OTBs?
- ¿Cómo se realiza el proceso de identificación de necesidades comunitarias?
- ¿Quiénes organizan y quienes participan en la identificación de las demandas?
- ¿En que finalizan, consolidan las demandas comunitarias?
- ¿Cómo y quienes realizan las gestiones para la implementación de las demandas?
- ¿Las demandas generalmente están enfocadas a solucionar o disminuir que tipo de problemas comunales?

Liderazgo y los proyectos de la comunidad

- ¿Cuál es el rol e importancia del líder en la comunidad?
- ¿Cómo el líder, convoca, organiza la participación de la comunidad?
- ¿Cómo realiza el proceso de identificación de necesidades comunales?
- ¿Cuál es el rol del líder en la elaboración y gestión de los proyectos de la comunidad?
- ¿Como hace el líder para mantener una participación activa de los comunarios en la gestión e implementación de los proyectos?
- ¿Cuál es la importancia del líder como movilizador en la comunidad?

Cuestionamientos orientados al líder comunitario que desarrolla el proyecto comunitario, Ascensión de Guarayos, Bolivia.

El Liderazgo comunitario en procesos educación popular: el caso del proyecto comunitario «Sendero Ecológico Las Palmas, Municipio de Ascensión, Bolivia».

Nombre:

Responsable:

Enfoques y estrategias del proceso de educación popular

¿Qué caracteriza a un proyecto comunitario, de otros proyectos implementados en su comunidad?

¿Cuáles son los elementos importantes que se deben tener en cuenta cuando se desarrolla un proyecto comunitario?

¿Qué estrategias empleo para involucrar a la comunidad en el proyecto comunitario?

¿Cómo organizo a la comunidad para participar del proyecto comunitario?

¿Qué mecanismos empleo para la planificar colectivamente el proyecto comunitario?

¿Cómo se piensa realizar el seguimiento de las actividades del proyecto?

¿Cómo se piensa dar continuidad a las acciones desarrolladas por el proyecto?

Como líder comunitario

¿Cuál fue su rol en la implementación del proyecto comunitario?

¿De qué manera la formación en liderazgo contribuyo a obtener los principales logros alcanzados? ¿Las dificultades? y desafíos en este proceso

¿Qué elementos de la formación rescata, que contribuyeron a generar una participación activa de la comunidad?

¿Cómo logro combinar o complementar el ejercicio del liderazgo con la vida cotidiana? ¿Familia? ¿Trabajo? ¿Compromiso comunitario?

Cómo líder comunitario ¿Cómo influyo en la participación comunitaria?

Perspectivas del liderazgo comunitario, desde una práctica cultural...

¿Cuáles han sido las ventajas, desafíos y dificultades de ejercer un tipo de liderazgo comunitario?

¿Cuáles son las diferencias con el liderazgo tradicional?

¿Cómo influye en la promoción, dinamización de la participación colectiva?

¿Cómo este liderazgo contribuye a fortalecer las prácticas organizativas comunitarias tradicionales?

¿De cuál práctica comunal se valió para lograr la participación comunitaria?

La práctica de este tipo de liderazgo ¿Que nuevos aprendizajes y logros ha desarrollado en la comunidad?

¿Cómo se puede combinar con el ejercicio del liderazgo comunitario?

¿El liderazgo comunitario es algo nuevo para las comunidades?

¿Cómo se puede potenciar el liderazgo comunitario en las comunidades?

Cuestionamientos orientados al líder comunitario que desarrolla el proyecto comunitario, Ascensión de Guarayos, Bolivia.

El Liderazgo comunitario en procesos educación popular: el caso del proyecto comunitario «Sendero Ecológico Las Palmas, Municipio de Ascensión, Bolivia».

Nombre:

Responsable: Presidente OTB

El líder comunitario

- ¿Qué rol debe cumplir el líder en la generación de proyectos?
- ¿Cuál es el rol e importancia del líder en la comunidad?
- ¿Cómo promueve el desarrollo local?
- ¿Cuál cree que son las dificultades para consolidar las demandas en proyectos para la comunidad?
- ¿Qué se requiere para lograr desarrollar proyectos que respondan a las necesidades comunales?
- ¿Qué rol debe cumplir el líder en la generación de proyectos?
- ¿Qué competencia debe desarrollar el líder?
- ¿Cómo convoca, organiza la participación de la comunidad?
- ¿Cómo realiza el proceso de identificación de necesidades comunales?
- ¿Cuál es su rol en la elaboración y gestión de los proyectos de la comunidad?
- ¿Qué hace para mantener una participación activa de la comunidad en el proyecto?
- ¿Cuál la importancia de la formación líderes comunitarios para lograr el desarrollo local?
- ¿Cuál es el rol de la dirigencia, mesa directiva?
- ¿De qué manera participan las OTBs, comunidades en la promoción de iniciativas de desarrollo local?
- ¿De qué manera la OTB realiza la identificación de las necesidades?

ANEXO 3

PROTOCOLO DE OBSERVACIÓN

El Liderazgo comunitario en procesos educación popular: el caso del proyecto comunitario «Sendero Ecológico Las Palmas, Municipio de Ascensión, Bolivia».

- Las características y dinámicas de las organizaciones sociales y actores locales participan en la promoción del desarrollo local en el municipio
- El rol de dirigentes y líderes tradicionales en la comunidad (participación y desarrollo comunal)
- Características y mecanismos de participación de la OTB en la promoción de iniciativas de desarrollo local?
- Las características y mecanismos de los líderes comunitarios para generar participación y desarrollo
- Los principales desafíos que enfrentan los líderes en su trabajo colectivo
- Las características de las prácticas y estrategias comunitarias para consolidar sus demandas colectivas

REFERENCIAS BIBLIOGRÁFICAS

- Aguado, J. R. (2004). *Liderazgo comunitario. Construyamos la cultura de paz y el desarrollo local desde nuestra comunidad*. Módulo II, 8 – 10.
- Albó, X. y Suvelza, F. (2006). *El Estado del Estado en Bolivia. Por una Bolivia plurinacional e intercultural con autonomías*. Informe Nacional sobre Desarrollo Humano.
- Albuquerque, F. (2000). *Las agencias de desarrollo regional y la promoción del desarrollo local en el Estado Español*, LC/R.1973, Santiago de Chile. Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL).
- Alguacil, Gómez, J. (2005). Los desafíos del nuevo poder local: la participación como estrategia relacional en el gobierno local. Polis: *Revista Académica de la Universidad Boliviana*, 5-30.
- Arditi, B. (2000). *El reverso de la diferencia. Identidad y política*. Caracas. Nueva Sociedad.
- Arocena, J. (2001). Una investigación de procesos de desarrollo local. *El desarrollo local: un desafío contemporáneo*. Capítulo IX, 201-229. Montevideo: Ediciones Santillana, Universidad Católica de Uruguay.
- Arze, C. (1999). Crisis del sindicalismo boliviano. *Consideración de sus determinantes materiales y su ideología*. La Paz. CEDLA.
- Arrieta, M. y De la Fuente, M. (1998). Desarrollo rural y participación popular en Mizque. *Revista Decurso de Ciencias Sociales (Cochabamba)*, año III, (6), 91-117.
- Barquero, Vázquez, A. (1993). *Política económica local*. Madrid.
- Basabe, B. (2009). *El líder comunitario y sus acciones*. Caracas.
- Bautista, R. (2011). *Descolonización en Bolivia. ¿Qué significa el Estado Plurinacional?*. Cuatro ejes para comprender el cambio. Vicepresidencia del Estado Plurinacional de Bolivia.
- Bartle, P. (2007). *Material de adiestramiento para el fortalecimiento de comunidades*.
- Bauman, Z. (2001b). *Globalización: Les conseqüències humanes*. Barcelona. Edicions de la Universitat Oberta de Catalunya.

- Blanes, J. (1999). *La descentralización en Bolivia, avances y retos actuales*. Centro Boliviano de Estudios Multidisciplinarios, La Paz.
- Beck, U. (1998). *¿Qué es la globalización? Falacias del globalismo, respuestas a la globalización*. Estado y Sociedad. Barcelona. Paidós.
- Bonifaz, M. G. y Lünstedt T. Ch. (2011). *¿Bolivia en el desorden global? Impactos de la globalización en la transición estatal*. Primera edición.
- Borón, A. (1999). Pensamiento único y resignación política: los límites de una falsa coartada. En: Borón, A.; Gambina, J.; Minsburg, N. (comps). *Tiempos Violentos: Neoliberalismo, globalización y desigualdad en América Latina*. Buenos Aires, Clacso- Eudeba. (Primera Edición).
- Braudel, F. (1979). *Économie-monde: Civilisation Matérielle, Économic et Capitalisme, Le Temps du Monde*, (3), Paris.
- Brunner, J. (1998). *Globalización Cultural y Posmodernidad*. FCE, Santiago.
- Casilimas, Sandoval, C.A. (2002). Investigación cualitativa. Enfoques y modalidades de investigación cualitativa: rasgos básicos. In Briones, G. *Módulos de investigación social. Especialización en teoría, métodos y técnicas de investigación social*. Bogotá: Instituto colombiano para el fomento de la educación superior (ICFES). ISBN 958-9329-18-7 (módulo 4).
- Cardozo de Da Silva, E. (1997). La Multifacética Globalización. *Diario Economía Hoy*. Caracas.
- Carr, W. y Kemmis, S. (1988). *Teoría crítica de la enseñanza. La investigación-acción en la formación del profesorado*. Barcelona.
- Cademartori, J. (2002). *Globalización transnacional y respuestas económicas. El caso de Chile*. CLACSO. Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales.
- Carrillo, G. J. (2003). *Valdivia Milenaria en Extinción*.
- Coppens, F. y Van De Velde, H. (2005). *Metodología y Técnicas de Educación Popular*. Programa de especialización en Gestión del desarrollo comunitario. Módulo 4 Curso E-DC- 4.1.
- Cuello, R. (1999). El neoliberalismo, una ideología contraria al equilibrio social. En Borón, A.; Gambina, J.; Minsburg, L. (comps). *Tiempos Violentos: Neoliberalismo, globalización y desigualdad en América Latina*. Buenos Aires, Clacso-Eudeba. (Primera Edición).

- Chávez, L. P. (2011). *Descolonización en Bolivia. Cómo pensar la descolonización en un marco de interculturalidad*. Cuatro ejes para comprender el cambio. Vicepresidencia del Estado Plurinacional de Bolivia.
- Chetty, S. (1996). The case study method for research in small- and médium – sized firms. *Internacional small business journal*, vol. 5, octubre – diciembre.
- Chiavenato, I. (2000). *Administración de Recursos Humanos*. Editorial Mc Graw Hill Interamericana.
- De Benoist, A. (2010). Democracia representativa y democracia participativa. *Artículo Manifiesto Comunista*. El País, 24 de noviembre de 2001.
- Di Pietro, P. (1999). *Política social y desarrollo local: La estrategia de gestión social de la provincia de Mendoza, (texto inédito), tesis de Maestría en FLACSO, Buenos Aires*.
- Dos Santos, T. (2006). Sin educación no hay desarrollo. *I Congreso internacional de educación*. Lima, 20-24 Febrero, Derrama Magisterial.
- D´Orbigny, A. (1999). Selección y estudio introductorio. *En Alcides Parejas: Viaje por tierras cruceñas*. Santa Cruz de la Sierra. UPSA.
- Estefanía, J. (2002). La primera revolución del siglo XXI. *¿Qué es la globalización?* Editorial Aguilar, Madrid.
- Ferrer, A. (1999). *De Cristóbal Colón a Internet: América Latina y la globalización*. Fondo de Cultura Económica, Buenos Aires.
- Freire, P. (2002). *Política y educación. Educación y participación comunitaria*. México. Siglo veintiuno editores.
- Freire, P. (1997). *A la sombra de este árbol*. El Roure, Barcelona.
- Flecha, R. y Pluigvert, L. (1998). *Las comunidades de aprendizajes: una apuesta por la igualdad educativa*. Universidad de Barcelona. España.
- García, Linera, A. (2013). *¿Qué es la Nación?*. Discurso del Vicepresidente del Estado y Presidente nato de la Asamblea Plurinacional. Sesión de Honor de la Asamblea Plurinacional.
- García, Linera, A. (2010). *Pensando el mundo desde Bolivia*. Vicepresidencia del Estado Plurinacional de Bolivia.
- García, Linera, A. (2006): *El Evismo: lo nacional-popular en acción*. Observatorio Social de América Latina OSAL. Consejo Latinoamericana de Ciencias, Sociales, Buenos Aires, Argentina.

- Galindo, M. (1998). Contradicciones que la Participación Popular intenta resolver, *En: Mario Arrieta y otros. Participación Popular y desarrollo rural*, La Paz, Club de Economía Agrícola y sociología rural.
- Goffin, L. (1996). Formación de actitudes y valores en educación ambiental. *Memorias del Segundo Encuentro Internacional Educación Ambiental*, 27-39.
- Guimaraes, R. (1994). El Desarrollo Sustentable: ¿Propuesta Alternativa o Retórica Neoliberal. *Revista Eure*, vol. XX (61), 41-56. Santiago de Chile.
- Held, A. (2000). *Cultura, economics, politics: ¿Globalizing World?.* London. The Open University.
- Herrera, A. (1995). *Las Nuevas Tecnologías y el Futuro de América Latina.*
- Grebe López, H. (1998). *Las reformas estructurales en Bolivia. La crisis del patrón de desarrollo y la reforma del estado.* Fundación milenio. La Paz, Bolivia.
- Jara, O. (1984). *Los desafíos de la educación popular.* Alforja, San José.
- Justiniano, J.G. (1998). Municipio productivo: promoción económica rural. *Aprendiendo de la realidad municipal.* Ministerio de Agricultura, Ganadería y Desarrollo Rural, Bolivia. PADER- Cooperación Suiza para el desarrollo.
- Klein, J. L. (2005). Iniciativa local y desarrollo: respuesta social a la globalización neoliberal. *Eure, año/vol. XXXI, (94), 25-39.* Santiago: Pontifica, Universidad Católica de Chile.
- Latorre, A. (2003). *La investigación - acción: conocer y cambiar la práctica educativa.* Barcelona: Editorial GRAO de IRIF.
- Ley de Educación Avelino Siñani – Elizardo Pérez, (2010). Estado Plurinacional de Bolivia.
- Ley de Participación Popular, (1995). *Reglamentos y Decretos de Concordancia.* Secretaria de Participación Popular. La Paz.
- Llorens, J. L., Albuquerque, F. y Castillo, J. (2002). *Estudio de casos de desarrollo económico local en América Latina.* Washington; Inter-American Development Bank.
- Martínez, Carazo, P.C. (2006). Pensamiento y Gestión. *El método de estudio de caso: estrategia metodológica de la investigación científica.*
- Manual de participación ciudadana y gestión comunitaria, (2000). Alcaldía Municipal de de Cali. Colombia.

- Maya, Á. (1995). *Desarrollo sostenible: Aproximaciones conceptuales*. Quito, Ecuador, Fundación Natura – Unión Mundial para la Conservación de la Naturaleza.
- Max-Neef, M. (1993). *Desarrollo a escala humana*. Montevideo, Nordan-Redes.
- De Mesquita, D.L. (2002). El esclarecimiento del concepto de autonomía de Paulo Freire en la práctica de educadores sociales para niños de la calle. En Saul. A.M. (ed.), *Paulo Freire y la formación de educadores*. Múltiples miradas, 85-97. Buenos Aires y México: Siglo XXI editores. ISBN 968-23-2387-8.
- Moreno, M. (1997). *Educación Popular: una metodología*. ICI, Panamá.
- Méndez, N. I. (2000). *Participación comunitaria, toma de conciencia colectiva de toda la comunidad*. Socióloga Salubrista.
- McLaren, P. (2002). *Si de ofrecer espacios se trata*. Entrevista a Peter McLaren.
- McLaren, P. (2000). Che Guevara, Paulo Freire, and the Pedagogy of Revolution. En Lanham, Maryland: Rowman y Littlefield.
- McLaren, P. (1995). *Critical pedagogy and predatory culture: Oppositional politics in a postmodern era*. London and New York, Routledge.
- Ministerio de Desarrollo Sostenible y Planificación, (1999). *Estudios de necesidades Espaciales TCO Guarayos*. Viceministerio de Asuntos Indígenas y Pueblos Indígenas Originarios.
- Núñez, C. (2006). *Educar para transformar, transformar para educar*. Red Nacional de Educación Popular de México. CIDHAL A.C. Instituto Centroamericano de Estudios Políticos, INCEP. Editorial Caminos.
- Orellana, I. (2001). La comunidad de aprendizaje en educación ambiental. Una estrategia pedagógica que abre nuevas perspectivas en el marco de los cambios educacionales actuales. Dans *Revista Tópicos en educación ambiental*, Mexique, vol. 3 (7), 43-51.
- Orellana, I. (2001a). *La communauté d'apprentissage en éducation relative à l'environnement : structure, dynamique, enjeux*. Tesis inédita de doctorado. Université du Québec à Montréal.
- Osteria, T., Jimenez, P. Mariñas, O. y Okamura, J. (1988). *Community Participation in the Delivery of Basic Health Services*. Manila: De la Salle University.

- Pita, Fernández, S. y Pértegas, Díaz, S. (2002). *Investigación cuantitativa y cualitativa*. Unidad de Epidemiología Clínica y Bioestadística. Complejo Hospitalario – Universitario Juan Canalejo. Coruña.
- Plan de Desarrollo Municipal, (2006). Ascensión de Guarayos, Bolivia.
- Plan de Desarrollo Municipal, (2000). Ascensión de Guarayos, Bolivia.
- Plan general de manejo forestal Yotaú, (2001). Santa Cruz, Bolivia.
- Quijano, A. (1994). Marxismo en Mariátegui. Una propuesta de racionalidad alternativa. *V Congreso Nacional de Filosofía en la Universidad de Lima*, Lima, Ed. Amauta.
- Rodríguez, G. O. (2004). *De la Cepal a la Teoría de la Dependencia: Un Esquema Descriptivo*, IESE, Cochabamba.
- Rivera, S. (2012). La expansión del latifundio en el altiplano boliviano: elementos para la caracterización de una oligarquía regional. *Revista Avances*, La Paz, (2), 40- 57.
- Sachs, I. (1970). *Ecodesarrollo: conceptos, aplicación, beneficios y riesgos*.
- Salinas, J. (2000). *Descentralización y desarrollo económico local: una visión General del caso en Bolivia*. Proyecto CEPAL/GTZ de Desarrollo Económico Local y Descentralización de la División de Desarrollo Económico. Comisión Económica para América Latina y el Caribe.
- Subercaseaux, B. (2002). *Nación Cultura en América Latina. Diversidad cultural y Globalización*. Editorial LOM, Santiago.
- Schwartz, N. y Deruyttere, A. (1996). *Consulta Comunitaria, Desarrollo Sostenible y el Banco Interamericano de Desarrollo. Un marco conceptual*. Banco Interamericano de Desarrollo. Departamento de Programas Sociales y Desarrollo Sostenible. Unidad de Pueblos Indígenas y Desarrollo Comunitario. Washington. D.C.
- Serrano, Pérez, M. G. (1990). *Investigación acción, aplicaciones a los campos de lo social y educativo*. Madrid.
- Sologuren, Soruco, X. (2011). *Apuntes para un Estado Plurinacional*. Vicepresidencia del Estado Plurinacional de Bolivia.
- Seminario Taller sobre Educación Alternativa, (1999). CEB - CEE – CEICA. La Paz.

- Tamburini, L. (1999). Otorgamiento de concesiones forestales en territorios indígenas en Bolivia". *En: Artículo Primero* (8), 50-75.
- Terceros, F. (1998). *Informe de identificación de necesidades espaciales del Pueblo Indígena Guarayo*. TCO Guarayo. Santa Cruz.
- Ugalde, A. (1985). *Ideological dimensions of community participation in Latin American health programs*. Social Science and Medicine.
- Urioste, M. (1997). Bolivia: Descentralización Municipal y Participación Popular. *En Tercera sesión del Foro Descentralista*. Lima.
- Valls, R. (2000). *Comunidades de aprendizajes: una práctica educativa de aprendizaje dialógico para la sociedad de información*. Tesis doctoral. Universidad de Barcelona.
- Van de Velde, H. (2004c). *Procesos de Facilitación*. CURN-CICAP. Estelí – Nicaragua.
- Wenger, E. (2001). *Comunidades de práctica: aprendizaje, significado e identidad*. Paidós.
- Zeballos, L. (2006). *Diagnóstico Integral del Municipio de Ascensión de Guarayos*.

